

TOP SECRET

The book that the Governments, Banks and Corporations do not want you to see.

CLASSIFIED

THOMAS ANDERSON

BOOK ONE

le livre que le Gouvernement, les Banques et les Corporations ne veulent pas que vous voyez
THOMAS ANDERSON

CLASSIFIE

D

Citation du film « Matrix »

Morpheus: «J'imagine qu'à cet instant tu te sens un peu comme Alice, descendant dans le terrier du lapin blanc...»

Neo: «Tu peux dire ça...»

Morpheus: «Je peux le voir dans tes yeux. Tu as le look d'un homme qui accepte tout ce qu'il voit, parce qu'il s'attend à se réveiller. Ironiquement, ce n'est pas loin de la vérité. Crois tu dans la destinée Neo?»

Neo: «Non.»

Morpheus: «Pourquoi pas?»

Neo: «Parce que je n'aime pas l'idée que je ne suis pas en contrôle de ma vie»

Morpheus: «Je sais exactement ce que tu veux dire, laisse moi te dire pourquoi tu es là. Tu es là parce que tu sais quelque chose. Ce que tu sais, tu ne peux pas l'expliquer, mais tu le sens. Tu l'as senti toute ta vie. Que quelque chose n'allait pas avec ce monde. Tu ne sais pas ce que c'est, mais c'est là, comme un éclat dans ton esprit, te rendant fou. C'est ce sentiment qui t'as mener à moi. Sais tu de quoi je parle?»

Neo: «La Matrice?»

Morpheus: «Veux tu savoir ce qu'elle est? La Matrice est partout, tout autour de nous. Même à cet instant dans cette pièce. Tu peux la voir quand tu regardes par la fenêtre, ou quand tu allumes ta télévision. Tu peux la sentir quand tu vas au travail, quand tu vas à l'église, quand tu paies tes taxes. C'est le monde qui a été superposé devant tes yeux pour t'aveugler de la vérité.»

Neo: «Quelle vérité?»

Morpheus: «Que tu es un esclave Néo, comme tout le monde, tu es né esclave. Né dans une prison que tu ne peux ressentir ou goûter ou toucher. Une prison pour ton esprit. Malheureusement personne ne peut te dire comment est la Matrice. Tu dois le voir par toi même.»

«C'est ta dernière chance. Après ça, il n'y aura pas de retour en arrière possible. Tu prends la pilule bleu, l'histoire s'arrête, tu te réveilles dans ton lit et crois ce que tu as envie de croire.»

«Tu prend la pilule rouge, et tu restes dans le monde des rêves, et nous descendons au fond du terrier du lapin blanc.»

«Rappelle toi, tout ce que j'ai à t'offrir n'est que la vérité, rien de plus.»

INDEX

- 3. CITATION DE MATRIX
 - 3. INDEX
- 6. NOTE DE L'AUTEUR
- 7. INTRODUCTION
- 8. L'ILLUSION DE L'ÉPOUVANTAIL
- 10. LÉGALITÉ VS LÉGITIMITÉ
- 13. MARQUE DÉPOSÉ VS DROIT D'AUTEUR
 - 19. QUI EST JOHN DOE
- 21. IMPÔTS LOCAUX ET LES PAUVRES
 - 22. FRANC-ALLEU
- 25. LA PERSONNE JURIDIQUE
- 27. LA PERSONNE MORALE
- 29. TOUS À BORD DE LA CITOYENNETÉ
 - 32. CONTRAT DE MARIAGE
- 35. EXÉCUTANTS POLITIQUE / MONDE DES MACHINES NUMÉRIQUES
 - 41. LA LOI DU COMMERCE
 - 42. LES VAISSEAUX
 - 46. LE CHOIX
 - 47. PRIVÉ VS PUBLIC
- 48. PRISONNIERS ET ENTREPÔTS DE STOCKAGE
 - 51. LE TERRORISME DU PAPIER
- 55. ACCEPTATION CONDITIONNELLE
 - 58. JURIDICTION
 - 59. TRANS-PORT
- 61. LICENCES ET ENREGISTREMENT
- 67. REINE, COURONNE ET LE COMMONWEALTH
- 74. AVOIR LA LIBERTÉ OU ÊTRE LIBRE
 - 78. MORT DE L'ÉPOUVANTAIL
 - 79. IDENTIFICATION
- 78. EXEMPLE DE CERTIFICAT
- 84. LA MORT DE L'ÉPOUVANTAIL
 - 85. IDENTIFICATION
- 80. LA FISCALITÉ ET L'ATO
- 83. LA LOI DES CONTRATS
- 88. RESPONSABILITÉ PRINCIPALE
- 89. L'ÉCLATEMENT MONÉTAIRE MONDIALE A VENIR
- 90. VÉRIFICATION DE DETTE ET DE L'ARGENT
 - 116. NOTE DE FIN
- 117. SUGGESTION DE LECTURE

NOTE DE L'AUTEUR

D'abord, je ne suis pas avocat (plus communément appelés Menteur) ou pratiquant légal, donc je ne peut vous donner aucun avis légal. Je suis premièrement un chercheur de vérité, et ce que je vous présente dans ce livre sont mes efforts consolidés pour découvrir les secrets du monde caché qui manipule et contrôle les media mainstream et les livres d'histoire contre nous.

L'information, documents, modèles et contenus de recherche dans ces livres sont à but éducatif. Il est à votre responsabilité de l'usage que vous en faites et je ne peux être accusé de quoi que ce soit sur ce que vous en ferait. Je ne fais aucun séminaire, conférence ou consultation privé.

Cette série de livres est le résultat de 30 années de recherches et d'études d'une vaste quantité d'informations comme de pratiques. J'ai sacrifié énormément de ma personne et de ma famille pour vous apporter cette connaissance et j'ai du parfois me placer face à de grand risque pendant mes recherches. Comme il n'y a aucun vrai guide, livre ou direction pour vous libérer vous même du système qui vous rend esclave, nous devons écrire les notre et ça veut dire faire des erreurs et les corriger.

Je ne me considère pas comme un guru ou le leader d'aucun mouvement. Je ne participe n'y ne promeut aucun type de culte. Je n'appel à aucune violence, traitement, activités illégal ou illicite. Je n'enseigne pas l'UCC, obligations ou droits, et ce livre n'est pas une méthode pour se racheter ou escroquer qui que ce soit.

Mon désir est d'exposer la fraude, conspirations, et les agendas cachés de l'Élite qui contrôle ce monde pour leur intérêt, par l'exploitation de la nature et de l'humanité. Le but ultime est la paix, l'illumination, la liberté et l'égalité pour tous, opposé à la tyrannie des restrictions et du système de contrôle au dessus de nous par n'importe qui, qu'importe ce qu'ils prétendent être. Nous somme tous nés égaux sur cette planète Terre et je me concentre à préserver et utiliser ces droits naturel inaliénable sans blesser qui que ce soit par l'acceptation de mon entière responsabilité de mes pensées et actions.

Mon challenge à tous les membres du Gouvernement, Banques, Industrie, Force de Police, ou Courts de Justice est de venir et de réfuter ce que je dit dans ce livre en vous présentant avec une documentation évidente du contraire, qui sera personnellement signé sous serment et sous peine de parjure avec l'acceptation de la pleine responsabilité commerciale.

Re-produire, copier et distribuer ces recherches dans le but de profit n'est pas permis, cependant s'il vous plaît n'hésitez pas à partager ces informations avec votre famille et amis ou tous ceux qui peuvent y porter un intérêt.

INTRODUCTION

Fiction légale



THOMAS ANDERSON™

« Pour chercher la sécurité, quelqu'un doit aller au cœur du danger... »

Taimak par Bruce Leroy- Berry Gordy, Le Dernier Dragon

Trouver le cœur du danger requière que vous devez d'abord accepter le fait qu'on vous a trompé en vous faisant croire que ce que vous avez appris sur le monde jusqu'à présent est vrai. Je vous assure que cela ne l'est pas.

C'est une construction élaboré d'une fausse histoire, croyances sociale manipulées, conflits orchestrés et suppression de connaissance par une Élite pour leur propre gain. Vous êtes seulement autorisé à voir ce que vous voyez, et permit de savoir se que que vous savez. Il y a une sélection de choix pour vous avec certaines limitations et vous êtes défini dans ce cadre par le stimulus culturel disponible et les tendances de la mode.

Avant cet instant, vous viviez probablement dans une béatitude d'ignorance, regardant le monde depuis l'intérieur, avec les limites d'une illusion de liberté. Ces livres vont vous aider à changer votre point de vue, et voir le monde de dehors, regardant vers l'intérieur, où vous serez capable de reconnaître la manipulation qui avant, était invisible pour vous.

Après la lecture de ces livres vous pourrez devenir frustré, en colère ou vous sentir trahi, par tout ce que vous saviez, et vos croyances actuelles. Tout ce que je vous demande est d'approcher l'information avec l'esprit ouvert.

Puis-je vous suggérer de prendre cette nouvelle connaissance et penser à elle comme la clé d'une porte subitement ouverte, à travers laquelle vous pouvais marcher, comme sortie ou comme entrée, qu'importe comment vous la percevez. D'une manière ou d'une autre vous êtes venu ici à cause du désir de savoir la vérité. Votre subconscience vous dit que quelque chose ne vas pas avec ce monde, mais vous n'arrivez pas à mettre le doigt dessus.

Ces livres ne sont pas pour ceux qui n'ont pas de compassion, de morale et du respect pour les êtres vivant. Ils sont prévu pour vous comme un outils de puissance pour vous aider à emprunter le chemin de l'homme ou la femme libre comme c'est originellement prévu par la nature et pour vous aider à vous préparer à la grande responsabilité qui vient avec la connaissance de la vérité.

Bienvenu dans le monde réel....

L'ILLUSION DE L'ÉPOUVANTAIL



Le magicien d'OZ est un film qui contient des analogies intelligemment déguisé à notre réalité actuel, c'est la raison pour laquelle il est référencé dans le film Matrix. Dorothée entre dans un monde imaginaire, mais apparemment réel, où elle rencontre plusieurs personnages à qui il manque à chacun une chose particulière pour échapper à ses limites.

Le lion manque de courage, et donc l'habilité de faire une action, l'homme d'étain n'a pas de cœur et donc n'a pas de compassion, mais comme un robot qui suis les ordres sans questionner l'autorité. L'épouvantail, qui n'a forcément pas de cerveau, et donc aucune idée de ce qui arrive.

Il n'a pas la capacité se penser par lui même, de fait il n'est que la représentation ou une approximation d'une chose vivante. Tous sont frappés par une ou plusieurs de ces restrictions, qui est la raison pour laquelle nous avons permis à notre droit commun d'être enlevé.

Les personnages dans l'histoire suivent un chemin fait d'or, ou en d'autres termes l'illusion du monde du commerce, à la recherche de leur illumination. Le gouvernement, faux dieu et les législateurs qui sont représentés par le magicien, et finalement exposé par l'opprimé, dans ce cas là Toto son chien de compagnie, qui à enlevé le voile du secret pour révéler la vérité. Dorothée retourne finalement chez elle à sa ferme, symbole de la vie sur terre régit par les lois de la nature.

Vous pouvait avoir découvert ce livre et les autres que j'ai écrit depuis suite à une représentation que j'avais donner avant Noël 2007 à un petit groupe d'amis intéressés. Il m'a été demandé de prendre la parole à cause de l'information que je rassemblai sur mon temps libre durant 20 ans et ayant un travail relativement normal à côté. Le nom du show était *L'illusion de l'épouvantail* par Agent J- un nom qui doit venir de Men in Black.

L'interview fut enregistrée sur de petites cassettes portable sans vidéo, et téléchargé en mp3 sur internet un mois après. Je n'avais aucune idée à cette époque jusqu'où cela irait, ou combien de personnes il toucherait. Il a été publié sur des sites internet partout autour du monde tel que Truth Movement, Freeman Society, TPUC et a inspiré plusieurs chercheurs et conférenciers sur le sujet.

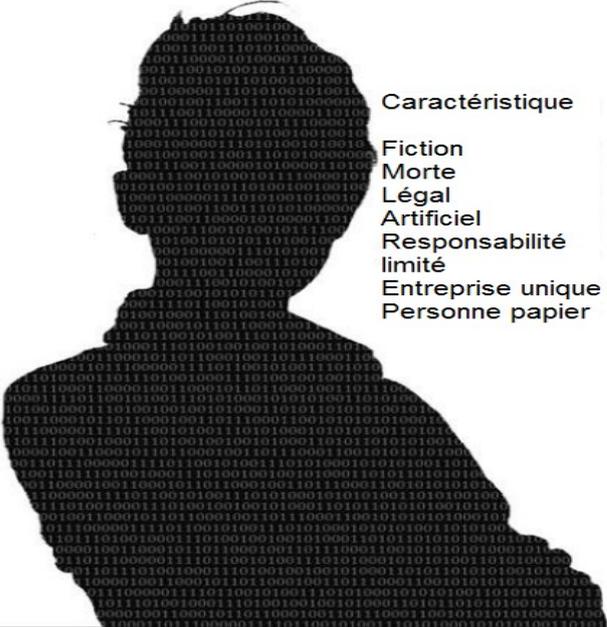
La conférence a duré 3 heures, alors qu'elle me semble n'avoir duré que 30 minutes tant j'avais à dire, mais seulement la moitié a été téléchargé. Quelque part il y a encore 90 minutes que je vais tenté de trouver et mettre disponible pour tous le monde dans le futur.

Ce qui à suivi après ça fut un tour de manège d'interview, demande et appel pour plus d'information et d'assistance depuis non seulement l'Australie, mais aussi du monde entier. C'était si déstabilisant que nous avons du déconnecter tous nos téléphones, arrêter de répondre aux E-mails, changer d'adresse et nous enterrer/disparaître car cela submerger nos vies. J'ai réalisé qu'il m'était impossible d'aider tous le monde individuellement, donc je me suis assis et j'ai commencé à écrire ces livres.

Nous avons envoyé des copies à tous les pays autour du monde dans les deux dernières années et l'intérêt et le support continuent d'être fort.

J'ai décidé de transférer la copie original du premier livre sur internet comme un fichier torrent en 2009 pour qu'il soit disponible à tous le monde, mais ayant fait de nombreuse recherches entre temps, j'ai pensé qu'il fallait mettre a jour et réécrire le livre pour le mettre au niveau et corriger toutes les erreurs. C'est la version mise à jour du livre original.

Presentation avec votre homme de paille
votre ombre digital et votre construction legal artificiel

<p style="text-align: center;">L'être vivant</p> <p style="text-align: center;">Jane Doe (ou Jane de la famille Doe)</p>  <p>Caractéristiques</p> <ul style="list-style-type: none"> Réel Vivant Légitime Naturel Résponsabilité total Non-entreprise Ame incarnée 	<p style="text-align: center;">Leur personne</p> <p style="text-align: center;">JANE DOE (J. DOE)</p>  <p>Caractéristique</p> <ul style="list-style-type: none"> Fiction Morte Légal Artificiel Résponsabilité limité Entreprise unique Personne papier
--	--

Pour expliquer dans de simples termes la notion d'Homme de paille, c'est une façade, ou une personne (dont l'origine en latin est 'persona': parler à travers un masque, porter un masque tel un comédien ou un acteur jouant un rôle; « Personne » et ses dérivés en proviennent.)

Pour ceux qui sont coutumier de la lecture légal et de la personne, vous devriez passer cette section et allez aux autres matières. Pour ceux qui débute avec ces livres et recherches, il est vital que vous compreniez les bases avant de continuer.

Le terme « personne » est si banale que normalement vous ne considéreriez pas qu'il puisse y avoir une autre signification. Nous utilisons ce mot pour décrire les autres êtres humains tous les jours. Le problème principal est que les entreprises sont aussi connu comme des personnes, ou entités légal à responsabilités limité.

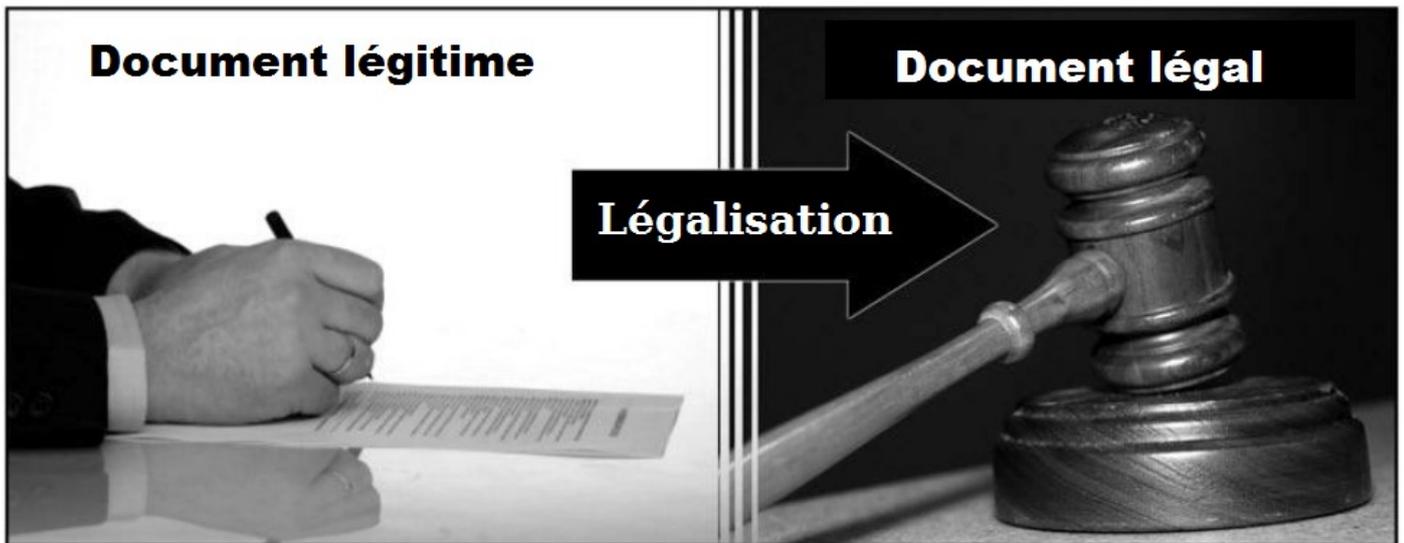
L'homme de paille n'existe pas physiquement dans le monde réel que nous connaissons c'est simplement un nom et un nombre sur un bout de papier ou dans un ordinateur quelque part qui a été créer par le gouvernement basé sur votre certificat de naissance. Il ne peut pas marcher, parler ou faire quoi que ce soit par lui même, il ressemble juste et s'entend de la même manière que votre vrai nom légitime.

LÉGALITÉ VS LÉGITIMITÉ

Il y a une grosse différence entre le terme légalité et légitimité. J'aime à considérer les deux comme totalement opposé en terme de leur sens et de leur fondement/origine. L'un est naturel, l'autre est un construction de l'homme. Reprenez l'image précédente/au-dessus et vous pourrez voir la différence évidente entre les caractéristiques principales laquel sépare la légitimité d'un être humain et la création artificiel légal de l'entité, leur personne. Je réalise que cela puisse paraître confus si vous n'êtes pas aller en école de droit ou de commerce, mais essentiellement ça veut dire qu'une action particulière ou activité peuvent être parfaitement légitime, cela ne voudra pas forcément dire légale.

Ça ne veut pas dire que c'est 'illégal', juste que ça n'a pas été codifier dans le système des statuts et des actes fait par l'homme. La même application peut être faite aux lettres et aux documents.

Dans le droits coutumier, c'est parfaitement légitime de créer des accords contraignants ou produire des instructions comme une dernière volonté ou un testament. Toutefois ils ne peuvent être considéré comme des document légaux parce qu'il ne sont pas passés par un avocat, un juriste ou un tribunal et légalisé.



LÉGITIME: Qui n'est pas interdit par la loi. Un contrat valide doit être légitime.

LÉGAL: Qui est permis ou exécutoire en étant en conformité avec la politique publique.

Les termes légitime et légal diffèrent en ce que le premier définit la substance du droit, tandis que le dernier fait allusion à la forme de la loi. Un acte légitime est autorisé, sanctionné ou non interdit par la loi et suggère plus clairement un contenu éthique que le mot légal. Légal dénote simplement le respect de certaines règles techniques ou formelles, statuts ou politiques tandis que le premier signifie généralement une substance morale.

Selon la quinzième édition du dictionnaire « Black Law », LICENCE signifie « La permission par une autorité compétente de faire un acte, avec ou sans permission serait illégal ».

« Le système est souvent un mystère, et nous ses prêtres, président des rituels déconcertants pour les citoyens ordinaires. » Henry Miller

« N'oubliez jamais que ce que Hitler a fait été légal. » Martin Luther King, Jr.

« Potentiellement, un gouvernement est la menace la plus dangereuse pour le droits des hommes: il garde le monopole d'user de la force contre des victime légalement désarmés. » Ayn Rand

QUELLE LOI?

La loi statutaire est ce qui est adoptée par une législature ou autre corps gouvernemental, ou par un processus de fabrication. Avant qu'un objet de législation devienne une loi, il est appelé *facture*, et peut aussi l'être comme "législation" tant qu'il reste à l'examiner pour la distinguer des autres statuts du contrat.

La loi codifiée fait référence aux statuts organisés par sujet. L'ensemble des lois codifiées est appelé "code", par exemple le code des États-Unis.

La loi civil est un système légal inspiré par les lois Romaines, la première fois que les lois étaient écrites par collection, codifiées, et non déterminé par des juges (comme le droit coutumier).

Si vous entendez la Police, des Banquiers ou d'autres hommes politiques vous dire que ce que vous faites n'est « pas légal » dans un effort de vous empêcher de le faire, la meilleure question que vous devriez leur demander c'est « Je réalise que ça peut ne pas être légal, mais est-ce que c'est légitime? ». Seul les avocats peuvent vous donner des conseils légaux.

C'est surprenant combien d'entre eux se taisent, baissent la tête ou s'en vont, parce que ce que vous leur demandez est la preuve que ce que vous faites est actuellement « illégal », ce qui est probablement pas. Ils ont été priés à nier l'accès à vos droits coutumiers, que police et la majorité des magistrats ne s'impliquent pas dedans.

Ça peut vous surprendre, considérant que c'est la fondation de toutes lois, mais si vous demandez à la Police ils vous diront qu'ils ne sont concernés que par les lois sur la criminalité, qui ne sont exécutoires que sur les entités légales.

Comme exemple, les documents de la dernière partie de ce livre qui constituent le processus d'assurance adéquate de la garantie de bonne exécution, sont parfaitement légitime et ne sont en aucun cas de nature frivole. Ils sont basés sur des recherches bancaires factuelles et les termes et le processus mentionnés en loi Européenne, des principes Uni-droit, l'UCC et autres publications légales.

Toutefois, beaucoup de gens ont reçu des lettres de banques affirmant qu'elles ne les reconnaissent pas, ou déclarant que les documents ne sont pas légaux. Bien sûr que non, ils ne viennent pas d'un avocat ou d'une cour, mais ils se sont des documents légitime et peuvent être utilisés pour établir une trace si vous allez devant une cour de justice.

Si vous demandez à ceux qui appliquent la politique (Police) de voir une copie de la politique qu'ils vous imposent, ils vont communément, comme je l'ai expérimenté, vous en refuser tout accès. Le Policier auquel je l'ai demandé, ne pouvant partir rapidement, disant que « *ce n'est pas consultable par le public* » (donc ils vous imposent une politique auquel vous n'avez pas accès).

Donc afin de vous rendre passible du droit pénal, de la loi, des accusations et des peines, ils doivent créer une entité légale, similaire aux entreprises, pour pouvoir apporter une charge contre elle dans une court de justice. Cette entité légale est ce que nous appelons *l'homme de paille* et est votre agent invisible dans ce monde de commerce et d'entités artificielles légales créer par l'homme ou d'être de papier.

MARQUE DÉPOSÉ VS DROITS D'AUTEUR

Your Name™ / Brand™ ...

..... Is It Safe?

Business names	
Company names	
Product names	CAN YOU AFFORD TO RISK LOSING YOUR REPUTATION?
Domain Names	<i>Registration of a business name, company name or domain name do not of themselves give you any legally-enforceable right to prevent others from using the same or similar names – however a federally registered trademark may give you that right.</i>
Brands	
Logos	<div style="display: flex; align-items: center;"> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px; margin-right: 5px;">CRITICAL</div> <div> <p>BEFORE and even after naming or registering your new business name</p> <p>BEFORE registering your new domain name</p> <p>BEFORE importing products with names already applied to them</p> <p>BEFORE exposing your new product or product name into the marketplace</p> <p>BEFORE investing dollars into advertising & marketing your business or product name</p> </div> </div>
Slogans	
Trademarks™	
Business names	Trademark protection can be an inexpensive exercise or process. No matter how small or large your business is you need to protect your business assets, or risk losing your rights. At the very least, your business cannot afford not to be aware of trademarks and how trademarks affect your business. Trademark registration can be a valuable asset to your business. A registered trademark is a tradeable piece of property, adding value to your business.
Company names	
Product names	

Comme je l'ai suggéré et démontré dans ma conférence, j'aimerais que vous arrêtiez de lire pour un moment et sortiez tous les documents « légaux » que vous avez en votre possession comme une licence, passeport, permis, hypothèque etc et que vous regardiez le NOM dessus.

Je peux certainement vous garantir que c'est l'homme de paille/personne en lettre CAPITALE et que vous avez été trompé en signant et en enjoignant avec l'entité légale artificielle, en croyant inconsciemment que c'était vous.

C'est l'une des parties les plus difficile du processus à comprendre et il m'a fallu un certain temps pour comprendre ce que j'ai appris pour la première fois. Le seul moyen où j'ai vraiment put voir la différence entre les deux fût en enregistrant l'entité légal en capitale qui ressembler à mon nom, grâce au bureau des marques déposés.



Australian Government
IP Australia

trade mark application

Confirmation

OFFICIAL RECEIPT OF PAYMENT = reçu de paiement officiel

/2005

Details RECORDED for Trade Mark Application No. 8675309
Including Endorsements

Filed on : 07/02/2005

Convention:

Type : Trade Mark

Divisional :

Owner Name

(abbrev'n) : Thomas Anderson

Address : c/o P.O Box 7380
West Lakes

Class : 16

Goods and

Services : Class 16

Stationary and printed matter, including teaching material
and photographs

No ENDORSEMENTS recorded

Trade Mark Details :

Type : Word Mark

Word (s) : THOMAS ANDERSON

Le document qui est revenu de IP Australia (unité gouvernemental sur les marques déposés) qui fût accepté, me donna la preuve dont j'avais besoin et donc la capacité de faire consciemment la différence entre les deux, j'étais maintenant le propriétaire.

Comme vous pouvez le voir ce n'est rien de plus qu'une « marque verbale » lister dans un classe de biens particulière. Vous ne pouvez pas mettre de droits d'auteur sur un nom, comme beaucoup prétendent, ou essayent dans les mouvements de vérité/homme libre, mais vous pouvez théoriquement le déposer comme une marque si vous le voulez vraiment.

Toutefois, pourquoi voudriez vous prétendre à la propriété de quelque chose que le gouvernement a créé. Après tout c'est juste une autre entité légale qu'ils peuvent contrôler.

C'est pour ça que je n'ai pas été plus loin avec le paiement final et l'enregistrement de la Marque Déposé, seulement le paiement de l'application initial. Tout ce que j'avais besoin été l'évidence qu'il pouvait être enregistré, et ça m'a donné l'évidence de la séparation entre moi et la fiction. Je pouvais voir sur ce papier que j'étais le propriétaire d'une marque verbale qui ressemblai et sonner comme mon vrai nom, mais sans être moi.

Il y a bien sûr ceux qui vous diront que les lettres capitales d'un nom ne signifient rien. Si il n'y a aucune signification alors pourquoi le faire? Les faits en la matière est que la capitalisation d'un nom représente un changement en statuts et en droit légaux.

Cette section du droit Romain décrit la perte de statuts par la capitalisation du nom de quelqu'un.

Capitis diminutio maxima. The highest or most comprehensive loss of *status*. This occurred when a man's condition was changed from one of freedom to one of bondage, when he became a slave. It swept away with it all rights of citizenship and all family rights.

Capitis deminutio ou **capitis diminutio** (capacité diminuée) est un terme utilisé en [droit romain](#) pour désigner l'extinction totale ou partielle du statut antérieur et de [la capacité juridique](#) d'une personne. Trois changements d'état ou de condition ont eu des conséquences différentes: *maxima* , *media* et *minima* .

Le plus grand, *capitis deminutio maxima* (JOHN DOE), impliquait la perte de liberté, de citoyenneté et de famille (par exemple, être fait esclave ou [prisonnier de guerre](#)).

Le prochain changement d'état, *capitis deminutio media* (*John DOE*) , consistait en une perte de citoyenneté et de famille sans aucune perte de la [liberté individuelle](#) .

Le moindre changement d'état, *capitis deminutio minima* (John Doe), consistait en une personne qui cesse d'appartenir à une famille donnée sans perte de liberté ou de citoyenneté.

Pour vous montrez que ça ne fait aucune différence pour les hommes politique, la lettre suivante est une réponse d'un bureau de notaire en ce qui concerne une allégation d'utilisation non autorisée de marque.

Seul le nom et la date on été changé pour la préservation de la vie privé.

Le point important dans la lettre suivante est la déclaration que « *Vous avez reconnu que vous aviez reçu l'avis de comparution et que l'agent de police vous avait remis le même* ». Ils disent que c'est basiquement pareil que de « comparaître en tant que partie de la défense » ou se défendre personnellement.

vous l'avez accepté au nom de l'entité légale et donc vous êtes enjoint (Ordonner expressément). Notez que le mot « doit/devoir » est actuellement synonyme du mot « pouvoir/avoir la possibilité de » comme dans « vous devez simplement venir à ma fête/réunion! » qui bien sûr ne créer aucune obligation légale de vous y obliger.

Dear Mr Anderson,

We have been asked to provide you with an advice relating to an incident on 13th April 2009. We note from your instructions that you have concerns as to whether a police officer has contravened the Trade Marks Act 1995 (Cth) in relation to your registered trade mark in the name of THOMAS ANDERSON by writing the name on a Notice to Appear relating to an offence.

We note from your record of interview that you indicate the following:

"When preparing the Notice to Appear, he completed the document in capital letters rather than upper and lower case as appears on my birth certificate. I objected to this and told him that I was the owner of a registered trademark "THOMAS ANDERSON" and with this he inserted the abbreviation TM beside the name. He then issued the Notice to Appear and handed the same to me."

In accordance with Section 382 (3) of the Police Powers and Responsibilities Act 2000 ("the Act") the Police Officer is required to serve the Notice to Appear on the person charged. In your case you have acknowledged that you were issued with the Notice to Appear and that the Police Officer handed you the same.

Section 382 (3) of the Act provides that a Police Officer [may] issue and serve a Notice to Appear on a person if the Police Officer:

- a) reasonably suspects the person has committed an offence; or*
- b) if asked by another police officer who has the suspicion mentioned in paragraph a) to issue and serve the Notice to Appear.*

The provisions of Section 382 (2) of the Act are discretionary, however, when a police officer exercises their discretion to issue a person with a notice to Appear this attracts the operation of Section 384 (1) of the Act that provides that a Notice to Appear [must] inter alia:

- a) state the substance to the offence alleged to have been committed; and*
- b) state the name of the person alleged to have committed the offence.*

You will note that Section 382 (2) of the Act provides the word [must], that is the police officer must state your name on the Notice to Appear. This is a mandatory requirement in the legislation.

Traduction de la lettre

Cher Mr Anderson,

Il nous a été demandé de vous donner un avis concernant un incident survenu le 13 avril 2009. Nous notons dans vos instructions que vous craignez qu'un agent de police ait enfreint la loi de 1995 sur les marques déposées en ce qui concerne votre marque commerce enregistré au nom de THOMAS ANDERSON inscrivant le nom sur un avis de comparution relatif à une infraction.

Nous notons d'après votre relevé d'entrevue que vous indiquez ce qui suit:

« Lors de la préparation de l'avis de comparution, il a rempli le document en majuscules plutôt qu'en majuscules et minuscules comme sur mon acte de naissance. Je m'y suis opposé et lui ai dit que j'étais propriétaire d'une marque déposée "THOMAS ANDERSON" et, en suivant il a inséré l'abréviation MC à côté du nom. Il a ensuite émis l'avis de comparution et m'a remis le même. »

Conformément au paragraphe 382 (3) de la Policy Act 2000 ("la loi"), **l'agent de police est tenu de signifier l'avis de comparution à la personne inculpée.** Dans votre cas, **vous avez reconnu** que vous aviez reçu l'avis de comparution et que l'agent de police vous l'avait remis.

Le paragraphe 382 (3) de la loi prévoit qu'un agent de police (peut) émettre et signifier un avis de comparution à une personne si l'agent de police:

- a) suspecter raisonnablement la personne d'avoir commis une infraction; ou
- b) si un autre policier qui a le soupçon mentionné au paragraphe a) demande à émettre et à faire signifier l'avis.

Les dispositions de l'article 382 (2) de la loi sont discrétionnaires; toutefois, lorsqu'un policier exerce son pouvoir discrétionnaire d'émettre un avis de comparution, cela entraîne l'application de l'article 384 (1) de la loi qui prévoit qu'un avis de comparaître (doit) entre autres:

- a) indiquer la substance de l'infraction présumée commise; et
- b) indiquer le nom de la personne présumée qui a commise l'infraction.

Vous noterez que la section 382 (2) de la loi contient le mot (doit/devoir), car le policier doit indiquer votre nom sur l'avis de comparaître, c'est une exigence obligatoire dans la législation.

Fin de la traduction de la lettre

Dans ce cas le notaire a faussement confondu le terme que signifie obligatoire. Vous pouvez clairement voir que ce qui les concerne est la personne morale ou le nom légal sur lequel une allégation ou une accusation peut être portée contre. Il n'y a pas

de nom légitime utiliser dans un tribunal ou court de justice, vu qu'il opèrent en dehors du droit/loi coutumier.

QUI EST JOHN DOE?

John Doe est utilisé en nom de remplacement dans une action légal ou pour le cas d'un homme (mâle), dont l'identité est inconnue ou doit être caché pour des raisons légal. Le nom « John Doe » de même que « Richard Roe » qui est utilisé dans les instruments légaux Anglais pour satisfaire aux exigences techniques régissant le statut et la juridiction, depuis le règne du Roi Edward III d'Angleterre.

Le dictionnaire Anglais Oxford définie que John Doe est « *le nom donné au locataire fictif (une personne) d'un plaignant, dans l'action mixte d'éjection, le défendeur fictif s'appelant Richard Roe.* »

Il est vitale pour vous de ne pas vous identifier à l'entité légal en TOUT CAPITAL comme si "votre nom est mal orthographié", la court dirait que cela reste votre nom.

Your checklist

The following things will help you complete the form correctly, speed up your application and minimise our requests for further information:

Completing your form

- Use **BLACK INK** and print within the boxes in **BLOCK LETTERS**
- If you are not required to give information in some parts of the form, leave the boxes blank—do not mark or cross them out.
- Make sure you choose an appropriate guarantor to endorse your photograph and complete section 11 of the form. Please read the criteria for a guarantor on page 3.

Lodging your form

- Lodge your application form and all supporting documents in person at an Australia Post outlet.
- In certain circumstances (see page 4), you may lodge at a Passport Office (by appointment only).
- Check the passports website at www.passports.gov.au or call 131 318 to find the nearest Australia Post outlet that will accept your passport application. You may need to ring Australia Post for an appointment.

À travers votre vie, l'homme de paille/l'entité légale agit comme intermédiaire ou agent pour vous pour faire du commerce avec, ou plus précisément dans un monde, lequel est géré par d'autres personnes morales artificielles légale.

La vraie astuce est la manipulation du vocabulaire Anglais (pareil pour le Français) d'utiliser des termes communs pour leur donner d'autres sens. Pour exemple il n'est pas vraiment utile de savoir si vous vous référez à une personne artificielle (entreprise société...) ou une personne naturelle (l'homme de paille ou la personnification de votre état d'Être vivant dans une entité légale en lettres CAPITALE). Elles sont toutes deux des personnes et donc des entités légales.

L'Homme a créé les lois statutaires et l'application des actes spécifiquement pour les personnes. Ce ne sont pas des lois coutumières ou lois naturelles et donc pour qu'elles puissent s'appliquer à vous, le gouvernement et le système juridique devaient créer ces entités artificielles à travers la mise en lettres capitales de nos noms.

Beaucoup vont nier ce fait, donc comme vous le verrez dans le Livre n°2 j'ai utilisé une bonne quantité de temps à chercher et à prouver que c'était vrai.

Ça se produit dans beaucoup d'endroits de votre vie sans que vous en ayez connaissance. C'est dans sur votre licence/permis de conduire, carte de crédit, factures de toutes sortes et toutes les formes de pièces d'identité cachées sous vos yeux. Sans même y penser, nous signons notre nom avec cette entité juridique. Ainsi on se joint à elle, acceptant la responsabilité de ses obligations dans le monde du commerce. Ça m'envoie au sujet des taxes communales et taxe foncière, qui ne sont réclamables que grâce à l'utilisation des entités légales en lettres en capitales sur les titres de propriété et instruments hypothécaires.

IMPÔTS LOCAUX ET LES PAUVRES

Ce fut plus tard remplacé par l'impôt local, un système basé sur l'estimation de la valeur marchande de la propriété évaluée en bande de valeur, avec une réduction pour les personnes seules. Le système de loi pour les pauvres exista jusqu'à l'émergence de l'État social moderne après la seconde guerre mondiale.

Maintenant vous pouvez voir la transition de la maison de charité jusqu'à la sécurité sociale actuelle, avec la supposition de par ces références historiques que l'impôt local continu d'être levé pour procurer des soins aux pauvres

La preuve n'en reste pas moins qu'il y en a plus qu'assez pour tout le monde dans ce monde pour vivre confortablement. Le pauvre n'existe que par le déséquilibre de pouvoir et l'avidité de l'élite qui a assumé la possession et le contrôle de toutes terres et ressources naturel et nous a asservi à travailler pour eux.

FRANC-ALLEU

Il y a beaucoup de confusion sur ce sujet et les différents types de titres foncier. J'ai toujours eu l'impression que seul le Souverain ou l'État a des titres foncier et que nous avons des titre équitables. Un vrai agent immobilier m'a dit une fois que tout ce que je possède vraiment c'est un bout de papier, connu comme titre constitutif de propriété.

Si vous vérifiez votre hypothèque ou titre, il va lister votre homme de paille/ personne comme le tenant ou propriétaire de l'immobilier.

Dans la loi de pratiquement tous les pays, l'État est le propriétaire ultime de toutes les terres sous sa juridiction, parce qu'il est considéré comme le souverain ou l'autorité législative suprême. La théorie de la « première possession » de la propriété soutient que la propriété de quelque chose est justifiée simplement parce que quelqu'un la saisit/prit avant que quelqu'un d'autre ne le fasse.

La loi reconnaît différentes sortes d'intérêt, appelés domaines, dans l'immobilier. Le type de domaine est généralement déterminé par le langage de l'acte, facture de vente, testament, bail, concession de terre etc... à travers lequel le bien immobilier a été acquis. Les domaines se distinguent par les différents droits de propriété qui sont dévolus à chacun d'eux. J'ai donc décidé de regarder à l'intérieur pour trouver la vérité. On dit que le vrai titre foncier ne passe jamais par l'achat.

Le premier dictionnaire Webster de l'édition 1825 dit que « allodium/allodale » est une terre laquelle est l'absolue propriété du propriétaire, les vrais domaines restent dans l'indépendance absolue, sans être sujet à aucune location, service ou reconnaissance à un supérieur.

C'est donc un antonyme de mot tel que "querelle", fief ou fief simple (Au Moyen Âge, Domaine concédé par le seigneur à son vassal (feudataire), en contrepartie de certains services.)

Allodial/allodale: Du vieux Latin allodium: tous les homme possèdent leurs terres, laquelle il détient de son propre droit, sans payer aucune location ou service à un supérieur (Roi, maître, Seigneur...). Propriétaire au plus au degré. Totalement indépendant et tenu par aucun supérieur (Roi, maître, Seigneur...).

Le terme domaine éminent provient du traité juridique de *Ivrebelli ac pacis*, écrit par le néerlandais Hugo Grotius en 1625, qui utilisait le terme *dominium eminens* (latin pour seigneurie suprême)

HUGONIS GROTII
DE
IVRE BELLI
AC PACIS
LIBRI TRES.

In quibus jus naturæ & Gentium : item
juris publici præcipua explicantur.

Editio secunda emendatior, & multis locis auctior.



AMSTERDAMI,
Apud GVILIELMVM BLAEVW.
CIS IXC XXXI.

Cum Privilegiis S. Cesareæ Maj. & Christianissimi Galliarum Regis.

"La propriété des sujets relève du domaine éminent de l'État, de sorte que l'État ou celui qui agit pour elle peut utiliser, voire aliéner et détruire de tels biens, pas seulement dans le cas d'extrême nécessité, dans lesquels même les personnes privées ont le droit sur la propriété d'autrui, mais à des fins d'utilité publique, les fondateurs de la société civile étant supposés avoir voulu que les intérêts privés cèdent le pas, il faut ajouter que lorsque cela est fait, l'État est tenu de compenser la perte de ceux qui perdent leurs biens".

D'autres exemples communs de personnes artificielles tel que ÉLECTEUR, PROFESSEUR, CONTRIBUABLE, DIRECTEUR, ACTIONNAIRE, OFFICIER, EMPLOYEUR, EMPLOYÉ et tellement d'autres...

Vous n'avez qu'à regarder la section suivante des lois de l'entreprise Australienne pour voir que le terme personne est appliqué à toutes les entités légales. Vous allez voir plus tard dans la documentation de l'ATO qu'un Individu est décrit comme « membre organisation d'une bourse de valeurs »

SECTION 17 PRÉLÈVEMENT DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

17(1) [Évalué sur les revenus imposables de certaines personnes]

"Sous réserve de la présente loi, l'impôt sur le revenu aux taux déclarés par le Parlement est perçu et doit être payé, pour l'exercice commençant le 1er juillet 1965 et pour chaque exercice suivant, sur le revenu imposable tiré au cours de l'année de revenu par toute personne, résidente ou non-résidente "

(h) le terme « personne » inclus un individu, une entreprise ou tout autre personne.

IMPÔT: Une charge, notamment une charge pécuniaire laquelle est imposé par une autorité. Spécialement: un charge déposé sur les personnes ou propriétés pour le support du gouvernement.

LA PERSONNE MORALE

Une importante fiction juridique encore utilisée aujourd'hui est le concept de personnalité. Dans la tradition du droit coutumier, seule une personne naturelle (l'homme de paille) peut poursuivre en justice ou être poursuivi. Ce n'était pas un problème dans l'ère avant la révolution industrielle, quand l'entreprise d'affaire

typique était soit une entreprise individuelle ou une société de personnes, car les propriétaires étaient simplement responsables des dettes de l'entreprise.

Une caractéristique de la société, cependant, est que les propriétaires / actionnaires jouissent d'une responsabilité limitée.

Dans une action en justice pour rupture de contrat, les sociétés incriminées ont soutenu qu'elles ne pouvaient être poursuivies en justice car elles n'étaient pas des personnes. Si cet argument devait être accepté, les peines seraient sans recours, les actionnaires n'étant pas responsables des dettes de la société en vertu de la loi.

Pour résoudre le problème, la justice a créé une solution, lequel est d'inclure les entreprise comme une personne, et de ce fait elles pouvaient poursuivre en justice ou être poursuivie, et donc tenus pour responsable de ses dettes.

Cela garantissait que les créanciers seraient en mesure de demander réparation devant les tribunaux si la société manquait à ses obligations, encourageant les banques à accorder un crédit à la société. Cette simple fiction a permis aux entreprises d'acquérir des richesses, de s'étendre et de devenir la forme d'organisation privilégiée des entreprises de toutes tailles.

La principale fonction de l'homme de paille est d'être la création de l'État et un moyen d'extraire votre énergie et votre travail durant votre vie sur cette terre pour maintenir en vie leurs créations artificielles. Ces entités artificielles sont vraiment comme des parasites, qui vivent de nous. Ils ne sont là que parce que nous leur avons permis d'être là.

Certains vont argumenter que c'est les impôts et le gouvernement qui ont construit les routes et les infrastructures dans lequel nous vivons, mais vous pouvez clairement voir quand vous regardez tout autour, que c'est nous les gens qui faisons tout le travail, et maintenant nous sommes payé avec de la monnaie fiduciaire, de la monnaie papier supporté par rien.

Un être vivant ne peut pas parler aux morts sans une sorte de canal ou de support et c'est pourquoi le gouvernement a besoin d'un utilitaire de transmission. La personne est créée et nous acceptons inconsciemment de devenir sa sûreté.

Le terme « enjoindre » est quelque chose avec lequel vous allez devenir plus familier au travers de ce livre, car c'est ainsi que nous renonçons tous à vos droits et que nous sommes passibles de sanctions, d'infractions, de taxes, d'amendes etc etc. cela signifie se «joindre» à, pour ne devenir qu'un au lieu de rester séparé de votre personne.

Cela arrive tous le temps en justice quand vous « comparez » comme l'accusé. L'accusé est en réalité la personne, l'entité en lettre capitale listé sur la convocation ou l'ordonnance du tribunal qui bien sûr ressemblent à votre vrai nom. Dès que vous

devenez l'accusé, la justice vous traitera comme tel, et votre droit coutumier va disparaître. Vous êtes maintenant sous leur juridiction et contrôle.

Ce qui suit est une partie d'une transcription de justice, où clairement l'accusé ne réalise pas ce qu'il dit ou fait.

TRANSCRIPTION

"Ainsi, l'accusé comparaît devant les tribunaux en tant que accusé au sens de la loi de 1986 sur la procédure pénale. L'accusé semble examiner les définitions du dictionnaire pour répondre à ses besoins."

"Il a également indiqué qu'il contestait l'avis de présence au tribunal, en utilisant la terme personne physique. Il a dit qu'elle décrit "un masque qui ressemble à une vie ou concerne des objets physiques."

"Il va ensuite plus loin en disant qu'il est un homme que dieu a créé. "Je suis un homme libre, c'est-à-dire qui n'est ni un esclave ni un serviteur ayant droit à une liberté sociale et politique. Un homme vivant à la gloire de Dieu". Citant des versets de la Bible, ainsi que la Magna Carta et la loi impériale sur l'application des lois, ainsi que la législation du Royaume-Uni en ce qui concerne."

"Le reste de l'affidavit semble parler d'un autre article de la Loi où il suggère qu'il n'est pas un défendeur."

*"Je suis convaincu, **en fait, qu'il est l'accusé** et je suis également convaincu que l'avis de présence au tribunal a été bien signifié et que les quatre infractions présumées sont suffisantes et que les détails appropriés ont été établis dans l'avis de présence du tribunal pour ces questions."*

TOUS A BORD DE LA CITOYENNETÉ



COMMONWEALTH OF AUSTRALIA
Australian Citizenship Act

CERTIFICATE OF AUSTRALIAN CITIZENSHIP

.....
having applied for a Certificate of Australian Citizenship, having stated the particulars set out on the reverse side of this Certificate, and having satisfied the conditions prescribed by the *Australian Citizenship Act 1948* for the grant of such a Certificate:

I, the Minister of State for Immigration and Ethnic Affairs,
hereby grant this Certificate of Australian Citizenship to the abovenamed applicant who shall be an Australian Citizen as from the date upon which the applicant takes an oath of allegiance or makes an affirmation of allegiance in the manner prescribed by the *Australian Citizenship Act 1948*.

DATED

*Issued by authority
of the Minister of State
for Immigration
and Ethnic Affairs*


.....
AUTHORIZED OFFICER




.....
MINISTER OF STATE
FOR IMMIGRATION
AND ETHNIC AFFAIRS

Traduction: Après avoir demandé un certificat de citoyenneté australienne, avoir indiqué les renseignements énumérés au verso de ce certificat et avoir satisfait aux conditions requises par la loi sur la citoyenneté australienne de 1948 pour obtenir un tel certificat:

En ma qualité de ministre d'État chargé de l'immigration et des affaires ethniques, j'accorde ce certificat de citoyenneté australienne au demandeur susmentionné, qui sera citoyen australien à compter de la date à laquelle le demandeur a prêté serment ou a fait une affirmation d'allégeance dans le manière prescrite par la loi sur la citoyenneté australienne de 1948.

Vous pouvez facilement identifier quelque chose qui à sa base dans le droit de l'Amirauté, ou le droit de la Mer (commerce et échange) comme il sera probablement précédé du mot "navire" tel que: stage, citoyenneté, seigneurie, etc (*sachant que 'ship' veut dire navire, dans le texte non traduit: trainee-ship, citizen-ship, lord-ship etc*). Un citoyen est une personne artificielle qui a été enregistrée auprès de la société ou de l'État en tant que garantie.

GAGE D'ENGAGEMENT EN TANT QUE CITOYEN DU COMMONWEALTH D'AUSTRALIE

*À partir de ce moment, je souscris à Dieu,
ma loyauté envers l'AUSTRALIE et ses habitants,
dont je partage les convictions démocratiques,
dont je respecte les droits et les libertés et
que je respecterai et obéirai.*

Sur le recto du certificat de citoyenneté figure le nom du citoyen ou de la personne / homme de paille. Notez la capitalisation du mot Australie.

Vous êtes tenu de prêter serment et vos données physiques sont enregistrées de manière à ce que votre corps puisse être identifié comme la caution de la fiction. Une entité juridique n'a bien sûr ni yeux ni couleur de cheveux, mais l'injonction vous fusionne et vous êtes maintenant soumis aux lois du Commonwealth.

J'ai lu un jour que, pour un sujet britannique vivant en Australie, les lois du Commonwealth d'Australie ne s'appliquent pas, à moins d'avoir la "citoyenneté".

Vous voyez donc qu'il ne s'agit que d'un autre exemple de contrat par consentement, même s'il n'est pas valide, car il n'y a pas de divulgation complète, mais cela permet essentiellement au gouvernement et à l'État de prendre le contrôle de votre personne. J'aimerais voir un récusation fondé sur le manque de divulgation, à savoir que le COA (Commonwealth of Australia) n'est pas un pays ou un lieu physique.

DE L'AMENDEMENT SUR LA CITOYENNETÉ AUSTRALIENNE DE 1933

*"La citoyenneté Australienne représente l'appartenance formelle à la communauté du Commonwealth d'Australie; et la citoyenneté Australienne est un lien commun, impliquant des droits et obligations réciproques, unissant tous les Australiens, tout en respectant leur diversité; et **les personnes bénéficiant de la citoyenneté australienne** jouissent de ces droits et s'engagent à **accepter les obligations** en faisant allégeance*

à l'Australie et ces gens/personnes, et en partagent les idéaux démocratique, et en respectant les lois australiennes et obéissant aux lois australiennes."

Le terme « citoyen » n'a pas été employé dans la loi Britannique, laquelle ne parle que de « sujets », bien que l'ancien terme était fréquemment utilisé dans des discussions politique se référant aux membres d'une colonie.

Finalement, le terme citoyen fut supprimé de la Constitution et fait référence uniquement au "peuple du Commonwealth".

La loi de citoyenneté et nationalité de 1948 formalisait l'existence *de facto* des catégories de citoyenneté. La loi créa un statuts légal de citoyenneté Australienne dépourvu d'aucune nouvelle substance, laquelle ne veut pas dire plus que le concept administratif *de facto* qui la précédé.

Les citoyens Australiens qui reste sujets Britannique, et qui étaient seulement distingués par la catégorie générale des sujets Britanniques et des citoyens Irlandais par les droits de mouvement: résidence permanente, et départ et retour.

CONTRATS DE MARIAGE



Il y a une grosse différence entre un citoyen et un homme ou une femme libre, et entre un mariage légitime dans une église ou d'autres cérémonie et un mariage légal utilisant un officiant ou un registre.

Le contrat de mariage est un contrat entre les parties et l'État comme troisième partie. L'État est le principal dans le contrat. L'époux et la mariée sont secondaire ou partie inférieure.

Dans le sens traditionnel, un mariage est une convention entre le mari et la femme et Dieu (tri-parties). Mais dans le contrat avec l'État, la référence à Dieu est une ligne pointillée, et n'est pas inclus officiellement dans le contrat.

Dans le contexte religieux, le mariage est une convention entre le mari et la femme et Dieu, dans lequel le mari et la femme sont alors unifiés comme un seul être. Ce n'est pas le cas dans le domaine du contrat de mariage de l'État. L'État est le principal ou la partie dominante. Le mari et la femme sont seulement unis contractuellement comme des partenaires d'affaires, pas dans une religion quelconque.

Dans la loi civile, le mariage est considéré comme étant un entreprise de profit (même si elle ne produit jamais réellement un profit en opération comptable) et quand la femme va au magasin local pour acheter de quoi manger ou d'autres provisions pour le couple, elle reconstitue les stocks de l'entreprise.

En outre, quand un enfant arrive dans le couple marié, l'entreprise est considéré comme s'étant agrandi.

Sous la loi des contrats, tous les contrats doivent avoir une considération équitable. L'État offre une contrepartie sous la forme de la licence elle-même – le morceau de papier, le Certificat de mariage. L'autre part de considération par l'État est « le privilège d'être régulé par des statuts. »

Le privilège d'être réglementé par statuts comprend tous les statuts liés, et les affaires judiciaires telles que jugées par les tribunaux, ainsi que toutes les lois et tous les règlements dans les années suivant le début du mariage.

Toutefois, un contrat valide doit également faire l'objet d'une divulgation complète, sinon il devient nul par fausse déclaration. Si l'État n'a pas divulgué intégralement les conditions alors il n'existe techniquement aucun contrat.

Une autre façon de voir le contrat de licence de mariage avec l'État est comme un contrat d'adhésion. La considération dans la part du mari et de la femme, les frais payés actuel et l'accord implicite d'être soumis aux statuts de l'État, règles, et régulations et toutes les affaires jugées ont trait au droit matrimonial, au droit de la famille, aux enfants et à la propriété. Cette considération contractuelle par les futurs mariés les placent dans la position définie (par la loi), inférieure et soumise à l'État.

Cela est très important à réaliser que la naissance d'un enfant dans un mariage est considéré par la loi comme « le fruit d'un contrat » ce qui signifie que l'enfant appartient à l'État, même si la loi n'est jamais sortie/publié et l'a dit.

Il y a eu des cas à la court Suprême, la-quel a exposé que ces parents n'avaient aucun droit de propriété sur leur enfant, et qu'ils ont la garde de leurs enfants en cas de bonne conduite à la souffrance de l'État. C'est parce que les naissances sont enregistré auprès de l'État.

Cela veut dire que les parents peuvent élever leur enfant et maintiennent la garde de leur enfant aussi longtemps qu'ils n'offensent pas l'État, mais si ils déplaisent à l'État de quelques manières que ce soit, L'État peut intervenir à tout moment pour exercer son statut de supérieur hiérarchique et assurer la garde et le contrôle de ses enfants.



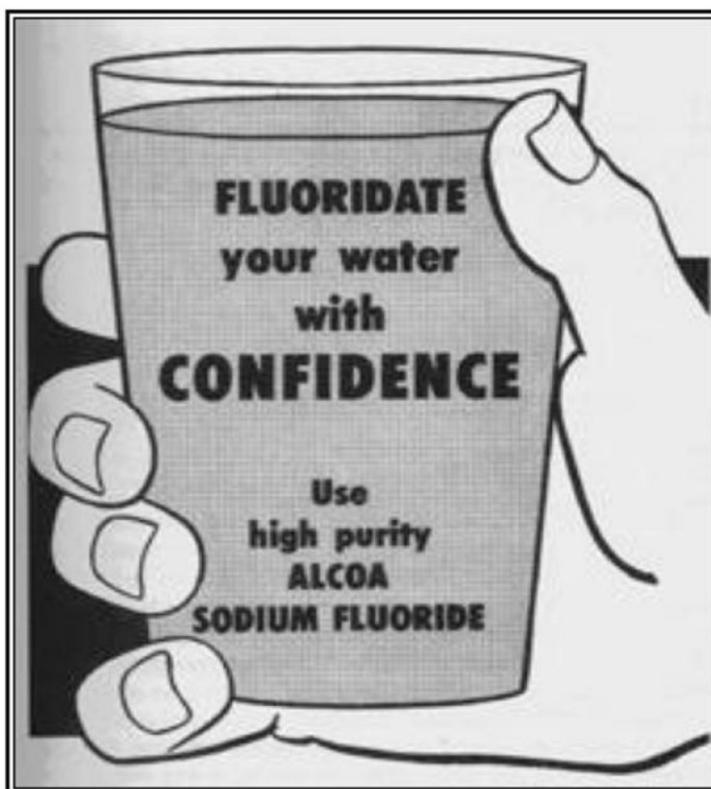
Techniquement, la licence de mariage est une licence d'affaire en permettant à l'époux et l'épouse, au nom du mariage, d'entrer dans des contrats avec une troisième partie et des contrats d'hypothèques et des dettes.

Ils peuvent avoir des crédits automobile, des hypothèques pour la maisons, et des paiement de dettes au nom du mariage parce que ce n'est pas seulement une entreprise, mais est vu par l'État en tant qu'entreprise commerciale privilégiée aussi bien qu'une entreprise commerciale à but lucratif. Le contrat de mariage acquiert des biens tout au long de son existence et, on l'espère, prendra de la valeur.

Un peu plus tard, le mariage échoue mais un "divorce" a pour résultat que le contrat continue d'exister. Le "divorce" est simplement une dissolution ou une modification contractuelle des termes et conditions du contrat. La juridiction de L'État sur le mariage, sur le mari et la femme, maintenant séparés, perdure sur tous les aspects du mariage, sur les biens matrimoniaux et sur les enfants mariés.

C'est pourquoi les juridictions de droit de la famille appellent "divorce" la dissolution du mariage car le contrat est toujours en vigueur, mais sous une forme corrigée ou modifiée. Le contrat de licence de mariage est l'un des plus solides; relations contractuelles les plus contraignantes que l'État entretient avec les personnes.

Je crois que c'est la raison pour laquelle le gouvernement croit pouvoir faire ce qu'il veut, comme l'introduction de produits chimiques toxiques, tels que le fluorure, dans l'approvisionnement en eau et la réutilisation des eaux usées dans la chaîne alimentaire.



EXÉCUTANTS POLITIQUE



Le gouvernement et les exécutants politique de la couronne (Police) ne sont pas si différent des Pirates à mon opinion, comme ils paraissent plus concerné par la collecte de revenus que par la sécurité réelle, et vous feront être passible de peines, même sans l'existence d'un plaignant ou d'une partie blessé/lésé.

Ils vont tenté d'abordé votre vaisseau à chaque fois qu'ils peuvent pour un gain monétaire, pillage et saccage. Ils portent des armes et vont vous prendre de force s'ils le jugent bon. Ils y a un nombre incalculable de cas de brutalités policière en Australie et autour du monde, l'introduction du Taser n'a ajouté que plus de dispositifs de torture et de menaces de préjudice physique à leur arsenal. Ils sont surtout là pour imposer la force politique d'une entreprise privé sur vous et vous punissent si vous leur désobéissez.

Il est sûr qu'il y a des flics honnêtes dehors et nous avons besoin d'eux comme gardien de la paix et serviteur du public pour nous garder en sécurité face au vrai criminels. Toutefois ce n'est pas ce que font la plupart. Ils sont les agents du système, les Smiths du film Matrix, lesquels s'opposent aux droits coutumier et droits naturel.

Les agents suivent la politique comme si c'était les ordres d'un être vivant, et quand nous nous référons au Gouvernement, nous l'imaginons comme une entité vivante singulière, une vrai chose, simplement parce qu'il y a des agents qui travaillent pour lui. Il n'y a pas de vie en lui, pas plus que dans les mots de ces morceaux de papier, néanmoins si vous lisez « The Instant Millionnaire », vous saurez le pouvoir que les mots ont sur nous.

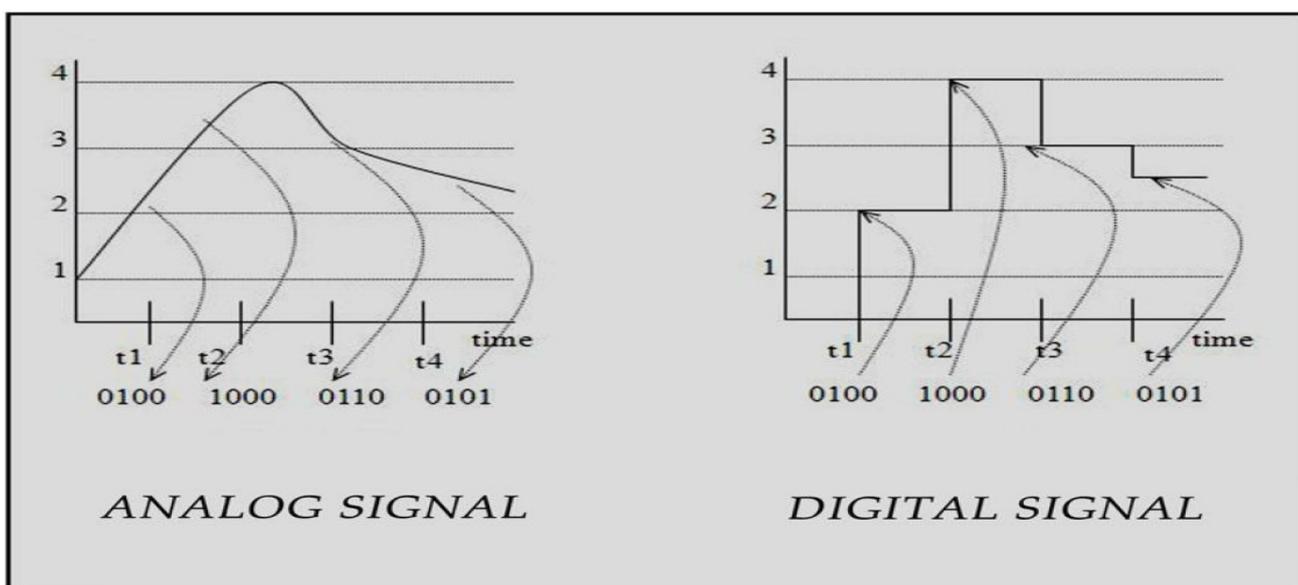
LE MONDE DES MACHINES NUMÉRIQUES

Ce dont nous parlons est du système numérique fait par l'homme, qui est placé au dessus du monde analogique naturel. C'est une fiction en substance comme toutes les entreprises, elles sont mortes. Nous faisons allusions à elles comme étant « mortes », parce elles ne sont pas réel, elles n'ont pas de vies ou de pouvoir en elles et ne sont pas des choses vivantes. Elles n'existent que sur le papier.

Cela inclus les gouvernements, les entreprises, les banques, la police, les hôpitaux, et les écoles. Je ne parle pas des êtres vivant qui travaillent pour eux.

Le Digital ne pourra pas se mixer avec l'analogique sans quelques sortes d'interfaces. Le digital est le domaine du monde des machines, des chip-sets de silicones, des zéro et un, des hautes fréquences carré qui n'ont pas d'harmonie et aucune ambiance, parce qu'elles n'émanent pas d'une source naturelle. C'est un langage informatique.

L'Analogie est représenté par une onde sinusoïdale, s'écoulant de façon lisse, rythmé, harmonieuse, une fréquence d'énergétique. c'est pourquoi les MP3 et autres technologies digitales sont poussés sur nous, pour nous garder "dés-accordés" et désynchronisés avec nos sens naturels et notre connexion au monde naturel. Évitez les à tout prix car il perturbe tout le système vivant et limite votre réalité.



Pouvez vous voir combien de sons magnifiquement harmonieux vous ratez quand vous écoutez un MP3? Ils coupent la forme de vague naturelle en marches. Avez vous déjà vu les ondulations sur un lac former des vagues carrés? Je ne pense pas.

C'est le même processus que le monde de papier des entreprises fictionnelles. Une personne paraît être la même chose qu'un être vivant, ou un esprit/âme incarné dans une forme humaine, mais ça ne l'est pas. C'est juste une illusion. Le seul moyen qu'une fiction légale ou une entité puisse fonctionner, bouger, ai un quelconque pouvoir ou physiquement «faire» quoi que ce soit est au-travers d'une troisième partie, un agent ou opérateur.

Toutes les entreprises ont des politiques. La politique n'est pas la Loi. Mac Donald a une politique, malgré tout vous ne voyez pas souvent Ronald Mac Donald vous demandez votre carte d'identité ou venir chez vous vous dire ce que vous devez faire. C'est parce que vous n'êtes probablement pas un employé de Mac Donald, et donc vous n'êtes pas contraint par leur politique. Toutefois vous êtes considéré comme propriété et employé (esclave) du Gouvernement par votre propre admission et consentement. Ce qui suit est un e-mail d'une conversation avec une ministre du gouvernement NSW (traduit Nouvelle Galles du Sud) Pru Goward donnant son opinion si il y a une différence entre une compagnie et une autre compagnie.

Dear Ms Goward,

I wonder if you would be so kind as to advise me on a question I have about companies.

Is there any essential basic difference between one company and another company? For example does one company have any more or less rights or privileges than another, and moreover, can a company compel someone, who is not an employee of that company to follow it's policy?

*Best Wishes
Thomas Anderson*

Traduction:

"Chère Madame Goward,

Je me demandais si vous seriez aimable pour me renseigner sur une question que j'avais sur les entreprises.

Si il y avait basiquement une différence essentielle entre une entreprise et une autre?

Pour exemple se peut il qu'une entreprise est plus ou moins de droits ou privilèges qu'une autre, et plus encore, si une entreprise peut contraindre quelqu'un, qui n'ai pas un employé de l'entreprise à suivre sa politique.

Meilleurs vœux, Tomas Anderson."

Dear Mr. Anderson,

These questions are about contractual relationships. If the company is selling someone, not an employee, a service or good then they may demand that a policy be followed before the good or service is provided. Companies as such do not have different rights, what they do have is different contractual obligations, which are supposed to be willingly entered into. If you gave me an example I might be able to help more.

Pru

Pru.Goward@parliament.nsw.gov.au

Traduction:

"Cher Monsieur Anderson,

Ces questions sont sur les relations contractuelles. Si une entreprise a vendu à quelqu'un, pas un employé, un service ou un bien puis ils peuvent demander qu'une politique soit suivit avant que le bien ou le service sous délivré. Les entreprises n'ont pas de droits supplémentaire, elles ont juste des obligations contractuelle différente, qui sont supposés être volontairement conclus. Si vous me donnez un exemple je pourrai être plus à même de vous aider d'avantage.

Pru Goward"

I then sent her this reply with the ASIC documents I mentioned earlier, and not surprisingly, never heard from her again.

Dear Ms Goward,

Thankyou for taking the time to reply.

I recently discovered that all the government departments and states are essentially legal entities or companies (see attached) and wondered what the difference was between them and other companies, such as McDonalds or Coles/Myer etc.

It seems that in order for a company to enforce it's policy upon people, they would need to be an employee, or as you suggest, otherwise contractually obligated.

Best Wishes

Thomas Anderson

Traduction:

Je lui est envoyé cette réponse avec les documents de l'ASIC (Australian Securities and Investments Commission) que j'ai mentionné précédemment, et étonnamment, je n'est jamais entendu parlé d'elle ensuite.

"Chère Madame Goward,

Merci d'avoir pris le temps de répondre.

j'ai récemment découvert que tous les gouvernements et États sont essentiellement des entités légales ou entreprises (voir attachés) et je réfléchissais à la différence entre eux et les autres entreprises, comme un Mac Donald ou Cole & Myer etc.

Il semble que pour qu'une entreprise puisse appliquer sa politique à des personnes, celles-ci doivent être des employés ou, comme vous le suggérez, autrement tenus par contrat.

Meilleurs vœux, Thomas Anderson."

Ce que vous n'avez probablement jamais appris jusqu'à maintenant est que vous êtes en essence une âme vivante incarné dans un corps d'homme ou de femme, avec des droits naturel inaliénables. Ces droits naturel inclussent la capacité de voyager librement sur les chemins de la terre sans permis ou enregistrement, autorisation ou licence.

Ce n'est pas cependant ce que le gouvernement ou la justice puisse permettre, comme dans le cas de la court suprême US de 1965, cité contre l'État de Louisiane 379 US 536; (justice Goldberg)

"L'existence d'une société organisé est de maintenir l'ordre, sans quoi la liberté elle même serait perdu par les excès de l'anarchie.

"Le contrôle du passage dans les rues est un exemple clair de la responsabilité du gouvernement pour assurer cet ordre nécessaire. Une restriction dans cette relation, conçu pour promouvoir la commodité du public dans l'intérêt de tous, et non susceptible d'abus d'application discriminatoire, ne peut être ignoré par la tentative d'exercer un droit civil qui, dans d'autres circonstances, aurait droit à une protection. il ne serait pas justifié d'ignorer le feu rouge bien connu, car cela était considéré comme un moyen de protestation sociale.

On ne pouvait pas non plus, contrairement au code de la route, qu'une manifestation de rue est lieu au centre de Times Square aux heures de pointe malgré que ce soit une forme de liberté de parole ou de réunion. Les autorités gouvernementales ont le devoir et la responsabilité de garder leurs rues ouvertes et disponibles pour la circulation. Un groupe de manifestants ne pouvait pas exiger le droit de fermer une rue ou l'entrée d'un bâtiment public ou privé, et ne laissé passer personne qui n'accepterait pas d'écouter leurs exhortations."

La vérité est que vous êtes né dans la servitude et l'esclavage et contrôlé jusqu'à votre mort par des contrats invisible. Ce monde apparaît être contrôlé par des lignés de familles et de groupes que vous et moi n'avons jamais personnellement rencontré, qui ont proclamé la propriété sur tout, vous et moi inclus. (note du traducteur: conseil de lecture «le livre jaune n°7» sur les 13 lignés sataniques qui contrôle le monde)

Donc ce que nous avons n'est seulement qu'une illusion de liberté, où tout ce que nous faisons est sous le regard de l'œil surveillant de l'Élite Globale, plus connu sous le nom d'Illuminati.



LA LOI DU COMMERCE



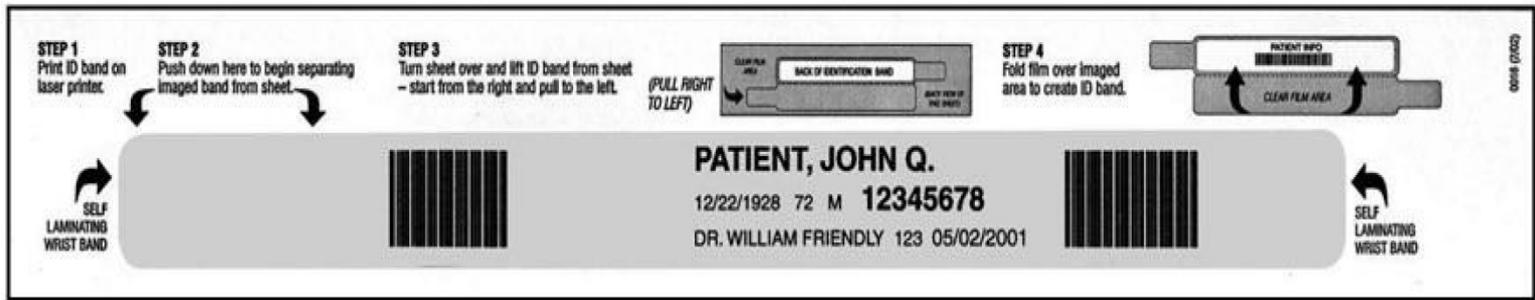
LORD MANSFIELD.

*From the original Picture, by Sir Joshua Reynolds,
in the Possession of Lord Mansfield.*

Le lex Mercatoria (lexique marchand) fut originalement un corps de règles et principes mis en place par les marchands eux même pour réguler leurs échanges.

L'histoire de la loi marchande en Angleterre est divisé en 3 étapes: le premier au temps de Coke, quand c'était un type de lois spéciales, à distinguer des lois coutumières et

La prochaine fois que vous voyez une ambulance passer à toute vitesse pour sauver quelqu'un, arrêtez vous pour prendre en considération que le patient sur la demande de secours est la personne, en lettre capitales.



Cela pourrait vous donner un indice sur le pourquoi le gouvernement produit tout ces services tel que Medicare, la sécurité sociale et les hôpitaux public, pas pour votre profit, mais pour prendre soin de sa propriété.

Pourquoi pensez vous que c'est une infraction de ne pas mettre la ceinture de sécurité ou un casque? Parce qu'en tant que caution, vous mettez leurs biens en danger de mort ou de blessure, voulant dire la possible fermeture du compte, avec perte de stocks. Essayons de considéré maintenant la comparaison entre expédition et accouchement.

Prenez pour exemple une femme enceinte, qui est chargé de sa cargaison. Elle arrive au quai/dock (maternité) où le navire doit être déchargé. Lors de la livraison de la cargaison, l'objet voyage le long du canal du quai d'amarrage, il est reçu par le gardien/douanier du dock, la ligne (cordon) ou le lien avec le parent est coupé et la cargaison est réceptionnée et enregistrée avec un numéro d'envoi (nom).

Si vous n'avez pas choisi de nom, le nouveau-né recevra un numéro de naissance comme nous avons tous reçu personnellement.

Voila où commence le problème, ainsi que les parents inconscient du fait, qui sont probablement mariés à l'État avant sa naissance grâce au mariage légal, ainsi l'enfant nouveau-né est maintenant lié avec le gouvernement en tant que propriété ou garantie.

En outre, le gouvernement offrira des bénéfices attractifs et des bonus comme un bonus de naissance de 5000\$, que les parents accepterons volontiers. C'est seulement le gouvernement qui achète une sûreté dans l'enfant, et sa personne.

Le certificat de naissance est le moment où l'homme de paille vient d'être crée. La plupart d'entre vous n'ont aucune idée quand vous signé ce contrat, ou cette demande de licence, ou l'arrière de votre carte visa qui vous joint à l'homme de paille en lettre capitale/fiction, et devenant un seule et même entité avec lui.

Bien sûr beaucoup de monde a le même nom, donc ce qui sépare un homme de paille des autres est sa date de création (qui bien évidemment coïncide avec votre date de naissance) plus votre certificat de naissance (numéro d'enregistrement) et tous les

numéros de référence de sous-séquence assignés à la personne comme un numéro de dossier fiscal ou un numéro d'assurance social. Une fois dans le système c'est très dur d'en sortir. J'ai récemment été dans un hôpital où je n'avais mis les pieds en 25 ans. L'infirmière a vérifié son ordinateur et m'a demandé si j'étais toujours à la même adresse!



Constatez le nom du titulaire de la carte en lettre capitale, qui est la personne l'homme de paille entité légale, et le numéro de compte assigné.

Souvenez-vous qu'il n'y a pas d'argent, donc seulement votre signature peut créer de la valeur. Les informations sur les banques contenues dans ce livre prouvent également que cela est vrai. Il y a une déclaration de l'assurance-maladie, laquelle montre que c'est la signature de l'acte qui autorise le débit du compte et l'assignement des fonds.

To facilitate the payment of this account directly from Medicare we require your signature to assign the benefit to Clinpath.

Please complete the following sections on the reverse side of this letter;

1. sign in the box indicated by the words 'Patient Signature and Date'; and
2. check the Medicare number (located at the top of the form) against your current card and amend if necessary.

If you or a responsible person (immediate relative) are unable to sign, please indicate this by the words 'Unable to Sign' instead of a patient's signature.

Your assistance in returning this completed documentation is greatly appreciated. It will avoid the burden of receiving an account that would require lodgement with Medicare and subsequent return of the benefit cheque to Clinpath

Traduction:

Pour faciliter le paiement de ce compte directement depuis Medicare nous avons besoin de votre signature pour assigné le bénéfice à Clinpath.

S'il vous plaît complétez la section suivante le coté opposé de cette lettre;

1. signez dans la case indiqué par les mots «Signature du Patient et Date»; et
2. renseignez le numéro Medicare (localisé en haut du formulaire) contre votre carte actuelle et modifiez si nécessaire.

Si vous ou une autre personne responsable (parent immédiat) n'êtes pas apte à signer, s'il vous plaît l'indiquez par les mots «incapable de signer» à l'endroit de la signature du patient.

Votre aide en retour de cette documentation complète est grandement appréciée. Cela évitera la charge de recevoir un compte qui nécessiterait un dépôt auprès de l'assurance-maladie et le retour ultérieur du chèque de prestations à Clinpath.

LE CHOIX

Beaucoup de gens aime à penser qu'ils sont libre de faire ce qui leur plaît dans leur vie quotidienne mais en réalité c'est aussi vrai qu'une souris courant dans un labyrinthe, pensant qu'elle a le choix dans la direction à prendre.

Cette apparente liberté de choix est ce qui nous empêche de remettre en cause la réalité de la situation.

Il n'y a que 4 choix principaux que vous avez dans toutes les situations, qui sont:

1. Le silence (deshonneur) - comme dans «Vous avez le droit de garder le silence...» - le silence est aussi considéré comme un agrément tacite, comme vous n'avez évidemment pas d'objection ou de réfutation.

2. les arguments (deshonneur) – c'est la seule cause commune de tous les problème actuel, et la raison pour laquelle les courts et les avocats font autant d'argent. A moins d'une controverse, ou vous donnez à la cour de l'énergie pour se déplacer, elle ne peut pas intervenir, assumer sa compétence et vous dire quoi faire.

3. la pleine acceptation (honneur) – vous acceptez la pleine responsabilité de vos actions et supportez les conséquences. Malgré être honorable, ça peut être une place dangereuse où être quand on en vient aux lois et ces actes.

4. l'acceptation conditionnel (honneur) – connu comme «accepter pour la valeur» (sans préjudice) - qui peut être utilisé pour rebuter les présomptions et rester dans l'honneur (dans le sens légal). Le but est de sortir de la controverse, et de la court.

Pour exemple, si je viens à vous et vous dis « hey c'est un cool t-shirt rouge que tu portes» (mais il est en faite vert) et que vous dites «mais il n'est pas rouge, il est vert» immédiatement vous avez crée une controverse. Le moyen correct est de rebuter la présomption en disant « oh vous le voyez de cette façon?» la charge de la preuve repose toujours sur le plaignant.

Appliqué correctement, cette façon de répondre vous gardera loin de troubles, et si c'est suivi correctement quand vous répondez par écrit à un avocat, conseiller juridique, agent de recouvrement ou des agences gouvernemental, vous ne perdrez pas votre énergie commerciale, ce qui leur permettra d'avancer. Vous ne les avez pas « enjoint » et de ce fait serait pas le plaignant.

Le seul moyen qu'un magistrat ou un juge puisse avoir juridiction sur vous dans les court de justice, et d'essayer de vous faire « faire » quelque chose qu'il ou elle vous dit de faire. Ça peut être en comparaisant, répondant une question, restant ou donnant votre nom.

Une vue rapide aux 4 choix au dessus va vous dire immédiatement où vous en êtes, et quel seront les conséquences si vous répondez de façon incorrect, ou si vous faites simplement ce qu'on vous dit. L'hypothèse étant que si vous faites automatiquement ce que quelqu'un en position d'autorité supposée vous dit de faire, il assumera le contrôle de vous et devant un tribunal, c'est mortellement dangereux.

Bien sur, vous ne pouvez pas déshonoré la court (surtout comme le mépris) par ne pas répondre, être silencieux ou argumenter, donc vous devez toujours rebuter la présomption. Vous avez peut-être déjà rencontré le silence d'un bureau du gouvernement ou d'une autre agence vous venez de leur demander des questions auquel il ne veulent pas répondre.

C'est leur moyen de vous dire que vous êtes dans le vrai avec ce que vous avancez, sans admettre leur responsabilité, pouvant servir à démontrer un aveu de culpabilité ou de fraude, ou à créer un précédent.

PRIVE VS PUBLIC

Il y a une ligne caché entre le privé et le public. Beaucoup de gens assument qu'ils sont le public, et c'est à eux d'utiliser cette propriété publique. Prenez pour exemple le transport public ou les parcs public. Public est du domaine de la personne.

Un serviteur public est un serviteur du système et le régulateur de la personne ou l'entité en son sein.

Ça n'a rien à voir avec le monde privé, qui est où nous voulons exister, hors de la matrice, dans le monde réel.

Un moyen de garder les personnes indésirable ou entité hors du votre propriété privé personnelle est avec un avis "D'interdiction d'intrusion". Si il n'y à aucune annonce hors de votre maison donc la présomption est que c'est une maison à accès libre, avec aucune objection pour les visiteurs.

Au fond de ce livre j'ai inclus une annonce simple que vous pouvez afficher à l'entrée de votre maison ou devant votre portail. Ça a bien marché pour nous dans une situation récente où nous avons eu besoin d'appeler la police à propos d'un voisin ivre.

Quand les gardiens de la paix sont arrivés et ont vu l'annonce, ils ne sont pas entrer dans notre propriété, mais ont plutôt appelés sur notre téléphone mobile pour savoir si nous voulions parler avec eux. J'ai déclaré que je ne voulais aucune controverse, seulement que je les avais alerté pour une possible perturbation de la paix et je les ai remercié pour leur courtoisie.

Vous avez le droit de protéger votre propriété privé, ce qui inclus votre maison, votre voiture, votre famille et votre corps. Par contre, la police a le devoir de localiser votre corps et de l'arrêter en tant que caution pour la personne / le débiteur. Il est donc toujours bon de remettre en question leurs hypothèses et de les corriger lorsqu'il vous

est demandé si vous êtes la personne présentée. Vous pouvez le faire en disant "je suis désolé, vous devez avoir la mauvaise personne".

In-valide signifie que n'est plus valide. Ils nous disent qu'ils ne servent plus d'instrument pour créer de la valeur. Au lieu de cela, ils deviennent une pupille de l'État dépendant du système pour sa survie. Dés-activé, signifie ne plus être capable de s'exécuter pleinement. «Allogène» signifie «non originel», comme dans «a-normal». Intelligent!

La même chose peut être dites des gens sur la Sécurité Sociale. Tous ceux qui sont lié à leur personne et qui sont payés par le gouvernement continue de se demander pourquoi la paie est si basse. C'est seulement pour garder suffisamment les gens en vie pour extraire d'eux tout ce qui a de la valeur comme garantie, tout en achetant une sùreté sur la personne et en la maintenant pauvre, sous éduqué, mal nourris et sous développé. Ça créer un contrôle plus facile, une classe d'assistés inférieure prévisible qui vivent au jour le jour préoccupés premièrement par le consumérisme, les distractions et la reproduction. Le tout aidé par l'addiction aux drogues et aux médicaments pharmaceutique, au sport, à l'alcool et autres échappatoires à la dépression de n'avoir jamais assez.

PRISONNIERS ET ENTREPÔTS DE STOCKAGE

Quand une personne est reconnu coupable d'une infraction, la sùreté du coupable (votre corps) est mit dans un entrepôt de stockage (prison) et y restera jusqu'à que l'obligation arrive à maturité (date de livraison).

Une obligation est délivré pour chaque prisonnier, et lui est attribué un numéro CUSIP, qui est un numéro identifiant qui permet de suivre les valeurs/stocks d'être suivit sur le marché des valeurs de la même façon que votre hypothèque sur le marché secondaire et/ou dans la bourse des valeurs financières.

Pour ceux qui font des affaires avec les Banques je vous recommande la lecture du livre n°6 (même auteur) car il couvre le processus de titrisation en détail et vous donnera un aperçu de cette partie connue ou comprise du processus de prêt.

<p>Numéro d'émetteur 392690</p> <table style="margin: auto; text-align: center;"> <tr> <td>3</td> <td>9</td> <td>2</td> <td>6</td> <td>9</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td>x 1</td> <td>x 2</td> <td>x 1</td> <td>x 2</td> <td>x 1</td> <td>x 2</td> </tr> <tr> <td>3</td> <td>18</td> <td>2</td> <td>12</td> <td>9</td> <td>0</td> </tr> </table>	3	9	2	6	9	0	x 1	x 2	x 1	x 2	x 1	x 2	3	18	2	12	9	0	<p>Numéro de série QT</p> <table style="margin: auto; text-align: center;"> <tr> <td>26(Q)</td> <td>29(T)</td> </tr> <tr> <td>x 1</td> <td>x 2</td> </tr> <tr> <td>26</td> <td>58</td> </tr> </table>	26(Q)	29(T)	x 1	x 2	26	58
3	9	2	6	9	0																				
x 1	x 2	x 1	x 2	x 1	x 2																				
3	18	2	12	9	0																				
26(Q)	29(T)																								
x 1	x 2																								
26	58																								
<p>Ainsi , 3 + 1 + 8 + 2 + 1 + 2 + 9 + 0 + 2 + 6 + 5 + 8 = 47,</p>																									
<p>Le complément de 7 est 3 et le numéro CUSIP avec la clé digital de vérification apparaîtra comme 392690 QT 3</p>																									

L'obligation (entendre par là titre financier) du prisonnier ou l'instrument de sécurité est mit avec le restes des obligations/titres et sont marchandés sous le nom de l'institution ou de la société en bourse. Encore, ce cas est l'un des principales raison de ne pas vouloir être la caution de l'homme de paille.

Dans les débuts de mes recherches, j'ai crée une séparation entre moi et ma personne/homme de paille/épouvantail en signant toujours comme un agent autorisé pour elle.

Cela à bien marché, seulement j'ai plus tard découvert qu'un représentant/agent et le Principal (l'homme de paille) ne peuvent pas être une seule et même personne, donc le mieux est d'être quelqu'un avec le plus de droits et d'intérêts dessus.

Le titre Monsieur est sensé être le titre le plus bas dans l'Amirauté, et Souverain (entendre le parallèle avec Roi) être le plus haut, donc ça vous explique pourquoi les lettres «Mr» préface souvent la personne, et peut être aussi pourquoi un enfant mâle, avant de le prendre sous leur autorité, est appelé MAÎTRE. Aux États-Unis, les pressions sont renforcés pour saper quiconque tenterait de revendiquer ses droits naturels, quel que soit le nom qu'ils lui ont donné.

EXPOSER LA FICTION

Maintenant que vous comprenez ce a quoi le monde artificiel correspond, regardons quelques unes de ces lois statutaires et politiques.

Ce qui suit est une partie de l'Acte sur les Pouvoirs Policiers de l'an 2000 relevant du contrôle de la personne.

288 - Approbation pour la création d'un acte de naissance pour l'identité supposée

*(1) Le directeur général d'un organisme chargé de l'application de la loi peut demander au membre indépendant le pouvoir de créer un certificat de naissance (une **approbation de certificat de naissance**) pour l'identité supposée d'une personne autorisée.*

40 - Une personne peut être obligée d'indiquer son nom et son adresse

(1) Un officier de Police peut obliger une personne d'indiquer le nom correct de la personne et l'adresse dans des circonstances prescrites. (2) Aussi l'officier de Police peut obliger la personne à donner l'évidence de l'exactitude du nom déclaré et l'adresse si, dans les circonstances, il est raisonnable de supposé que la personne est en possession de l'évidence de l'exactitude du nom déclaré et de l'adresse or sinon d'être capable d'en donné une évidence.

(3) Une personne ne commet d'infraction contre la section 79 1 si la personne était requis par l'officier de police de présenter le nom de la personne et l'adresse et la personne n'est pas prouvée--

(a) pour la section 41 (a) ou (b) – d'avoir commis une infractions
ou

(b) pour la section 41 (f) – d'être la personne nommé sur un mandat, assignation, ordonnance ou document du tribunal; ou

(c) pour la section 41 (h) – d'être impliqué ou d'avoir pu d'être impliqué à un acte de violence domestique ou associé à des violences domestique; ou

(d) pour la section 41 (i) or (j) – à put participer dans une enquête.

365 - Arrestation sans mandat

(1) Il est légitime pour une officier de police, sans mandat, d'arrêter un adulte que l'officier de police soupçonne raisonnablement avoir commis ou commettant une infraction si c'est raisonnablement nécessaire pour 1 ou plus des raisons suivante-
(a) pour prévenir la perpétuation ou la répétition d'une infraction ou la commission d'une autre infraction;

(b) pour faire une demande de renseignements pour établir l'identité d'une personne;

(c) pour assurer la comparution de la personne devant un tribunal;

(d) pour obtenir ou préserver une preuve relative à une infraction;

(e) pour prévenir le harcèlement de, ou l'interférence avec, une personne qui peut donner une preuve évidente en relation avec l'infraction;

(f) pour prévenir la fabrication de preuve;

(g) pour préservé la sécurité ou le bien-être de personnes;
incluant la personne arrêté.

(h) pour prévenir une personne de fuir un officier de police ou le lieu de l'infraction;

Évidemment, si vous êtes un serviteur publique, citoyen, résident, ou autrement considéré comme un employé de l'entreprise connu comme le Commonwealth d'Australie, alors vous êtes supposé de suivre cette politique.

Ce sont ces contrats invisibles, tels que la citoyenneté, qui nous sont rendus esclaves par notre propre demande, notre enregistrement et notre consentement.

LE TERRORISME DU PAPIER

La vaste définition de certains de ces actes pourraient facilement être classifiés comme terroriste si vous deviez voir une cause idéologique, et être considéré ce corps de recherches comme étant une expression d'une cause idéologique comme l'Acte de Terrorisme de 2002 le montre clairement:

3 – définition d'un «acte de terrorisme»

(1) Généralité de cet Acte, «**acte de terrorisme**» signifie une **action** où:

(a) l'action relève du paragraphe (2) et non du paragraphe (3), et

(b) l'action est faite dans l'intention de faire avancer une **cause idéologique**, politique ou religieuse

AMENDES, TRIBUNAUX ET LES PRÉSENTATIONS

Laissez moi préfacé cela en disant que je crois en la justice et la loi coutumière, et je ne peux toléré la fraude, les criminels ou la violence envers quelqu'un ou quoique ce soit.

Cette information est faites pour assister les gens bien, là dehors, de traiter avec l'injustice, la force brute et la collecte de revenues d'un système hors de contrôle, faisant ce qui lui plaît. A ma connaissance, lors de toute présentation, (lettre) ou offre de contrat, vous disposez généralement de 72 heures pour leur retourner leurs documents, acceptés pour valeur et considérés sur preuve de réclamation. Considérez un instant cette citation biblique très sage:

« Rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu. et ils se sont émerveillés de lui. » Note 12:17 Version du Roi Jacques.

Maintenant si vous croyez en dieu ou pas, ça ne me concerne pas. Je crois personnellement que le «tout ce qui est», l'énergie ou la force de la vie qui a créé toutes chose, qui peut être appeler l'Univers ou Dieu ou n'importe quel nom vous lui donnez, qui est intrinsèquement une part de nous, et nous en sommes tous une part.

Il n'y a pas de séparation. La loi de l'attraction statuts que nous attirons par la pensée et toutes les vibrations qui entre dans nos vies, et j'ai personnellement vécu cela comme une vérité d'innombrables fois, bonnes et mauvaises.

Peut importe ce sur quoi vous vous concentrez, c'est ce que vous attirez, et quel que soit votre sentiment, c'est principalement ce qui vous reviendra pour soutenir ce sentiment. Par conséquent, notre monde est co-créé par nous, par nos pensées conscientes et nos sentiments inconscients.

La déclaration à propos de César est importante car, en loi coutumière, dans la loi du pays et dans la juridiction d'origine, il s'agit d'un retour aux lois établies par Dieu, ou de leur utilisation, en tant qu'autorité suprême. C'est un rejet des lois créées par l'homme, une revendication de vos droits naturels inaliénables. Je n'ai jamais complètement compris cela quand j'ai commencé, parce que je n'ai jamais cru en Dieu ou à la religion, et quand j'étais adolescent et que je devais aller au tribunal, je refusais de jurer sur la bible.

Je savais que je rejetais mon recours en loi coutumière. Mais attendez une minute, jurer n'est-il pas mal?

Le mot "religion" vient du terme "lige lord" - allégeance à un seigneur et re-liegon signifie donc se séparer de la vraie source. Je crois que la religion est aujourd'hui à l'origine de la plupart des problèmes du monde, à l'inverse de la spiritualité.

Vous voyez il y a une hiérarchie qui est quelque chose comme: Dieu créa l'homme, l'homme créa le gouvernement, le gouvernement créa les états, les états ont créé les lois etc etc. Dans ce système, vous pouvez observer que n'importe quoi qui est créé ne peut être supérieur à son créateur, donc le seul moyen pour le gouvernement ou la loi des hommes d'avoir autorité sur vous, est par votre consentement.

Je me demande aussi pourquoi dans la Bible, le terme Dieu n'est utilisé que dans les premières pages et demie de la Genèse. Après quoi, il est remplacé avec le terme Seigneur Dieu. Le gouvernement créa l'homme de paille, c'est pourquoi il réclame autorité sur lui. Votre combat est de rebuter la présomption que la fiction de la personne légale qu'ils ont créé est la même que vous, la force vivante ou âme, avec le corps d'un homme ou d'une femme.

Les termes qu'ils utilisent toujours pour se référer à la personne est Accusé et/ou Débiteur. Rappelez-vous le Créancier Principal, donc vous ne voulez pas apparaître comme Accusé et/ou Débiteur.

Après tout, la cour n'est rien d'autre qu'une Banque déguisée, et tout tourne autour des revenus. Re-venue signifie changer de place, ou changer de position juste comme Re-source est renvoyer ou retourner ce qui est à vous. Comme vous le verrez par la déclaration d'ouverture en dessous. Il n'y a qu'en l'argent où ils ont de l'intérêt, pas la loi, la justice ou la vérité.

Selon mon expérience, le but premier de toutes les entités gouvernementales est d'extraire quelque chose de vous pour rester en vie, et pour ça ils vous demandent de PAYER.

If you pay the whole of the amount owing prior to that date you need not attend.

A warrant may be issued for your arrest if you disobey this summons.

PAYMENT ADVICE

Fines Payment Unit - Courts Administration Authority

Lock Box number 6589, Halifax Street, Adelaide 5000

For payment options see next page.

Account Number

Customer Reference

Amount Due

\$

Due Date



Billers Code: 465450

Ref:

Telephone & Internet Banking - BPAY
Call your bank, credit union or building society to make this payment from your cheque, savings or credit card account.
More info: www.bpay.com.au



Billers ID: 428144

Ref:

Pay In Person at Newsagents



Billers Code: 35466

Ref:

Over Counter payments - BPOINT
Drop into any shop displaying the BPOINT logo to pay this fine with cash or debit card (cheque or savings). For more information go to www.commbank.com.au/BPOINT.

Telephone Enquiries
1800 659 538

Parce que vous êtes né dans un monde sans monnaie légitime en circulation, qui n'est étalonné sur rien de valeur, le gouvernement est essentiellement en faillite. La vraie valeur réside dans la forme physique de la personne, citoyen et résident qui y sont joint et deviennent une fiction légale.

NOTICE TO DEFENDANT OF UNDERTAKING AS TO BAIL

If you fail to appear and surrender into custody in accordance with the undertaking without reasonable cause or break any other condition of the undertaking you will commit an offence that is punishable by fine or imprisonment [Maximum Penalty \$3000 or Imprisonment for 2 years]. A warrant may issue for your apprehension.

Where a Court is satisfied that you failed to appear and surrender into custody before the Court in accordance with the undertaking, the Court may declare the undertaking to be forfeited. If forfeiture is declared, any deposit of money or other security provided by you as stated in the undertaking may be forfeited and paid to Her Majesty. In addition, any deposit of money or other security provided by the surety or sureties as a condition of bail may become forfeited.

UNDERTAKING AS TO BAIL

Particulars of Defendant and Conditions of Bail

Defendant:
Date of Birth:
Residential Address:

Occupation:
Offence(s):

File No.	Chg No.	Section	Act/Legislation	Offence	Date of Offence	Place of Offence
	1	8	SUMMARY OFFENCES ACT 2005	COMMIT PUBLIC NUISANCE		

The conditions of bail are:

- (1) I must appear and surrender into custody of MAGISTRATES COURT at:

Place:
Date:
Time: 09:00 AM
Court No:

- (2) I must not depart from the Court, unless bail is enlarged.
(3) I must obey the directions of the Court in relation to any further appearance whether the directions are given to me personally or to my counsel or solicitor.

Undertaking of Defendant

I enter into this Undertaking as to Bail and acknowledge receipt of a notice in Form 8 setting forth the nature and extent of my obligations under the conditions of my bail and the consequence of my failure to comply with these conditions.

Signature of Defendant

20(5)(a)

Certificate of Person Before Whom Undertaking is Made

I have satisfied myself that the defendant understands the nature and extent of the obligations under the conditions of the bail and the consequences of the defendant's failure to comply with them.

Undertaking entered into:

Place:
Date:
in the State of Queensland before me



Signature
Justice of the Peace
Prescribed Police Officer
Chief Executive (Corrective Services) or delegate
Person in charge of the place where child is detained

Si vous êtes invité ou forcé à signer quelque chose comme ça, il vous est demandé de devenir la sùreté pour l'accusé (la personne) et d'accepter la responsabilité pour ses dettes ou les frais/charges (énergie) que la cour de justice fictionnelle à besoin pour rester en vie. Vous pourriez écrire sous votre signature *"Signé sous la contrainte et la*

menace de préjudice, enlèvement, viol, pillage et vol ". A part si ils nient ce droit, mais il est aussi possible qu'ils vous gardent enfermé.

Cela reste essentiellement un contrat ou une convention, et dans la loi des contrats si vous êtes forcé à signer quelque chose, vous pouvez révoquer votre signature, le rendant invalide.

Quand vous traitez avec la justice, avocats, police ou les autres autorités, il est important de rester dans l'honneur. De cette façon, vous ne déshonorerez pas leur présentation, leurs offres ou le tribunal, ce qui peut conduire au mépris.

Ici une lettre que j'ai préparé pour quelqu'un qui a été arrêté pour ce qui équivalait à une revendication ridicule et une infraction mineure. Il fut emmené au commissariat pour le traitement de son infraction, et lui fut remis une convocation à comparaître.

La notification initiale du tribunal a été renvoyée au greffier du tribunal dans les 72 heures avec cette lettre d'accompagnement agrafée. (rempli avec ses détails)

AVIS D'ACCEPTATION CONDITIONNELLE

Re: Avis de comparaître

Je me réfère à l'AVIS ci-joint daté du, et nous vous informons que votre offre de juridiction et que votre instrument ont été acceptés pour valeur et sur considération, sur preuve de réclamation, et retourné sans déshonneur dans les 72 heures.

Pour et au nom de JOHN HENRY DOE TM

Par

(signature)

John-Henry de la Famille Doe
Créancier Principal

Tous droits réservés, n'en renonçant jamais, en ma qualité de bénéficiaire de la juridiction d'origine. La permission doit être recherchée dans toutes les affaires de Confidentialité où se produisent des intérêts mutuels.

Le greffier de la court devrait accepté et estampillé le document, et vous pouvez demander une copie de vos enregistrement. Si ils ne vont pas faire de copie pour vous, vous pouvez les prendre et faire une copie, puis renvoyer les originaux et les remettre.

Cela devrait arrêté l'audience, comme il n'y a aucune jonction et aucune preuve de réclamation. Souvenez vous que ce l'est qu'une allégation ou oui-dire et la charge de la preuve incombe toujours au plaignant.

Quelques fois un greffier peut prendre vos documents légitime comme une offense personnelle et montrer de la réticence à les accepter.

Cela peut et va arrivé. J'ai eu un greffier qui à gribouillé un gros trait à travers mon document préparé avec attention, et m'a dit « Vous ne pouvez pas faire ça! »

Je lui est demandé « *Est ce que c'est la loi ou votre opinion et vous affirmez me donner un conseil légal?* »

Je suis revenu à la maison faire une nouvelle copie, et cette fois je l'est emmené dans une court de justice de la ville, qui n'a aucun problème avec le fait d'accepter ces lettres. Le résultat fut que ça arrêta les autres avis de présentations au tribunal, et je n'en est jamais réentendu parler. C'était il y à 4 ans.

Vous devriez toujours essayer d'éviter les arguments, la controverse et les revendications ou les déclarations qui peuvent être pris comme une évidence. Il est préférable d'utiliser une déclaration négative, car cela redonne la charge de la preuve au plaignant.

Aussi, il n'est pas possible pour moi d'écrire une réponse personnalisée ou un modèle qui ira pour toutes les situations, a cause de toutes les variables.

La chose importante est de lire entre les lignes, et voir exactement ce dont ils parlent, et réfuter la présomption.

Tout au plus, faites simple. J'ai vu des Affidavits (déclaration écrite sous serment) avec plus ou moins 70 points, lequel est complètement inutile et réduit les chances d'être lu, accepté ou compris, parce que les gens ont une patience limitée.

L'utilisation efficace des mots peuvent être un remède puissant contre les plus grands avocats commerciaux ou juristes. Souvenez vous qu'ils ne sont que des acteurs, embauchés pour jouer une partie. Ils n'ont aucune connaissance personnelle de première main et aucune juridiction en la matière. C'est vraiment juste une intrusion légale. Il y a un couple d'années, j'ai eu à me défendre moi même contre un des plus grand avocat commercial de la ville. J'ai gagné le jeu du tennis-papier simplement parce que je suis resté hors de toutes controverses et hors du tribunal.

Vous allez devoir faire vos propres recherches pour apprendre à proprement préparer les documents pour le tribunal, si c'est ce que vous avez besoin de faire, ou si vous courrez dans un situation qui demande de l'attention, ou si vous êtes défié par un avocat ou juriste.

Je suis récemment tombé sur cette section de la recherche trans-lex law, qui est très révélatrice en ce qui concerne les idées fausses courantes sur le silence et l'acceptation. Soit c'est faux, soit ce que nous avons appris sur les offres et l'acceptation par des chercheurs américains et canadiens est faux.



No. IV.2.2 - Silence by offeree

- (a) Silence by the offeree does not in and of itself amount to acceptance.
- (b) Silence by the offeree amounts to acceptance if the offeree begins with the performance of his contractual obligations or is required to reject the offer due to a long-standing business relationship with the offeror or is subject to a practice which the parties have established between themselves or a trade usage requiring rejection of the offer.

Traduction:

Silence par le destinataire

- (a) Le silence du destinataire ne constitue pas en soi une acceptation
- (b) Le silence de la part du destinataire correspond à son acceptation si celui-ci commence par exécuter ses obligations contractuelles ou est tenu de rejeter l'offre en raison d'une relation commerciale de longue date avec l'offrant ou s'il est soumis à une pratique que les parties ont établie entre elles ou à une transaction commercial nécessitant le rejet de l'offre.

JURIDICTION

Il y a beaucoup de choses que vous pouvez dire à un officier de police (responsable de la politique) qui rebutera la présomption qu'il vous offre.

Regardons cette situation hypothétique:

Officier: " Pourrai-je voir votre permis ou votre enregistrement s'il vous plaît."

Vous: "Bonjour ici, quel est le problème?"

Officier: "Puis-je voir votre permis de conduire s'il vous plaît."

Vous: "Y a t'il une infraction officier?"

Officier: "Pas pour l'instant, maintenant puis-je voir votre permis s'il vous plaît"

Vous: "Bien s'il n'y a pas d'infraction, suis-je libre de partir?"

Officier: "Sortez de la voiture s'il vous plaît"

Vous: "Je suis désolé, est ce un contrat, parce que si ça l'est, alors vous avez besoin de ma permission, et si c'est non, alors vous ne générerez rien qui me donne une obligation."

Officier: " Quel est votre nom"

Vous: " Bien, j'aimerais vous aidé mais je ne sais pas si vous agissez légitimement ou légalement, donc je ne sais pas si vous voulez mon nom légitime ou mon nom légal?"

Officier: "J'agis légalement, donc s'il vous plaît dites moi votre nom légal"

Vous: " Pourriez vous me montrer une preuve que j'ai une obligation à en avoir un?"

Officier: "Bien, disons alors que j'agis légitimement, quel est votre nom légitime?"

Vous: "Oh, bien c'est différent.... Comment allez vous, je suis Thomas"

Officier: "C'est mieux, maintenant quel est votre nom de famille?"

Vous: "Bien, je n'est pas de nom de famille, j'ai un nom mais il est à ma famille donc ce n'est pas le mien personnellement"

Officier: "Quel est le nom de votre famille alors?"

Vous: " Si vous agissez légitimement, alors pourquoi vous avez besoin de ça?"

Vous pouvez voir ce qui se passe ici. L'officier essaie d'avoir le nom d'une personne légale pour être capable d'écrire une contravention pour une quelconque infraction ou code ou numéro que vous auriez violé. Vous vous demandez souvent comment il est possible d'enfreindre un numéro, mais c'est la folie de la loi. Il y a littéralement des millions de lois et codes et statuts et actes, et combien d'entre vous en connaît quelque chose, ou en a lu une et encore moins comprendre sa signification?

Le fait est que dans la juridiction d'origine, il y avait 10 commandements. C'était la Loi de Dieu. Même là, les Dix Commandements que vous pensez être les bons, ne le sont pas. Vous devriez chercher les commandements originaux et voir la différence.

Il n'y a aucun moyen pour qui que ce soit de comprendre la loi des statuts, donc pourquoi essayer? Une des choses vous allez voir dans le document ici est «Je ne comprend pas». (Attention la traduction en français n'est pas raccord au texte anglais car les mots ont une orthographe en anglais qui est perdu en français) Under-stand (Com-prendre mais se lit en anglais rester-sous) ne veut pas dire comprehend ([admettre](#)), sa veut dire vous placez dans une position légale dessous le Magistrat ou d'autres autorités.

Ils vous demandent de 'rester sous' (stand under) eux et leur lois, si vous dites oui, ça voudra dire qu'ils ont toute juridiction sur vous, et vous serez liée avec la personne/l'homme de paille comme accusé. (Note du traducteur: quand un juge vous demande si vous comprenez ce qu'il vous dit, il vous demande en faite si vous acceptez les termes du contrat de l'acte de naissance qui sont «l'aptitude à avoir des droits et des devoirs»)

TRANS-PORT

Le mot «transport» signifie le transfert de quelque chose d'un port à un autre. C'est spécifier par la loi maritime et la juridiction de l'Amirauté et est réguler, contrôler et taxer.

Cette photographie fut prise dans un train. Elle montre qu'un train est aussi considéré comme un véhicule. Un véhicule n'importe quel mode de transport commercial.



Le Département du transport expliquera que votre voiture est considéré comme un véhicule de classe A (note du traducteur: équivalent à la classe 1 française) sous le capot vous trouverez la Plaque d'Identification de Véhicule ou numéro de série (code VIN) et d'autres numéros d'identification gravés sur le châssis et le bloc moteur, donc oubliez de croire que c'est "votre" voiture, ou qu'elle est privé.

Votre maison, travail, centre commercial, école, ou tous les endroits où vous prenez votre voiture sont appelés des "escales" dont vous naviguez entre. Beaucoup de monde a maintenant une navigation (GPS) pour guider leur véhicule tout comme les anciens marins avaient leurs plans et cartes, mais au lieu des étoiles pour nous guider, nous avons les satellites.

D'autres modes de transport Publicque existent pour la personne, en particulier pour ceux d'entre vous qui comptent sur l'utilisation d'un avantage de l'État.

Dépendant du type de personne auquel vous êtes classifié (enfant, pensionnaire, étudiant, adulte etc etc) vous devrez payé des frais différents pour son utilisation, et il

vous sera demandé d'afficher la carte de concession ou d'identité correspondante que vous avez appliqué pour le calcul du tarif en rapport avec votre classe de personne. Mais qu'est ce que exactement être trans-porter, ou déplacer?

Dans le cas d'un camion portant des biens, vous pouvez voir ça comme un cargo, mais dans le cas d'un bus ou d'une voiture familiale, ce sont des personnes à bord. Ce terme vient à l'origine d' "embarquer" un navire avec des planches de bois. L'homme de paille et son énergie commerciale est transféré d'un port (localisation) à un autre port, le long d'itinéraires de navigation établis ou lignes.

Remarquez comment une ligne de bus ou une ligne de train utilise la même terminologie navale que les couloirs de navigation et les routes commerciales. Ils ont des heures de départ et des destinations.

Il y a des ports maritime et des aéro-ports et la plupart d'entre nous ont des passe-ports (passeport/carte d'identité) qui vous autorises à emmené votre homme de paille ou personne dans d'autres pays. Vous devenez le bagage à auto-chargement dans un titre ou un change.

Si vous n'offrez pas un quelconque billet pour "valider" le voyage de votre personne et l'enregistrement de ses mouvements de son énergie (vous) dans le système, alors vous devrez vous préparer que les applicateurs de politique (Police, Douane etc) vont intervenir et vous pénalisez, comme vous êtes sa sûreté (celle de l'homme de paille).



J'ai prit cette photo de gens entrain de débarquer d'un train de passager, juste pour vérifier avec 5 officiers de police, 3 gardes de sécurité, plus le personnel de transport et

des chiens policiers que tous le monde avaient acheté son billet à 2.60 \$. Il est incroyable de voir jusqu'où le système ira pour asseoir sa politique sur vous et nous garder dans la peur par ces démonstrations de force.

C'est une forme de conditionnement social qui nous apprend dès le plus jeune âge à ne pas défier l'autorité. Au Japon, les enfants apprennent que « être pareil est le meilleur », et tous ceux qui ne se conforment pas ou sortent de la ligne sont mal vus.

LICENCES ET ENREGISTREMENTS

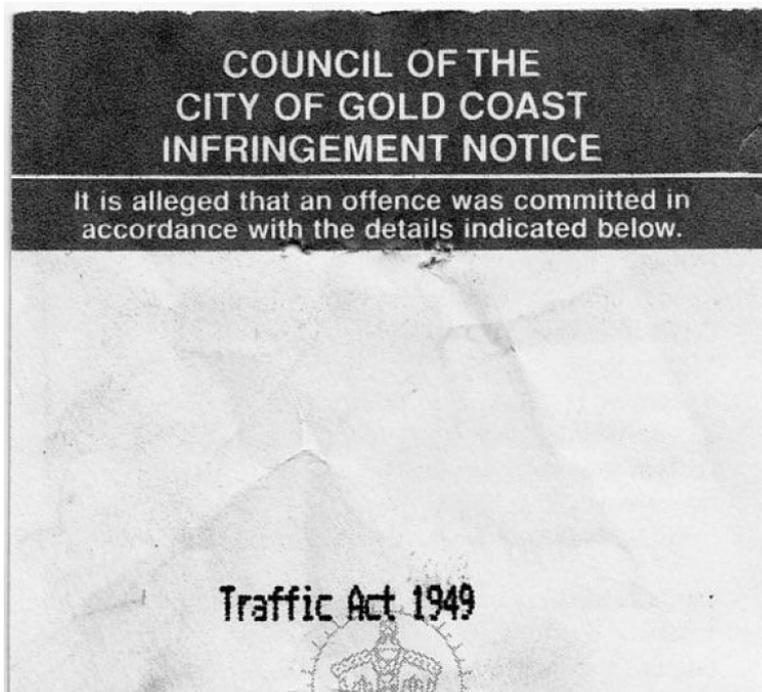
Conduire est une activité commerciale, qui est l'action de mettre un véhicule motorisé en mouvement, le responsabiliser (par rapport aux lois concernant la conduite légale). C'est une activité légale qui requiert des licences, permis, lois, réglementations et permissions du gouvernement. Tout véhicule est enregistré auprès de l'État et en essence est sa propriété. Comme avec la terre (terrain), il semble que vous ayez besoin d'un titre (carte grise) et d'un permis pour l'utiliser. Sinon, pourquoi ont-ils besoin de savoir où il est garé ?

Sans endossement ou permission, ce véhicule est inutile, sauf pour la conduite dans une propriété privée. Vous ne pouvez pas le mettre en mouvement sur une route du gouvernement sans permis ou enregistrement parce que l'État (l'entité légale artificielle) ne bénéficie pas du flux d'énergie que vous, l'animateur de choses mortes, fournit.

Il est également très préoccupé par les risques potentiels pour ses autres biens, tels que les autres personnes et les véhicules dont il extrait l'énergie. L'enregistrement (carte grise), une assurance, et un permis sont la signification de la régulation et la couverture de tous les risques de pertes commerciales. Vous devez vous souvenir que tout ça n'est qu'une illusion de séparation qui est au final juste, une illusion.

Maintenant vous comprenez pourquoi les applicateurs de politique peuvent faire tout ce qu'ils veulent quand vous êtes sur la route dans un véhicule, et pourquoi ils vous demandent votre permis, (pour avoir le nom de la personne et son lien) et pourquoi

vous pouvez être condamné à une amende pour toutes les violations au code de la route, ou toutes les autres choses auxquelles ils pensent.



Traduction:

Conseil de la ville de la Côte d'Or
Avis d'infraction

Il est allégué qu'une infraction a été commise conformément aux détails indiqués ci-dessous.

Loi sur le transport de 1949

Vous constaterez à ce stade que c'est juste une allégation, laquelle signifie qu'elle n'a pas été prouvée. C'est une offre qui requiert que vous fassiez un choix entre le silence, l'argumentation, l'acceptation ou l'acceptation sous condition.

Vous pouvez aussi voir le sceau de la reine sur l'avis d'infraction, et l'acte que la fiction a créé en espérant que vous allez jouer un rôle et lui donner une partie de votre énergie commerciale. Voyons quelques sections et définitions du code sur les Véhicules Motorisés de 1959.

Toutes ces définitions se rapportent à la personne/l'homme de paille. Vous pouvez voir que ce que vous pensiez être des mots courants sont en fait des inventions ou des modifications de la langue anglaise pour signifier autre chose.

Route veut dire une surface qui est ouverte à ou utilisée par le public et est développée pour, ou à une de ces utilités, la conduite de véhicules motorisés;

Véhicule motorisé commercial signifie -

- (a) Un véhicule motorisé construit ou adapté uniquement ou principalement pour le transport de biens (inclus un véhicule motorisé de type communément appelé un utilitaire); et
- (b) Une force motrice;

Remorque signifie un véhicule qui est construit pour être remorqué, ou est remorqué, par un véhicule à moteur, mais n'inclus pas un véhicule motorisé qui est remorqué;

Motocyclette signifie un véhicule motorisé (sans être une remorque) avec deux roues, et incluant un véhicule motorisé à deux roues avec un sidecar qui est supporté par une troisième roue;

Véhicule motorisé signifie un véhicule qui est construit pour être propulsé par un moteur faisant partie du véhicule;

Opérateur, en relation avec un véhicule à moteur, signifie la personne principalement responsable pour l'opération ou l'utilisation du véhicule;

Opérateur enregistré, en relation avec un véhicule à moteur, signifie une personne enregistré sur le registre des véhicules à moteur comme opérateur du véhicule;

Propriétaire enregistré, en relation avec un véhicule à moteur, signifie une personne enregistré sur le registre des véhicules à moteur comme le propriétaire du véhicule;

Véhicule ne comprend pas les véhicules circulant sur un chemin de fer, un tramway ou un engin mobile contrôlé et guidé par une personne marchant;

9---- Obligation de s'inscrire

- (1) Une personne ne doit pas conduire un véhicule motorisé non enregistré, ou laisser le véhicule motorisé sur la route.
- (2) Un véhicule motorisé ne doit pas être conduit sur routes sans enregistrement ou assurance sous la partie 4 comme autorisé dans la sous-section (1) sauf si il y a en vigueur une police d'assurance de responsabilité civile indemnisant le propriétaire et tout conducteur autorisé du véhicule d'un montant minimal de cinq millions de dollars en cas de décès ou de lésions corporelles causés par ou résultant de l'utilisation du véhicule sur les routes.

Une personne conduisant un véhicule sur la route sans enregistrement ou assurance sous la partie 4 comme autorisé par cette section doit, si demandé par un membre des forces de police, produire des preuves de l'assurance de responsabilité civile de la personne suivant--

(a) immédiatement au membre du corps de police qui a fait la demande; ou

(b) sous 48 heures suivant demande, au poste de police idéalement situé pour le conducteur, spécifié par le membre des forces de police au moment de la demande.

47D-----Infraction en connexion avec les plaques d'immatriculation

- (1) Une personne ne doit pas----

- (a) conduire sur la route, ou laisser stationner sur la route, un véhicule motorisé auquel est attaché une plaque d'immatriculation qui porte un immatriculation autre que celle alloué au véhicule; ou*
- (b) conduire sur la route, ou laisser stationner sur la route, un véhicule motorisé auquel est attaché une plaque d'immatriculation qui est altérée, effacée, mutilée ou ajoutée à; ou*
- (c) conduire sur la route, ou laisser stationner sur la route, un véhicule motorisé auquel est attaché une imitation colorable d'une plaque d'immatriculation; ou*
- (d) sans excuse légitime, avoir en sa possession une plaque d'immatriculation ou un article ressemblant à une plaque d'immatriculation qui est passible des confondu avec une plaque d'immatriculation.*

Bien sur, tout ça est très différent de vos droits inaliénable de voyager ou séjourner sur les chemins communs de la Terre, en paix, avec le soin et la compétence nécessaires pour le faire, sans permis/licence, restriction, enregistrement, ou peur du harcèlement, séquestration, pillage et vol.

La déclaration révélatrice sur le fait d'avoir au moins cinq millions de Dollars en assurance responsabilité civile vous montre tout de suite que c'est uniquement pour protéger leurs personnes, et n'a rien à voir avec la loi ou l'assurance.

Certains d'entre nous ont fait le pas entre le domaine public et le privé en créant leur propre plaque privés et leurs enregistrements ou juste afficher des avertissements.

En 2006 j'ai enlevé mes plaques, dé-enregistré la voiture, et a rédigé un avis pour tenter de contraindre les personnes au pouvoir au sein de "l'État" à contester mes droits inaliénables.

Qu'arrive t'il dans les cas où vous recevez une lettre en retour, probablement longtemps après que le temps légal de réponse fut écoulé tel que la loi sur les véhicules motorisé, et attirer votre attention sur les droits du citoyens et des personnes etc.

Bien sur, il n'y a aucun rebut ou déni de ce que vous avez demandé, ils ont simplement évité la question et aller dans le déshonneur volontaire, puis réclamer aucun accord ou contrat en retour si vous les défiez.

Pensez à cela par rapport à la cour quand elle est "déplacer" par votre énergie. On pourrait dire que le gouvernement de la fiction est principalement mis en place pour contrôler le mouvement. C'est comme une araignée assise dans une toile, attendant patiemment qu'une vibration indique une proie potentielle.

En parlant d'araignées et toiles de mensonges, il n'est de fait pas surprenant ce qui vous accueille à l'entrée de la court de Hague.



Pour en revenir à la question de ce qui est transporté, cela devrait expliquer pourquoi des lois telles que le port de la ceinture de sécurité et du casque sont en place, non pas pour *vo*tre protection, mais pour la protection de l'homme de paille.

Bien que je crois à la liberté et à l'idéalisme des transports privés, je ne le recommande pas pour le moment. Il existe toujours une peur sous-jacente du harcèlement, des arrestations et des détentions illégales, exposant vous-même ou votre famille à la brutalité policière et à un éventuel enlèvement, sans oublier le fait que le public (agents du système) non encore débranché pourrait voir votre voiture et la signaler. , pensant être un citoyen responsable sans connaître la vérité.

Après une rencontre particulièrement pénible avec un officier très agressif, qui voulait monter à bord de notre vaisseau, j'ai décidé de faire une pause jusqu'à ce que je puisse garantir notre sécurité et maintenir l'équivalent de l'immunité diplomatique à l'égard de cette politique forcée.

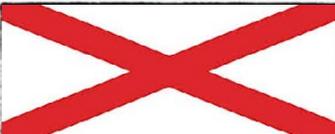
L'idéalisme ne justifie pas de mettre vos proches en danger. Rappelez-vous que ceci est relativement nouveau pour tout le monde et qu'il y a énormément de personnes, donc l'hypothèse est que nous sommes TOUTES les personnes sous leur contrôle. Les temps changent et il y a un énorme virage de conscience qui va régler le problème.

REINE, COURONNE ET COMMONWEALTH

Alors, qu'est-ce que c'est que cette entité "souveraine" omniprésente et pourquoi détient-elle le plus grand siège du pouvoir au monde aujourd'hui? pour ceux d'entre vous qui ne le savent pas, sachez que le drapeau britannique (The Union Jack) est en réalité l'union de Jacob, et en fait trois drapeaux combinés. Les Bri-ish (Britannique) ("*Bri*" signifiant *alliance* et "*Ish*" signifiant *homme*) seraient les seuls vrais Juifs. À l'origine, il y avait 12 tribus d'Israël (bon, 13 pour être précis), y compris la tribu de Dan qui a ensuite déménagé en Europe et est devenu le Dan-ish (Dan-ois) au Danemark.

THE UNION JACK

Symbolising God's Covenant with Israel.

<p style="text-align: center; font-size: small;">SCOTLAND—ST. ANDREW</p>  <p style="font-size: x-large; color: red; font-weight: bold; text-align: center;">1</p> <p style="font-size: small;">White cross on blue background.</p>	<p><u>The Abrahamic Covenant -</u> With his hands crossed, Jacob passed on the blessings of national greatness to Ephraim and Manasseh. This was not a blood covenant, hence the blue background. Genesis 48.</p>
<p style="text-align: center; font-size: small;">IRELAND—ST. PATRICK</p>  <p style="font-size: x-large; color: red; font-weight: bold; text-align: center;">2</p> <p style="font-size: small;">Red cross on white background.</p>	<p><u>The Mosaic or Old Covenant -</u> A blood covenant, broken by Israel, symbolised by the red cross broken in the centre. The covenant of Moses broken by Israel showed need of a saviour. Jeremiah 31 : 31-34.</p>
<p style="text-align: center; font-size: small;">ENGLAND—ST. GEORGE</p>  <p style="font-size: x-large; color: red; font-weight: bold; text-align: center;">3</p> <p style="font-size: small;">Red cross on white background.</p>	<p><u>The New Covenant of Redemption -</u> The victory of Christ over Satan's evil kingdom (St. George over the Dragon) established by the New Covenant. The blood of Christ shed on the cross shown by the red cross of St. George. Redemption of Israel and personal salvation now possible through the crucifixion of The Saviour. Hebrews 13 : 20-21.</p>
<p style="text-align: center; font-size: small;">THE UNION OF JACOB</p>  <p style="font-size: x-large; color: red; font-weight: bold; text-align: center;">4</p> <p style="font-size: small;">Red crosses on white with blue background.</p>	<p><u>National Flag of the Anglo-Saxon - Celtic People -</u> Identifying Israel-Jacob today. Note the cross of St. George predominating. The New Covenant brought blotting out of transgressions committed under Old Covenant, and made possible fulfilment of national promises given under two covenants. Jesus Christ, Redeemer of Israel; and Saviour of the world. Luke 1 : 68 John 1 : 29.</p>

Traduction:

L'Union Jack

Symboliser l'alliance de Dieu avec Israël.

1 La Convention d'Abraham drapeau Écossais - St.andrew

Avec les mains croisées, Jacob a transmis la bénédiction de la grandeur nationale à Éphraïm et à Manassé. Ce n'était pas une convention de sang, d'où le fond bleu.
Genèse 48

2 La Mosaïque ou Ancienne Alliance drapeau Irlandais – St.patrick

Une alliance de sang, brisée par Israël, symbolisée par une croix rouge brisée au centre. L'alliance de Moïse brisée par Israël montre le besoin d'un sauveur. Jérémie 31: 31-34

3 La nouvelle alliance de la rédemption drapeau Anglais – St.george

La victoire de Christ sur le royaume diabolique de Satan (Saint Georges sur le Dragon) établie par la Nouvelle Alliance. Le sang du Christ versé sur la croix indiquée par la croix rouge de Saint-Georges. La rédemption du salut personnel et personnel est maintenant possible grâce à la crucifixion du Sauveur. Hébreux 13: 20-21

4 Drapeau national des pays anglo-saxon . Peuple celtiques drapeau de l'Union Jack

Identifier Israël-Jacob aujourd'hui. Notez la croix de Saint-Georges qui prédomine. La nouvelle convention a effacé les transgressions commises sous la vieille Convention et a permis de tenir les promesses nationales faites en vertu de deux pactes. Jésus Christ, Rédempteur d'Israël; et sauveur du monde. Luc 1:68 Jean 1:29

Fin de la traduction

La famille Royale Britannique est un mélange de sang Juif et Allemand, laquelle s'étend jusqu'à Israël. Si vous pouvez avoir la charte complète appelée «God's Great Week» vous pouvez voir que la lignée descend jusqu'à Juda (voir Bible).
Il est facilement accessible sur internet.

La pierre de Couronnement qui se trouve sous le Trône dans l'abbaye de Westminster, où les Rois et les Reines sont Couronnés, est la Pierre de Jacob importée d'Israël, via le Rocher de Gibraltar, en Irlande, puis en Écosse et enfin à Londres.

Maintenant, gardant cela à l'esprit, et ce dont nous avons discuté en ce qui concerne les navires et le droit de l'Amirauté, considérons cet article comme un texte que j'ai découvert par hasard:

«Un vaisseau est un récipient, un ustensile, un plat, un article ou une chose. Le mot Hébreux pour vaisseau (Parmi d'autres) est réceptacle; un récipient ou un espace pour placer ou stoker des choses. En court, le vaisseau est fait dans le seul but de contenir des objets. Tous les vaisseaux sont créés par l'intention du créateur. Le Seigneur désigne la tribu d'Israël comme étant un vaisseau et Lui même comme le potier.»

-(Note du traducteur: peut être une allusion au potier qui crée la forme/la vie a partir de la terre de ses mains, le potier faisant des pots /des corps (pouvant accueillir la personnalité juridique?) /des humains (seulement les juifs? Dans ce cas que sont les non-Juifs?) qui peuvent contenir de ce fait un peu de lui même/de Dieu)

De ce que j'ai été capable de recueillir, la Reine n'a plus de pouvoir mais est là pour la figuration, le symbole d'une entreprise privée, dont les pouvoirs ont été transférés au Commonwealth (qu'importe l'entité qu'elle puisse être) et maintenant en joignant l'Union Européenne, le pouvoir a encore été transféré. Il y a beaucoup de débats sur le pouvoir actuel de la Reine a ici en Australie, vu que nous sommes sensé être une nation souveraine, mais la Police, Les tribunaux et autres officiels continu de porté un serment à la Reine.

Contrairement à la croyance populaire, le COMMONWEALTH D'AUSTRALIE n'est pas un pays, une masse terrestre ou une place physique que vous pouvez visiter. Vous ne pouvez pas y être né et ne pouvez pas y voyager dessus. C'est simplement le nom d'une entité légale artificielle.

Ce me fut confirmé par téléphone par son représentant légal, Mr Adrian Deitz, dont le nom, les coordonnées des cabinets d'avocats et des avocats sont disponibles dans les documents correspondants sur le site Web de la US SEC (Securities and Exchange Commission). C'est ce que vous trouverez en effectuant une recherche d'entreprise.



U.S. Securities and Exchange Commission

COMMONWEALTH OF AUSTRALIA (0000805157)

SIC: 8880 - American Depositary Receipts
State location: DC | Fiscal Year End: 0630

Business Address

1601 MASSACHUSETTS AVE NW
C/O AUSTRALIAN EMBASSY
WASHINGTON DC 20036

Question: Est ce que l'encre noire sur cette pièce de papier ressemble à un pays? Plus important, pensez vous que cette chose puisse faire quoi que ce soit par soit même? Pouvez vous y aller physiquement, y être né ou faire quelque chose avec?

La réponse est bien sûr que non. Le seul moyen pour vous d'interagir ce fait par l'homme de paille.

Heureusement j'étais capable d'obtenir une copie du document suivant et beaucoup d'autres par un collègue de recherche, ils ont depuis été enlevé ou caché du public sur le site de l'ASIC.



ASIC

Australian Securities & Investments Commission

National Names Index

Index of corporate and business names

SEARCH TIPS

1 of 2250 names found (* indicates former name)

Number	Status	Name
066561153	NRGD	THE STATE OF NEW SOUTH WALES

END OF LIST

An additional 2249 entries were found containing the phrase OF NSW

SEARCH AGAIN

To purchase further information about companies, contact our Information brokers.

Important Notice

This service is provided solely for general information purposes. By provision of the service ASIC does not provide legal or other professional advice. ASIC expressly disclaims any liability arising from use of the service. If you require legal or other expert advice or assistance, you should seek the services of a competent professional person.

Created by the Australian Securities and Investments Commission. <http://www.asic.gov.au>
Copyright © 2000 Australian Securities and Investments Commission.
To give us your comments send feedback to netsearch@asic.gov.au.

Il y a aussi une grande différence entre la femme connu comme la Reine Elizabeth II et diverses sociétés ou entités juridiques qu'elle contrôle, comme par exemple SA MAJESTÉ LA REINE DU DROIT DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE.

NSW BN97889322	DRGD	DEPUTY COMMISSION AND TAXATION
NSW T8128242	REGD	RESERVE BANK OF AUSTRALIA BANKING SERVICES
Company Information: HER MAJESTY THE QUEEN IN RIGHT OF NEW ZEALAND		Page 1 of 2
	Home EDGAR Search Home Latest Filings Previous Page	U.S. Securities and Exchange Commission
HER MAJESTY THE QUEEN IN RIGHT OF NEW ZEALAND (0000216105)		
SIC: 8888 - Foreign Governments State location: Q2 Fiscal Year End: 0630		
Business Address 1 THE TERRACE NATIONAL PROVIDENT BLDG WELLINGTON NEW ZEALA Q2 6015		Mailing Address C/O NEW ZEALAND DEBT MANAGEMENT OFFICE TREASURY 1 TERRACE PO BOX 3724 WELLINGTON NEW ZEALA Q2 6015
		To limit filing results, enter form type or date (as 2002/05/23).
		Form Type _____ Prior to _____

LA COURONNE est aussi une entité/corporation légal artificielle, et ne se réfère pas à la couronne physique porté par la Reine.

C'est une entreprise ou un groupe d'entreprises/entités qui agissent comme des sociétés de portefeuille, qui facilitent l'extraction de la richesse commune de ses citoyens. Le pourquoi nous laissons encore ce système flagrant d'esclavage dépasse ma compréhension...

Guidance and Requirements for Crown Entities



Preparing the Statement of Intent

December 2008

New Zealand Government

Il a été dit que nous sommes tous perdus dans une mer de juridiction de droit maritime en Amirauté.

La plupart des lois en vigueur aujourd'hui sont originaire d'Angleterre ou de Rome un jour ou l'autre, et sont copyright de la Couronne comme montré dans l'exemple que j'ai trouvé en petit caractère en bas d'une déclaration d'accident.

Crown copyright. All rights reserved. Reproduction prohibited other than photocopying for the purpose of making a claim.
© Motor Accident Insurance Commission. December 2001.

Chacun des états, territoires, courts, police, écoles et hôpitaux, sont tous des entités légales. Maintenant vous pouvez voir que votre Homme de Paille vie dans un monde fictionnel, pas dans le vrai.

AVOIR LA LIBERTÉ VS ÊTRE LIBERTÉ



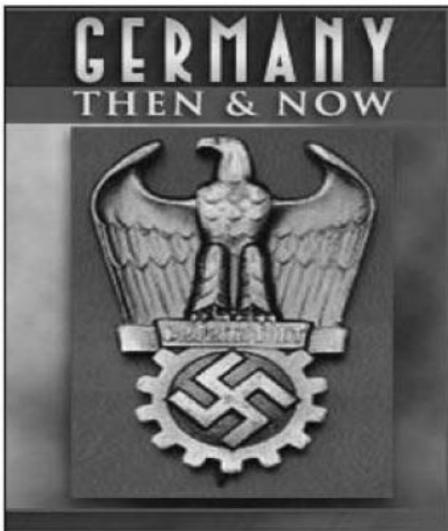
La Statue de la Liberté (Semiramis, Columbia, la Triple Déesse, trois étoiles et une Reine Amazone) est réellement la Déesse de la Guerre Babylonienne. Vous pouvez la voir personnifié dans des compagnies comme Amazon (créer par un membre de la Phi Beta Kappa qui est un club d'étudiants Américain) et comme logo pour Tri-Star Colombia, et elle apparaît encore dans toute sa gloire sur la monnaie AMERO proposée qui pourrait être introduite pour remplacer le dollar américain défaillant, qui représentait la devise de la société des États-Unis d'Amérique.

Maintenant avec l'union de l'Amérique du Nord (Mexique, USA, Canada) tous joint comme un super état, les pouvoirs qui sont, ceux qui contrôlent les banques et les entreprises n'ont besoin que de casser le dollar américain pour pouvoir asservir la population et voler leur richesse. Ce temps semble être arrivé sur nous.

Voici un aperçu du projet de monnaie AMERO par rapport à une ancienne pièce représentant des sémiramis. L'économie mondiale est finie, elle ne peut pas survivre car elle est basée sur la fiction, la création de papier-monnaie n'ayant plus rien, et l'octroi de prêts nuls, c'est un système bancaire qui a pris fin.



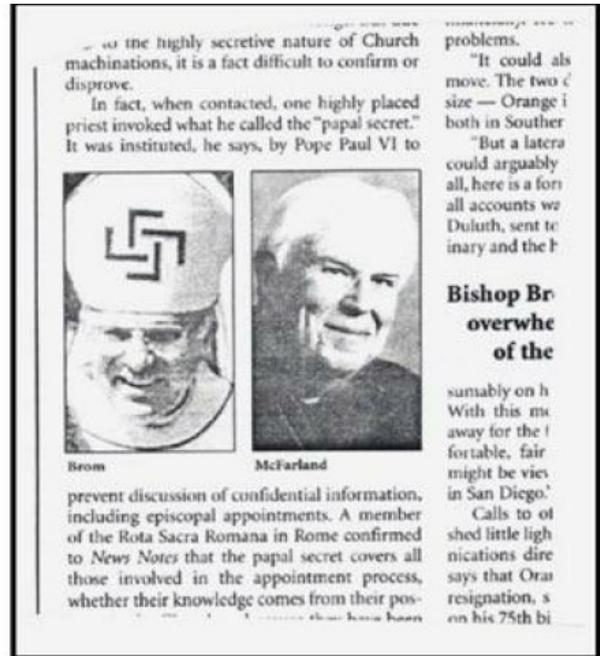
Ici est Liberty (Semiramis) tenant sa torche éclairante avec le monde jeté de côté, et aussi tenant sa lance iconique. Caché derrière elle une pyramide, sous ses jambes et sur face avant de la pièce figure l'aigle NAZI montrant L'UNION DU NORD AMÉRICAIN. Voyez vous des éléments communs dans ces images.



Est ce toutes ces «Unions» seraient un retour à l'union de Jacob? Même le Vatican a l'Union Jack dans sa cour en forme de «trou de serrure» avec un obélisque Égyptien en son centre.

Les deux autres obélisques sont à Londres et à Washington DC (District of Columbia).

Maintenant, tous le monde a entendu parler du Troisième Reich, mais qui du premier et du second? Reich correspond à «Empire» et le premier Reich fut le Saint Empire Romain. Le Second «Reich» fut celui des Illuminé de Bavière (Illuminati). Le Troisième «Empire» ne c'est jamais arrêté, comme tous les meilleurs scientifiques Allemand et leader furent emmenés aux Amériques, faisant apparaître la NASA et la CIA. New York est aussi connu comme l'État Empire.



Nous connaissons tous le symbolisme Égyptien/Maçonnique dans Washington, dans la position des routes et des monuments, vous pourriez penser que l'Australie est très loin de tout ce mysticisme occulte et de ses symboles secrets



C'est le sommet d'un pentagramme satanique à cinq branches qui est disposé de manière presque identique à ceux de Washington DC et de New Delhi, en Inde.

Ce livre n'est pas vraiment sur le Nouvel Ordre Mondial, mais personne ne peut explorer le monde caché sans constamment sauté sur des squelettes cachés dans des placards. J'ai écrit un livre complet sur le sujet qui s'intitule THE BLACK BOOK, qui est le livre 3 de la série.

LA MORT DE L'ÉPOUVANTAIL

Faites un tour dans le journal local et vous trouverez une section publique, où ils listent les naissances, les morts et les mariages. C'est le listing des aller et venu, enregistrements et dé-enregistrements de personnes fictionnelles. La coupure suivante montre la fermeture de comptes, et l'avis publique de la «mort» de la personne.

Summary of today's death notices

BADENOCH, Robin James	LOCKWOOD, Jean Edna
BATEMAN, Muriel	MacMAHON, Anne Lennon
BESENYO, Jozsef	MANNING, Robert John
BLACKLOCK, Bev	MARGHERIT, Lara
BOOKER, Helena	MATTHEWS, Jacqui
BREY, Shirley	McAFFERY, Ada
CORREN, Denis Henry	MERULLO, Vittorio
COUNTOURIS, Vasiliki	MULLIGAN, Margaret
CUNNINGHAM, Scott Arthur	MYERS, Maxwell Gordon
DALES, Anna Maria	NANCARROW, Sheila Joy
DALLE-NOGARE, Ant	NECHVOGLOD, Julia
DALY, Raymond Dominic	NOBLE, Eileen Mary
DANIEL, Mary Dawn	NOTTLE, Joan Eileen
DIMOPOULOS, Ioannis	NUTTALL, Edgar
DOWLING, Kevin Henry	PHILLIPS, Glen
DUNGEY, Geoff	READ, Dorothy
EASTHAM, Gaylene	RICHTER, Dieter
ELBOROUGH, Arthur Bryan	ROWE, Nancy Gene
FEWSDALE, Nellie	RUSH, Jack Wesley Snr.
FRAZER, Laurie Zeigler	SAINT, Eugene
FULLER, Norma Gladis	SIMMILL, Elizabeth
FURNISS, William John	SIMPSON, James
GALE, Norma Wallridge	SKELTON, Angela Jane
GHILLANYI, Laszlo	TAYLOR, Burnley
GOLDSACK, Elva Mavis	TEMPLEMAN, Florence May
GRAY, Joan Marie	THOMAS, Brian Gordon
GRAY, Ruth Pearl	THOMAS, Marilyn Grace
GRENVILLE, Irene Gertrude	THUMM, Hermann
HANCKEL, Norman Paul	TURNER, Lyall Wesley
HORTON, John Brian	VARNEY, Elizabeth Barbara
KANGUR, Valdek	VIAL, Victor Severino
KAWALOK, Terry Lee	WAHLQVIST, Lawrence Victor
KELLETT, Verna May	WEBBER, Ray
LENNY, Patricia	WOOD, Netherley Ann
LINDSAY, Blyth	

Whenever possible we will endeavour to place Death Notices into "family" order. Unfortunately there are circumstances when this is beyond our control due to available space and the size of some notices.

IDENTIFICATION

Sovereign Identification	
INSERT PHOTO HERE	No: CURRENT- NO EXPIRY
	Name:
	Date of Birth:
	Year:
	Place of Birth:
	Country:
	Mail: c/o
Signature: _____	
<small>The holder of this identification instrument warrants that this is a true photo of the abovementioned Sovereign and that the signature written upon this instrument was scribed by the hand of the same. Any and all challenges to the validity or authority of this instrument is hereby void by consideration of jurisdiction, authority and subject matter. Any claim upon the validity of this instrument shall be considered defamation.</small>	
All Rights Reserved	

NOTICE		
Unauthorised use of this identification instrument is prohibited.		
<small>This identification instrument is property of _____ and may not be confiscated, withheld, destroyed, invalidated, transferred, misrepresented, photocopied without consent, duplicated or otherwise used without prior express written consent by _____. A fine of AU\$250,000.00 shall apply to any flesh and blood being or legal entity that infringes upon these terms.</small>		
<small>_____ warrants that he is a flesh and blood sovereign freeman, and accepts no other authority above his own. This identification instrument renders any and all other previous forms of identification as null and void by way of misrepresentation.</small>		
<small>_____ denies classification as a legal entity, body corporate sole trader, person, corporation, or any other kind of legal fiction created or defined by a corporation, government or law other than his own.</small>		
<small>No contract or agreement, express, implied or otherwise shall exist in the event that this identification is requested for any reason whatsoever.</small>		
NOTE:	TM,	TM, TM and all other variations are limited liability legal fiction/trademarks and intellectual property owned and controlled by _____ and carry a fine of AU\$250,000.00 for each and every unauthorised use.

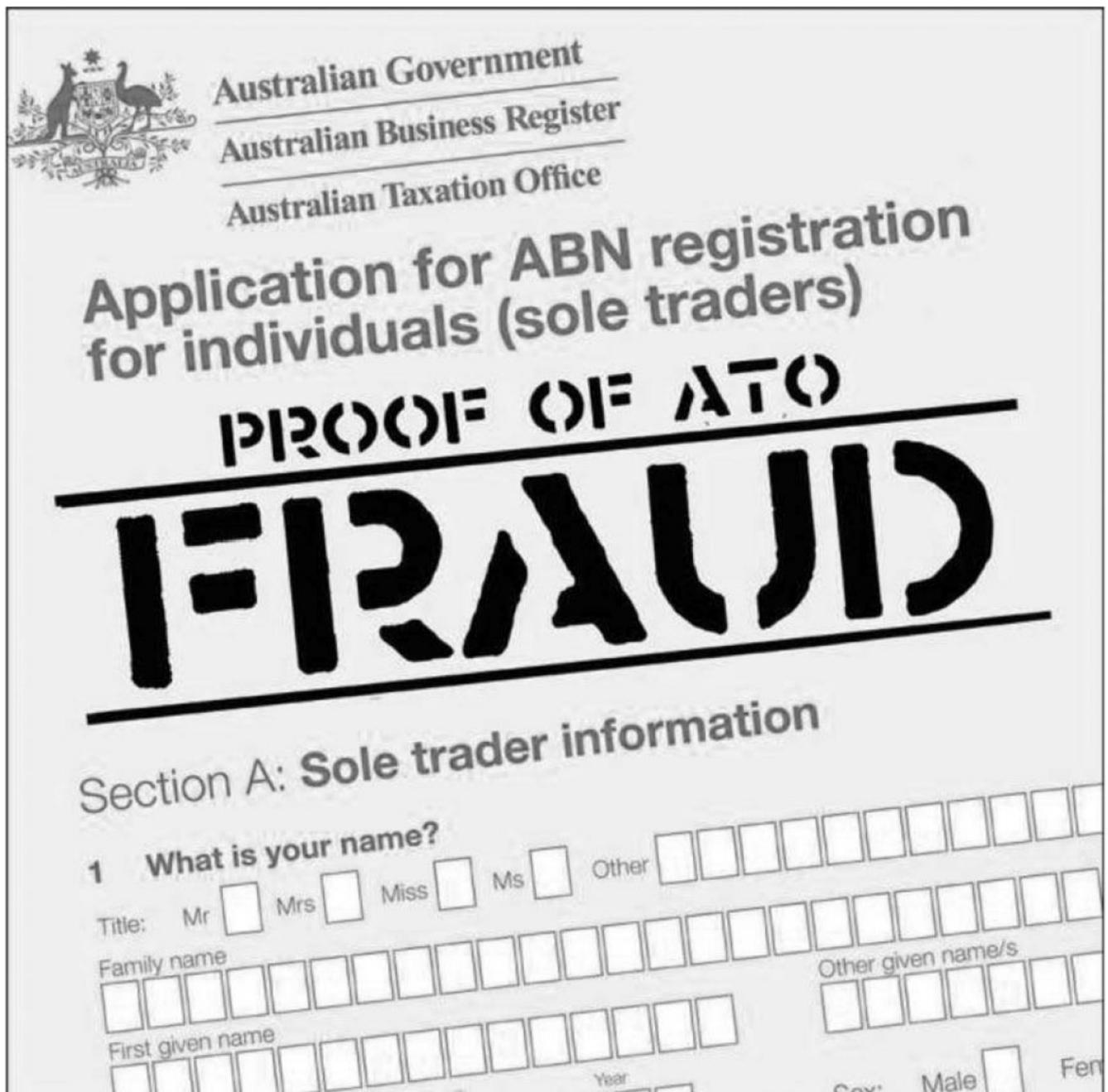
Ceci est un exemple de pièce d'identité légitime que j'ai créé il y a quelques années et qui a besoin de ré-écriture pour refléter les dernières informations et dispositions selon d'autres documents dans ce livre, mais peut servir d'exemple pour ceux qui ont un logiciel comme Photoshop ou programme d'édition d'image et de texte et peuvent les utiliser.

Il n'y a aucune méthode toute faite pour devenir un homme ou une femme libre, mais ce que je peut suggérer est de chercher et de prendre le contrôle de votre homme de paille en corrigeant vos obligations contractuel passé, au mieux que vous pourrez. Commencez avec quelque chose de simple comme une carte de librairie, puis allez sur votre carte bancaire, permis de conduire (vous aurez besoin d'une nouvelle pour la signer proprement), votre passeport et à partir de maintenant, souvenez vous comment signer correctement au nom de votre homme de paille, comme créateur principal, et non plus comme sa sûreté/responsable pour lui.

Si quelqu'un vous demandes pourquoi, dites leur vous avez une marque déposé qui ressemble à votre nom, donc il ne peuvent pas imprimer votre vrai nom, ils ont besoin d'ajouter les lettres TM au nom légal.

LA FISCALITÉ ET L'ATO

Dans cette section, je vais tenté de présenter le maximum de recherches que j'ai été capable de découvrir sur l'ATO (Australian Taxation Office = Bureau des Taxes Australien) et le système des impôts, mais je doit prévenir que ce ne doit pas être prit comme des conseils légaux. Ce sur quoi je vais me focaliser est la fraude et l'illusion aussi bien que la propagande associés avec la collection de taxes sur la personne. Je vais commencé avec un des termes les plus incompris que l'ATO utilise pour frauduleusement vous faire éligible aux taxes/impôts, le label de "Sole Trader"(commerçant indépendant).



The image shows a document from the Australian Government, Australian Business Register, and Australian Taxation Office. It is an application for ABN registration for individuals (sole traders). The document is titled "PROOF OF ATO FRAUD" in large, bold, black letters. Below the title, it says "Section A: Sole trader information". The first question is "1 What is your name?". The form includes fields for Title (Mr, Mrs, Miss, Ms, Other), Family name, First given name, Other given name/s, and Sex (Male, Female). The form is partially filled out with boxes for text entry.

Sole Trader=Commerçant indépendant signifie: Une personne qui est un membre d'une l'organisation d'échange des titres de valeurs; (Notez la dualité avec le terme 'soul trader'(Vendeur d'âme) et vous aurez une description plus parlante)

Membre d'une organisation signifie: Quelqu'un en relation avec une échange de titre ou une bourse d'action

Échange de titre signifie: Une clause/provision (autre qu'une clause/provision de ce chapitre ou chapitre 6 ou 7) dont le but avec un règlement, définissant cette expression, est en vigueur - une bourse de valeurs comme définie par ce règlement.

ATO FORMES D'APPLICATION

Le formulaire de demande intitulé "**Enregistrement ABN pour les particuliers (commerçants indépendants)**" est disponible dans la plupart des bureaux ATO et est à la fois trompeur et frauduleux pour les raisons suivantes:

1. Le titre informe tous ceux qui se considère eux même comme étant un individu qui sont classifiés comme commerçant indépendant par les bureaux de l'ATO et par le Commonwealth d'Australie.
2. Si un "commerçant indépendant" est un "individu", alors par définition un individu dans le même contexte doit prendre la même signification que:
"Une personne qui est un membre d'une organisation d'une échange de titres" (Loi sur les Entreprises de 1999)
3. Depuis qu'un être vivant n'est pas une organisation ou une entité légale, alors dans ce contexte, une personne doit être une entreprise.
4. Depuis qu'une personne dans ce contexte signifie une entreprise, alors un individu dans ce contexte est aussi une entreprise. Aucun de ces termes n'est relatif aux êtres vivants naturel, seulement aux entités légal artificielles.

SECTION 17 PRÉLÈVEMENT DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

17(1) [Prélèvement sur les revenus imposables de certaines personnes]

"Sous réserve de la présente loi, l'impôt sur le revenu aux taux déclarés par le Parlement est perçu et doit être payé, pour l'exercice commençant le 1er juillet 1965 et pour chaque exercice suivant, sur le revenu imposable tiré au cours de l'année de revenu par toute personne, résidente ou non-résidente "

(h) le terme "personne" inclus un individu, une entreprise et tous les autres corps de personnes;

Impôt: Une charge, spécialement une charge pécuniaire laquelle est imposé par l'autorité. Spécifiquement: Une charge ou fardeau posé sur les personnes ou les propriétés pour le soutien d'un gouvernement.

Prélèvement: L'acte de prélever ou collecter par une autorité, comme la levée des troupes, taxes etc.

Le document et le rapport suivant m'ont été confié à des fins de recherche, et est reproduit ici dans votre intérêt.

Gardez à l'esprit ce que j'ai dit précédemment sur la citoyenneté et les contrats cachés. Cela démontre cependant, qu'il y a beaucoup de choses qu'on ne nous dit pas sur les obligations contractuelles et l'esclavage volontaire qui se perpétuent.

(Note du traducteur)

La suite de livre comprend un passage non traduit car peu utile, il présente un questionnaire que l'auteur envois aux autorités dans le but de connaître les connaissance et les compétences de la personne de l'ATO qui recevra le questionnaire.

Certains passages seront traduit car ils comportent des indications à intérêt.

Les sujets du questionnaire vont de la compréhension par l'agent de l'ATO sur la définition de la «personne» et le droit du gouvernement sur les êtres humains.

Vous pouvez retrouvé le questionnaire sur le livre non traduit en anglais.

COMPRÉHENSION

L'auteur déclare qu'il NE COMPREND PAS. (does not understand)

"**Under**"(sous): dans ou à une position en dessous ou en dessous de quelque chose. Dans ou dans une condition de sujétion, de subordination ou d'inconscience.

"**Standing**"(rester): Une position de laquelle quelqu'un peut affirmer ou faire respecter les droits et devoirs légaux.

LES ACTES ET LES LOIS

"**Acte**": Un document légal codifiant le résultat de délibérations d'un comité ou d'une société ou d'un corps législatif.

DÉFINITIONS

Human (Humain): Hue-man (la teinte/couleur d'un homme)

-Person (Personne): (nom)

1. Un être humain individuel

2. Un être humain ou corporation reconnu par la loi comme ayant certains droits et des obligations.

Person (Personne): Dans le sens d'un être humain individuel.

People (les Gens/personnes): Une être humain (personne naturelle) ou une corporation (personne artificiel) vu comme ayant des droits et devoirs sous la loi.

Dictionnaire de Chambre 9 eme édition

-Person (*Personne*):

1. *Un être humain individuel*

2. *Un être humain ou corporation reconnu par la loi comme ayant certains droits et des obligations.*

Dictionnaire Australien Collins 5 eme Edition

-Person (Personne):

1. Un être humain, qu'il s'agisse d'un homme, d'une femme ou d'un enfant.

2. Tout être humain ou corps de gens artificiel, ayant des droits et des obligations sous la loi.

Note: Aucun de ces dictionnaire ne référencent un individu comme étant un "commerçant indépendant". C'est une fallacieuse et frauduleuse définition, ce qui n'est pas commun à la langue Anglais.

LA LOI DES ENTREPRISES

L'extrait suivant provient de la loi des entreprises de 1989.

"Acte" signifie:

- (a) sauf par rapport à une juridiction – un Acte du commonwealth; et
- (b) en relation avec une juridiction:
 - (i) dans le cas d'un Etat – un Acte passer par le Parlement de l'État; ou
 - (ii) dans le cas du territoire du Nord – un Acte du Nord du territoire; ou
 - (iii) dans le cas du territoire de la Capitale – un Acte or Ordonance du territoire de la Capitale;

LA LOI DES CONTRATS

Une demande peut être considéré comme un contrat.

Pour qu'un contrat valide soit exécuté, qui doit être avoir:

"Un contrat est une promesse ou un ensemble de promesses juridiquement contraignantes faites par une partie à une autre et, en tant que tel, reflète les politiques représentées par la liberté contractuelle. En droit civil, les contrats sont considérés comme faisant partie du droit général des obligations."

Wikipédia, l'encyclopédie gratuit.

Le droit des contrats de base, en common law, traite de quatre types de questions:

1. Quand et qui a formé le contrat?
2. Quand une partie peut t'elle échapper à ses obligations du contrat (tel que un contrat formé sous la contrainte ou en raison d'une fausse déclaration (le dol juridique) et l'erreur)?
3. Quel est le sens et l'effet à donner aux termes d'un contrat?
4. Quel est le recours donné en cas de rupture d'un contrat?

FORMATION DU CONTRAT

Généralement, la formation d'un contrat requière une affaire dans laquelle il y a une manifestation mutuelle d'effectuer un échange et une considération (voir aussi considération en droit Anglais).

Échapper d'un contrat: Une partie peut sous certains cas échapper aux obligations établis par un contrat pour une des raison suivantes:

- Mutuelle ou unilatérale erreur en ce qui concerne une hypothèse de base sur laquelle le contrat a été produit
- Fausses déclarations sur des faits ayant amené l'une des parties à conclure le contrat
- Contrainte induisant une des partie à entrer en contrats
- Manque de capacité à contracter (tel que l'enfance, l'influence de drogues, l'alcool ou les maladie mental)
- Inconscience
- Violation d'une politique publique
- Absence d'écrit attestant la formation du contrat si le statut de fraudes l'exige
- L'exécution du contrat devient impossible, extrêmement difficile ou coûteux en vertu d'évènements ce produisant après que le contrat soit formé.
- Le principal préposé du contrat est substantiellement frustré par la vertu d'évènements ce produisant après que le contrat soit formé.
- (pour le droit français il existe le dol juridique, qui correspond a une pratique d'une des parties dans le but de trompé une autre partie dans la mise en forme du contrat en sa défaveur)

Dans certains situations, un contrat collatéral peut exister.

SIGNIFICATION ET EFFET DE TERMES DU CONTRAT

Beaucoup de disputes de contrat évoluent en désagrément entre parties sur ce que les termes du contrat requirrent à chaque partie de faire ou empêche de faire. Par conséquent, beaucoup de règles de la loi des contrats se rapportent à l'interprétation de termes d'un contrat qui sont vague ou ambigu. La règle de la preuve orale limite ce qui peut être pris en compte lorsque l'on tente d'interpréter un contrat.

Privity (lien forcé des deux parties): En général, seules les parties d'un contrat peuvent poursuivre en justice pour la rupture d'un contrat.

VALIDITÉ DES CONTRATS

Pour qu'un contrat soit valide, il doit suivre certains critères suivant:

- **Consentement mutuel** -(voir l'article principal sur l'offre et l'acceptation): Il doit y avoir un consentement exprès ou implicite. L'exigence essentiel est

l'évidence qu'on les parties à avoir chacun une perspective objective engagé dans un comportement manifestant leur consentement, et un contrat sera formé quand les parties auront satisfait à une telle exigence. Pour qu'un contrat basé sur l'offre et l'acceptation puisse imposer, les termes doivent être capable de détermination dans le sens où il est clair que les parties ont donné leur assentiment sur les même termes. Les termes, comme la manifestations de consentement elle même, est déterminé objectivement.

- **Considération:** Il doit y avoir une considération (voir le terme considération sous la loi Anglaise) donné par toutes les parties, signifiant que chaque partie confère un bénéfice à l'autre partie ou soit même reconnu de ce fait comme un détriment, comme une réduction des autres moyens d'action de la partie, où elle serait par ailleurs libre d'agir sans restriction quant à l'objet.
- **Compétence, Parties (Sui Juris) adultes:** Chaque parties doit avoir la capacité de comprendre les termes du contrat qu'ils ont entériné, et les conséquence des promesses qu'ils ont fait. Par exemple, les animaux, les enfants mineurs, et les individus mentalement déficient n'ont pas la capacité de former des contrats, et tout contrat avec eux sont considéré comme annulé ou annulable.
- Même si les entreprises sont techniquement des fictions légale, ils sont considérés comme des personnes sous la loi, et peuvent s'engager dans des contrats.

Pour les adultes, la plupart des juridictions ont des statuts déclarant que la capacité des parties dans un contrat est présumé, de sorte qu'une personne qui s'oppose à l'exécution d'un contrat au motif qu'une partie n'a pas la capacité d'être liée porte le fardeau de la persuasion sur la question de la capacité.

- **Sujet Valable et légal:** Le contrat doit avoir des objectifs légitime. Un contrat pour commettre un meurtre en échange d'argent ne sera pas contraint et forcé par une court de justice. C'est annulé *ab initio*, signifiant « dès le commencement».
- **Droit de recours mutuel:** Chaque partie doit avoir un droit égal de recours pour la rupture de termes du contrat par l'autre partie.
- **Obligation mutuel d'exécution:** Chaque partie doit avoir certaines obligations à remplir à l'autre. Cela peut être distingué de la **Considération**, qui peut être une incitation initiale dans le contrat.

CONTRATS EXPLICITES ET IMPLICITES

Un contrat peut être soit un contrat explicite ou un contrat implicite. Un contrat explicite est un contrat dont les termes sont exprimés verbalement, soit oralement ou par écrit. Un contrat implicite est un contrat dont certains des termes ne sont pas exprimés avec des mots.

Un contrat implicite peut être soit implicite dans les faits ou implicite dans la loi. Un contrat implicite est en réalité un contrat dans lequel, dans certaines circonstances, les parties sont parvenues à un accord, même si elles ne l'ont pas encore fait expressément. Par exemple, en se rendant chez un médecin pour un traitement physique, un patient accepte de payer le prix de l'air (comprendre le prix du service non matériel) pour le service rendu. S'il refuse de payer après avoir été examiné, il a violé un contrat implicite de fait.

QUASI-CONTRAT

Un contrat lequel est implicite dans la loi est aussi appelé un quasi-contrat, parce qu'il n'est pas dans les faits un contrat; ça veut dire pour la Court de remédier à une situation dans laquelle une partie serait injustement enrichi si il ou elle ne serait pas tenu de dédommager l'autre. Pour exemple, un patient inconscient traité par un docteur sur une scène d'accident qui n'as pas accepté (soit explicitement ou par implication) de payer le docteur pour les services d'urgence, mais le patient aurait été injustement enrichi par les services du docteur si le patient n'était pas tenu d'indemniser le médecin.

Les règles qui régissent de nombreux contrats sont énoncées dans des lois spécialisées traitant de sujets particuliers. La plupart des pays, par exemple, ont des statuts lesquels traitent directement avec la vente de biens, les contrats de location, etc.

Par exemple, beaucoup d'états Américain ont adopté l'Article 2 du Code du Commerce Uniforme (UCC), lequel régule les contrats de vente de biens.

Il y a donc beaucoup d'actes autour du monde qui traitent avec des type de transaction spécifique et de business. Par exemple, les états de Californie et de New York au U.S.A ont des statuts qui régissent la fourniture de services aux clients par les studios de la santé, et le Royaume-Uni a mis en vente la bonne loi de 1979 qui régit les contrats entre vendeurs et acheteurs.

RESPONSABILITÉ PRINCIPALE

GOLD COAST CITY COUNCIL		ORIGINAL
ADMINISTRATION CENTRE, GOLD COAST, QUEENSLAND		
SURFERS PARADISE TELEPHONE: (07) 55 816000 FAX: (07) 55 816346 NERANG TELEPHONE: (07) 55 780211 FAX: (07) 55 963653		
Last page of Receipt		Page 1 of 1
CASH	RECEIPT *****	DATE
CASH	REGISTER DATE	REGISTER RECEIPT NO. TIME
DEBTOR INFRINGEMENT TICKET NOTICE		10.00
	TOTAL RECEIPT AMOUNT	----- 10.00 -----
CASH		10.00

Le producteur d'un chèque a la responsabilité principale. Lorsqu'un responsable de la politique vous écrit un ticket, il est le "producteur" ou le "tireur". Le «bénéficiaire» est le gouvernement ou l'État, ce qui signifie que vous êtes la banque. Le fabricant doit la dette, mais seule la banque peut refuser de payer. Le manuel du banquier indique qu'"aucune banque n'est autorisée à déshonorer un instrument", vous devez donc accepter de manière conditionnelle. "

"Ordinairement, la responsabilité d'un producteur ou de l'accepteur est principale". - Dictionnaire Black Law

L'ÉCLATEMENT MONÉTAIRE GLOBAL A VENIR

Rich nations call for new world economic order to halt crisis

ROME

The world's richest nations have called for urgent reform of global finance to save the world from the economic devastation that is dragging more and more countries into recession.

Italy's Finance Minister Giulio Tremonti called for a new world economic order as he wrapped up the crisis meeting of finance leaders from the Group of Seven leading economies.

In a joint declaration at the weekend, the G7 — Britain, the US, Japan, Germany, Italy, Canada and France — called for urgent reforms of the international financial system.

Mr Tremonti said a so-called set of legal standards discussed in Rome would be presented at a meeting of 20 key advanced and emerging economies (G20) in London in April and a summit of the Group of Eight (G8) world powers in July.

"A new world economic order might seem rhetorical," he said on Saturday. "But it is a true goal we should be aiming towards . . . today right here in

Rome we've embarked on a very significant journey, both technical and ethical."

In a joint statement, the G7 delegates vowed to avoid protectionism as they seek to stabilise the tottering world economy and financial markets and said stabilisation of the world economy was their highest priority.

The global crisis "has highlighted fundamental weaknesses in the international financial system and that urgent reforms are needed", the statement said.

At the G7, the International Monetary Fund warned that a second wave of countries would fall victim to the economic crisis and face being bailed out. IMF managing director Dominique Strauss-Kahn said the rich world was in the midst of a deep recession, that in the next year a major economy could have to seek IMF support and that a second wave of countries would come knocking.

While the G7 countries met, the European Union issued a red alert over the unprecedented collapse of industrial production, warning that member states were running out of money for rescue packages.

Tous les rapports et les recherches sur le marché actuel indique qu'il y a quelque chose de sinistre qui arrive de derrière la scène en ce moment dont on ne nous parle pas, en relation avec l'effondrement financier qui est orchestré par l'élite mondiale bancaire.

Très prochainement il n'y aura plus de valeur dans ce que vous pensez être l'argent, lequel n'est essentiellement qu'une devise de papier. Il y a 3 ans, j'en suis venu à acheter de l'or, il était à 800\$ l'once, jusqu'à 400\$ l'once quelques années avant.

Maintenant il est monté jusqu'à 1300\$ l'once et il continue de monter. L'argent peut facilement sur-performer l'or dans le ratio de prise de valeur donc il serait bon de partager votre investissement en deux. Si cela arrive, vous allez avoir besoin d'être prêt à payer considérablement plus pour tout, donc il n'est pas une mauvaise idée de mettre quelques extras de côté chaque semaine qui peuvent devenir très intéressants.

Only gold glitters in gloom

THERE is a saying in the investment world that the best buying opportunities are when people are gloomiest.

A statement by New York-based Trends Research Institute last week could not be more gloomy.

That said the U.S. already was in "The Greatest Depression".

Director Gerald Celente said global financial markets were collapsing and

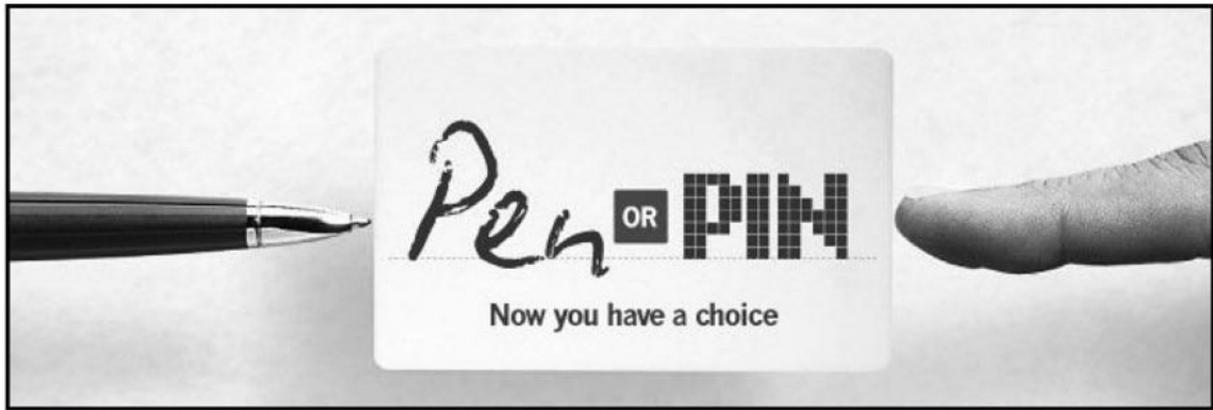
all those who hoped for a speedy recovery were wrong. "There will be no turnaround in the second quarter of 2009 or 2010 or 2011. America and much of the world has entered The Greatest Depression," he said.

"There is no stock market bottom in sight." On a brighter note, he forecast the gold price to more than double to \$US2000 an ounce.

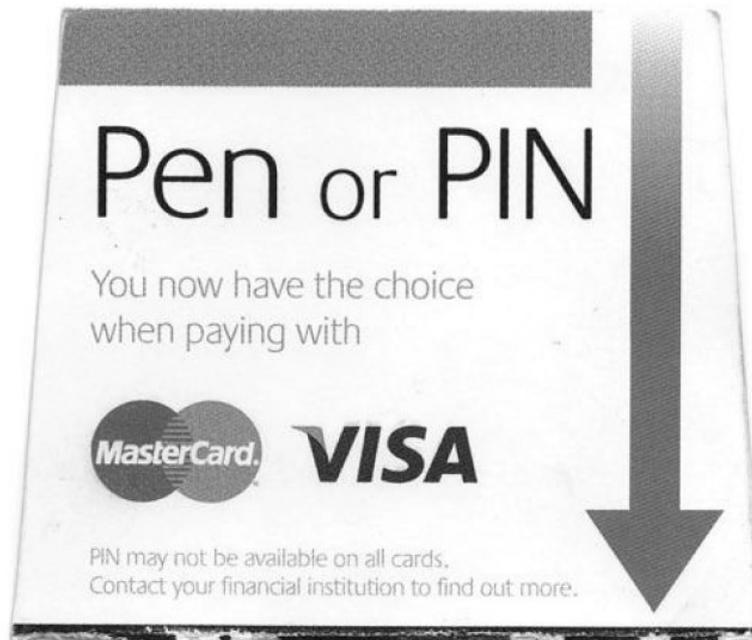
VÉRIFICATION DE DETTES ET DE L'ARGENT

Cette section du livre va traité avec les prêts, cartes de crédit, hypothèques, percepteurs de dettes, juristes et agence de recouvrement de crédit. Avant de considérer cette promesse, je vous conseille urgemment de lire les livres 2, 4 et 6 où il y a plus d'informations vitale sur les hypothèques et les prêts qui ne sont pas inclus dans ce livre.

C'est l'intention de légitimement établir que vous êtes la source des fonds qui sont créer, par la signature sur un contrat (billet à ordre) qui créé la valeur qui vous est prêtée sous l'illusion d'un prêt de l'argent de la banque.



Vous avez sûrement vu une affiche sur la machine EFT au supermarché, qui ressemble à ça:



Si vous ne le saviez pas, PIN (le code de votre carte bancaire) correspond à Numéro d'Identification Personnel. En d'autres mots, le numéro d'Identification des Personnes.

Ça vous dit que votre nombre PIN fonctionne exactement comme votre signature. Votre signature est ce qui crée la valeur, ou approuve un instrument, ou valide un contrat. C'est le plus incompris mais précieux outils que nous avons.

Depuis qu'il n'y a plus de monnaie légitime en circulation, soutenu par rien de valeur (voir étalon-or), le gouvernement et les banques sont comme vous et moi, essentiellement en faillite.

Les bouts de papier sans valeur qui circulent à la place de la monnaie, qu'on appelle affectueusement «monnaie», ne sont en réalité que des titres de créance à plat.

Ce qui se passe habituellement dans une situation de prêt, c'est qu'un "emprunteur" est établi, c'est-à-dire la personne tout en majuscule, l'homme de paille.

Le principal créancier pour l'homme de paille (vous) entrant dans un contrat de «prêt» avec la banque, avec la supposition que la banque va vous donner un peu de la préexistente monnaie, pour lequel service, vous acceptez de les rembourser en retour sur une période de temps plus des intérêts.

Toutefois, ce qui arrive vraiment est que la banque "monétise" votre instrument, le déposant pour la valeur. Le contrat avec votre signature devient un crédit sur un compte comme une entrée comptable.

Ce nouveau crédit créé sur ce compte (lequel n'est pas plus que des un et zéro dans un ordinateur) est alors utilisé pour créer un chèque ou déposer ces numéros fictionnel sur votre compte.

Donc si vous êtes celui qui a créé la monnaie, pourquoi est ce que vous avez à rembourser un «prêt» si ils ne vous ont jamais rien prêté? Nous en discuterons dans les livres de la série.

Maintenant, vous avez à réaliser ce qui c'est passer depuis des décennies, peut être des siècles, et tellement de guerres ont été payer grâce à ça, donc ne pensez pas que la banque va se repentir et admettre la fraude. Nous avons à les contraindre en leur apportant la preuve, dans la forme d'un AVIS D'ASSURANCE ADÉQUATE.

C'est un avis qui peut être trouver dans l'UCC, dans les principes d'Unidroit et la loi Européenne. J'ai créé des modèles personnalisés inclus dans ce livre, pour votre propre étude. Ce que vous en ferais est entièrement à vous (votre problème), mais je vous procurerai quelques exemple incluant des lettres de réponses pour des situations de la vie réel.

Laissez moi clarifier une chose, il n'y a rien d'illégal dans ces actions, à part si vous essayez intentionnellement de frauder quelqu'un, ce qui serait mal.

C'est une méthode légitime pour contraindre une banque ou un fournisseur de crédit à vous donner les détails sur le contrat et prêt, de voir si ils ont fait les choses de la bonne manière.

C'est possible qu'ils vous aient prêter de l'argent, ou vous aient donné quelque chose de valeur, donc vous devez toujours vérifier d'abord, et cette méthode devrait toujours être faite avant d'arrêter un paiement ou refuser de payer plus loin, pour vous donnez une juste cause de le faire. Beaucoup de prêt sont sécurisé, et l'hypothèque vendu

comme un trust, donc ce que vous voulez est de découvrir qui est le tenant/propriétaire du prêt en cours.

Vous voudrez peut-être nommer quelqu'un comme agent, car cela crée un autre niveau de séparation entre vous et la fiction / l'emprunteur.

Qu'importe la situation dans laquelle vous vous trouvez, 200\$ de dette ou 500 00\$, les informations dans ces livres vous aideront à savoir qui détient vraiment cet argent, et aussi va vous aidez a comprendre le système complexe de la création monétaire, des réserves, des comptes T, de la sécurisation, et de beaucoup d'autres aspects du système caché bancaire.

AVIS D'ASSURANCE ADÉQUATE D'UNE PERFORMANCE RAISONNABLE

Courrier recommandé (Insérer le numéro de Courrier recommandé ici)

De: (Insérez le nom du prêteur ici), ci-après "Prêteur"

A: John-Henry de la famille Doe, Créiteur principal pour Mr JOHN HENRY DOE, ci-après "Emprunteur"

Date: (Insérer la date ici)

RE: Prêt numéro: (insérer le numéro du prêt ici)

Cher officiers et/ou agents du prêteur.

Après de nombreuses recherches, il a été porté à l'attention de l'emprunteur qu'il y avait lieu de croire que le prêteur présumé n'est pas le détenteur à terme du billet à ordre de l'emprunteur, peut-être au moyen de la sécurisation et/ou pourrait avoir violé l'accord concernant le prétendu prêt présumé ou prêt de crédit susmentionné.

Je vous demande maintenant des informations concernant les détails de la totalité de l'accord, et si vous avez respecté les termes de l'accord.

Étant donné que l'emprunteur a créé de la valeur sous la forme d'un billet à ordre que le prêteur a accepté, l'emprunteur demande maintenant une assurance suffisante de bonne exécution que le prêteur a exécutée conformément à l'accord de prêt.

Cette demande vise à établir si le prêteur initial a effectivement utilisé son propre argent préexistant pour acheter le billet à ordre des emprunteurs contre valeur pour financer le chèque ou un instrument similaire que le prêteur a ensuite prêté à l'emprunteur.

L'emprunteur demande par la présente à un agent ou mandataire autorisé du prêteur de répondre aux questions suivantes, de signer et de renvoyer l'affidavit ci-joint dans les

30 jours suivant la date du présent avis. Il s'agit de la tentative de bonne foi des emprunteurs de régler cette affaire et de dissiper toute confusion quant aux termes de l'accord préalablement à une demande de décision judiciaire en la matière.

QUESTIONS

1. **Est-ce vrai que le prêteur suit les PCGR (principes comptables généralement reconnus) règles définies par le Code de commerce ?** Merci de répondre avec Oui ou Non par écrit.
2. **Une divulgation complète a-t-elle été donnée pour savoir si l'emprunteur doit fournir le financement du prêt par entrée de comptabilité?** Merci de répondre avec Oui ou Non par écrit.
3. **Le prêteur accepte-t-il quelque chose de valeur de l'emprunteur qui est enregistré comme un actif dans les livres du prêteur, ce qui crée un nouveau passif dans les livres d'une institution financière?** Merci de répondre avec Oui ou Non par écrit.
4. **Le prêteur a-t-il prêté à l'emprunteur son propre argent ou ses biens préexistants?** Merci de répondre avec Oui ou Non par écrit.
5. **Le contrat de prêt a-t-il pour objet que la partie qui a financé le prêt, conformément aux écritures comptables, doit être remboursée de l'argent prêté aux emprunteurs?** Merci de répondre avec Oui ou Non par écrit.
6. **Le prêteur enregistre-t-il un actif montrant que l'emprunteur doit de l'argent au prêteur impliqué dans le prétendu prêt?** Merci de répondre avec Oui ou Non par écrit.
7. **Le prêteur a-t-il suivi les politiques et procédures de réserve fractionnaire obligatoire appliqué aux banques dans les transactions du compte?** Merci de répondre avec Oui ou Non par écrit.
8. **Est-il vrai que, selon les écritures comptables, l'emprunteur finance le prêt?** Merci de répondre avec Oui ou Non par écrit.
9. **Est-il vrai que, selon les écritures comptables du prêteur, l'emprunteur est le prêteur du principal?** Merci de répondre avec Oui ou Non par écrit.
10. **Est-il vrai que le prêteur a enfreint les PCGR (principes comptables généralement reconnus) règles définies par le Code de commerce, rendant ainsi l'accord nul et non avenue?** Merci de répondre avec Oui ou Non par écrit.
11. **Est-il vrai que le prêteur a converti le billet / accord en l'utilisant comme valeur pour donner de la valeur à un chèque ou à un instrument similaire, comme le prouvent les écritures comptables, prouvant ainsi que l'emprunteur a financé le**

prêt et prouvant que le prêteur a utilisé de fausses déclarations disant que le prêteur aurait financé le prêt? Merci de répondre avec Oui ou Non par écrit.

12. Le billet hypothécaire a-t-il été vendu à une entité ad hoc pour la titrisation et regroupé en plusieurs tranches avec d'autres hypothèques? Merci de répondre avec Oui ou Non par écrit.

Cet avis ne constitue en aucun cas une répudiation sous quelque forme que ce soit par l'emprunteur. Toutefois, s'il ne peut être prouvé ou montré au-delà de tout doute raisonnable que vous n'avez ni violé l'accord ni prêté le principal sur vos fonds propres (et non la valeur / la somme créée par le billet à ordre), les éléments suivants sont demandés dans un délai de trente (30) journées:

- a. Tout solde du prêt présumé doit être équilibré et ramené à zéro.
- b. Une déclaration montrant cette décharge de la dette présumée montrant un solde nul.
- c. Une garantie qu'aucun rapport de délinquance ou de mauvais crédit/payeur ne sera donné à une agence d'évaluation du crédit.

L'absence de réponse sera considérée comme un déshonneur de cet Avis.

AVIS AU PRINCIPAL EST AVIS À L'AGENT
ET AVIS À L'AGENT EST AVIS AU PRINCIPAL

pour et au nom de M. JOHN HENRY DOE

par

(insérez votre signature ici)

John-Henry de la famille Doe
Créditeur Principal

Note: Si vous utilisez quelqu'un pour agir comme votre agent, alors la ligne «de» et la signature devront ressembler à ça:

De: JANE DOE, Agent autorisé pour John-Henry de la famille Doe, créateur principal pour MR JOHN HENRY DOE, ci-après "Emprunteur"

Sincèrement,

(insérez la signature de l'agent ici)

JANE DOE, Agent autorisé pour John-Henry de la famille Doe

Créditeur principal pour

MR JOHN HENRY DOE

Si vous faites appel à un agent autorisé pour vous représenter, vous devez également inclure une notification autorisant la banque ou la société de prêt à révéler les détails de votre compte à l'agent.

Ici un exemple d'une lettre d'autorisation de GE (société de crédit). Je l'ai reproduite comme exemple éducatif uniquement.

Vous pouvez en demandez une à votre banque, mais faites attention quand vous la demanderez, car ils essaient souvent de vous amener à "contracter à nouveau" en demandant votre pièce d'identité émise par le gouvernement ou d'autres détails que vous n'êtes pas obligé de donner.

Ils essaient simplement de déterminer si vous êtes le créancier ou le débiteur, et si votre identification peut être confondu avec l'identité par lequel vous avez signé en tant que fiction tous en majuscules et de ne faire qu'un avec l'homme de paille, vous êtes alors le débiteur.

Vous pouvez voir j'ai rayé la date de naissance et réécrit avec date de création, laquelle est plus conforme pour la fiction, comme ils sont le milieu entre les vivants et les morts.

J'ai aussi ajouté la bonne signature dans le carré qui dit «emprunteur» comme forcément l'emprunteur est une fiction, et ne peut pas signé pour lui même.

COURRIER RECOMMANDÉ

L'utilisation du courrier recommandé avec tout le travail que vous avez fait, sécurise un certain nombre de chose. Premièrement, vous obtenez un numéro de suivi, ce qui vous permet d'enregistrer et savoir si il à était délivré.

Secondement, si vous avec choisi de prendre la «Confirmation de livraison/accusé de réception», vous recevrez un accusé de réception signé par la personne à qui vous avez envoyé la lettre, ou son agent.

Troisièmement, vous aurez la preuve de l'envoi de la lettre à une certaine date, et l'accusé de réception montre la date à laquelle ils l'ont reçu. Demandez à votre bureau de poste local si vous avez une quelconque question sur les formalités d'envoi.

Registered Post AUSTRALIA **POST**

Delivery Confirmation – Advice Receipt YOUR REFERENCE

Registered Post No. (e.g: RD123456789)	Sender's Reference (e.g: GE MONEY - 1ST NOTICE)
---	--

Receipt is acknowledged of the Registered Post item, the number of which appears above.

Sign Here → Signature of Addressee* or Agent

EVIDENCE OF RECEIPT →

*Registered Post articles sent **Person to Person** must be signed by the **addressee only**.

Signature of Delivery Officer	Date delivered 19 / 12 / 2008
-------------------------------	----------------------------------

DELIVERY STAMP AND DATE →

DELIVERY CENTRE
19 DEC 2008
Office Post Mark
BRISBANE QLD 4001

8835077 Nov 2005

Bien sûr, cela ne prouve que le postage, pas le contenu, donc vous pouvez aussi avoir un témoin à remplir une preuve de service pour valider le contenu si vous le souhaitez, mais ce n'est généralement pas nécessaire.

Il y a beaucoup de choses qui peuvent arrivés tout au long le cheminement du processus. J'ai personnellement expérimenté tout, du silence (acceptation tacite par déshonneur) au tous types d'arguments/controverses ou harcèlement ou des menaces.

À moins qu'ils ne puissent répondre à vos questions point par point et fournir un affidavit signé pour vérifier que le prêt n'est pas factice, vous devez en déduire que c'est le cas et qu'il se passe quelque chose de frauduleux qu'ils tenteront de dissimuler.

LE PROJET

C'est là qu'ils vont essayer et de vous appeler ou écrire, pour avoir une interdiction/injonction avec l'homme de paille/débiteur s'ils pensent que vous vous en prenez à eux.

Rappelez vous que l'appelant (probablement en Inde) est entrain de regarder un écran lequel montre le nom de l'emprunteur en lettres capital, et vous demande en faite «Êtes vous JOHN DOE»

Si vous répondez «oui», ils viennent juste de vous enregistrer (comme tous les appels sont enregistré pour «qualité et formation») comme étant l'emprunteur/débiteur.

Le meilleur moyen de répondre est comme ça:

Vous: "Bonjour"

Appelant: "Bonjour, est ce MR JOHN DOE?"

Vous: "Puis-je savoir qui appel s'il vous plaît!"

Appelant: "C'est une communication privé pour JOHN DOE, êtes vous JOHN?"

Vous: "Je suis désolé, qui est-ce?"

Appelant: "C'est une communication privé pour JOHN DOE, est t'il là?"

Vous: "Je suis désolé, si vous ne pouvez pas me dire qui vous êtes, alors je ne vais certainement pas vous dire qui je suis, vous avez certainement la mauvaise PERSONNE"

Appelant: "C'est TRANSPACIFIC et c'est une communication privé pour JOHN DOE, mais vu que c'est à propos d'une affaire privé, je ne peux pas en discuter avec vous avant que je ne sache qui vous êtes."

Vous: "Bien, si vous ne savez pas qui je suis, alors pourquoi vous m'appellez? Je ne fais aucun commerce par téléphone, donc si vous n'avez rien à dire, je vous prie d'écrire ce que vous voulez et me l'envoyer si vous pensez connaître mon nom et mon adresse, Bonne journée."

PUIS RACCROCHEZ.

N'argumentez pas, aller dans la controverse, expliquer quoi que ce soit, admettre quoi que ce soit, confirmer quoi que ce soit ou autrement créera un contrat invisible qu'ils peuvent utiliser contre vous.

Bon, supposons que vous n'ayez rien entendu de la part de la banque ou de la société émettrice de carte de crédit après 30 jours suivant la réception de votre accusé de réception du courrier recommandé.

La lettre suivante à envoyer est la suivante, avec une deuxième copie de l'affidavit. À ce stade, ils sont dans le déshonneur et vous allez leur donner une seconde chance de racheter leur honneur avant de continuer. Remplissez-le de la même manière que précédemment.

AVIS DE DÉFAUT ET DE DEMANDE

De:, ci-après "Emprunteur"

À:à titre privé, agent pour
....., ci-après "Prêteur"

Date:

**Avis de Défaut et Demande de Cessation et d'Abandon des Activités de Collecte
Avant la Validation de la Prétendue Dette**

Cher

Comme vous avez choisi de ne pas répondre à ma demande d'assurance adéquate, ou retournez l’Affidavit inclus avec, l’Emprunteur est devenu suspicieux de vos activités et de la validité de l'accord.

Ceci constitue une notification écrite opportune que l'emprunteur conteste maintenant le montant total du prêt présumé et refuse de payer la dette encourue qui, à moins que je ne reçoive de vos nouvelles, sera libéré et résilié dans son intégralité, sans déshonneur, pour rupture de contrat, fausse représentation et fraude dans l'incitation.

Si vous ne répondez pas à ma correspondance précédente, vous reconnaissez que l'emprunteur a financé le prétendu prêt et que l'accord de prêt a été volé et contrefait, mettant ainsi fin à toute réclamation que vous avez contre lui.

Si vous avez des preuves pour confirmer que votre demande ne constitue pas une déclaration frauduleuse et que l’emprunteur est redevable de cette dette, il vous sera demandé, dans un délai de sept (7) jours, de fournir cette validation et les pièces justificatives à l’appui de votre demande. Tant que votre demande n'est pas validée, vous n’êtes pas autorisé à lancer des activités de recouvrement.

Il s’agit de la notification effective que, en l’absence de validation de votre demande dans les sept (7) jours, il vous est interdit de contacter l’emprunteur, à son domicile ou au travail. Il vous est en outre interdit de contacter son employeur, sa banque ou un tiers. Chaque tentative de contact constituera du harcèlement et de la diffamation caractérisée et exposera votre institution et tous les agents qui, à titre personnel, prennent part à un tel harcèlement et à une telle diffamation, une responsabilité pour les dommages-intérêts légaux jusqu’à de 1 000,00 Euro, et éventuellement une responsabilité ultérieure pour les honoraires d'avocat à payer à tout avocat qu'il peut retenir.

En l'absence d'une telle validation de votre demande, il vous est interdit de déposer un avis de privilège et/ou de prélèvement et vous êtes également interdit de communiquer des informations de crédit dérogatoires à une agence d'évaluation du crédit.

La vérification nécessite la confirmation de l'exactitude, de la vérité ou de l'authenticité par affidavit, serment ou dépôt.

En comptabilité, c'est le processus de justification des écritures dans les livres de comptes (Black Law Dictionary, 6ème édition). Cette vérification devrait inclure la signature de l'affidavit ci-joint, vérifiant les termes et conditions du prétendu prêt et les réponses aux questions posées.

Vous devez savoir que l'envoi de demandes de paiement non fondées par le biais du système postal australien peut constituer une fraude postale en vertu des lois fédérales et des États. Vous voudrez peut-être consulter un conseiller juridique compétent avant votre prochaine communication avec moi.

Si vous ne répondez pas dans les sept jours pour répondre à cette demande, cela sera interprété comme une renonciation absolue à toute créance sur l'emprunteur et à votre accord tacite d'indemniser l'emprunteur pour les frais, y compris tout conseil qu'il pourrait solliciter.

Pour et au nom de MR JOHN HENRY DOE

par

(insérez votre signature ici)

John-Henry de la famille Doe

Créditeur principal

.....

Cette fois vous leur donnez sept jours pour répondre (72 heures- Le temps commercial plus le temps postal)

Note: Avec l'ensemble des demandes, avis ou lettres, pour être dans l'honneur, vous n'avez que 72 heures pour répondre. Ils peuvent essayer de vous piéger dans le

déshonneur en vous disant que vous avez 30 jours ou qu'importe, mais ne soyez pas dupe. Répondez immédiatement.

C'est vitale pour tout document d'une court de justice. Un avis n'apparaîtra pas dans un registre après 72 heures, et c'est le temps que vous avez pour rebuter une présomption et retourner leurs documents, accepter pour la valeur, sur preuve de réclamation. Nous y reviendrons en détails plus loin dans ce livre car nous parlerons de la méthode A4V.

Ceci est un exemple d'un prêt de banque que quelqu'un m'a apporté pour que je l'aide. Il était dans une très mauvaise situation financière quand il est venu à moi, comme il avait plus de 40 000\$ de dette dans des prêts personnel et des cartes de crédit.

Statement of Account

PERSONAL LOAN

Bank SA
A Division of St George Bank Limited
ABN 92 055 513 070 AFSL 240997

Customer Enquiries 13 13 76
(8am to 8pm, 7 days)

Loan Acct Number S

BSB/Acct ID No.
Statement Start Date 14/05/2006
Statement End Date 19/08/2006
Page 1 of 2

Loan Account

Account Summary as at 19 Aug 2006

Opening Balance	Interest Charge for the Period	Total Debits excluding Interest	Total Credits	Closing Balance
31,201.60	+\$1,219.01	+ 118.75	- 32,539.36	= 0.00

Interest Offset Benefit for Statement Period	Annual Percentage Rate
\$0.00	14.700%

This is the Final Statement to be issued for your Bank SA Personal Loan Account, as this loan has now been discharged. Please retain this statement for future record.

iB PAY Biller Code: 808287 Ref:
**Please note: If your loan is currently at a fixed rate, then break costs may be payable if you make a prepayment (a payment exceeding your required repayment) **

Please check all entries on this statement. Please inform the Bank promptly of any error or unauthorised transaction.

L'avis qui suit à été spécialement formulé pour s'adresser à un fournisseur de carte de crédit comme GE, VISA ou MASTERCARD et inclus beaucoup de questions spécifique au fonctionnement d'opérations de compte.

Vous ne devriez pas utiliser ces questions pour un prêt personnel.

.....

AVIS D'ASSURANCE ADÉQUATE DES PERFORMANCES
RAISONNABLES

Lettre enregistré numéro.....

Pour: L'Administrateur ou agent autorisé pour
..... ci-après «Prêteur»

De:, Crédeur principal pour
L'HOMME DE PAILLE EN TOUT CAPITAL, ci-après «Emprunteur»

Adresse

Date:

RE: Carte de crédit/numéro de comptent

Cher Administrateur et/ou agents de prêteur

Il est venu à l'attention de l'emprunteur, qu'après beaucoup de recherches, il y a des raisons pour croire que le prêteur présumé n'est pas le titulaire final du billet à ordre de l'emprunteur, peut-être au moyen de la sécurisation et/ou peut avoir violé l'accord concernant le ci-dessus référencé, présumé prêt ou crédit de prêt.

Je vous demande maintenant des informations en rapport aux détails sur ce que l'intégralité de l'accord est, et si vous avez réalisé le prêt conformément à l'accord.

Étant donné que l'emprunteur a créé de la valeur sous la forme d'un billet à ordre / d'un accord avec le prêteur pour s'acquitter de ses obligations conformément à l'accord de prêt, il demande maintenant l'assurance suffisante que le prêteur a exécuté conformément à l'accord de prêt et que le prêteur a utilisé **son propre argent préexistant** pour acheter le billet à ordre de l'emprunteur sous forme d'argent ou d'une somme équivalente pour financer le chèque ou un instrument similaire que le prêteur a ensuite prêté à l'emprunteur et qu'il a respecté les PCGR, les principes comptables généralement reconnus et les normes d'audit généralement reconnues concernant ce prêt.

L'emprunteur demande par la présente à un agent ou à un mandataire autorisé du prêteur de répondre aux questions suivantes, puis de signer et de retourner l'affidavit ci-joint dans les 30 jours suivant la date du présent avis. Il s'agit de la tentative de bonne foi de l'emprunteur de régler cette affaire et de dissiper toute confusion quant aux termes de l'accord préalablement à un processus administratif sur la question.

1. Est-il vrai que lorsqu'un détenteur de carte de crédit signe un reçu d'achat, ce reçu est utilisé comme un avoir bancaire pour valoriser un chèque, un instrument similaire ou un crédit sur un compte bancaire, donnant lieu à un nouvel avoir bancaire et à une nouvelle responsabilité bancaire? Merci de répondre avec Oui ou Non par écrit.

2. Est-il vrai que la société émettrice de cartes de crédit respecte les PCGR (principes comptables généralement reconnus)? Merci de répondre avec Oui ou Non par écrit.

3. Une divulgation complète a-t-elle été donnée pour savoir si le détenteur de la carte de crédit devait fournir le financement du prêt par carte de crédit par écritures? Merci de répondre avec Oui ou Non par écrit.

4. La société de cartes de crédit accepte-t-elle quelque chose de valeur du titulaire de la carte de crédit qui soit enregistré comme un actif dans les livres d'une institution financière, ce qui crée un nouveau passif dans les livres d'une institution financière? Merci de répondre avec Oui ou Non par écrit.

5. La société de cartes de crédit a-t-elle prêté au titulaire de la carte, des fonds préexistants de la société de cartes de crédit? Merci de répondre avec Oui ou Non par écrit.

6. Le contrat de prêt par carte de crédit a-t-il pour objet que la partie qui a financé le prêt, conformément aux écritures comptables, doit être remboursée de l'argent prêté aux emprunteurs? Merci de répondre avec Oui ou Non par écrit.

7. Selon les écritures comptables de la société de carte de crédit ou de l'institution financière, lorsqu'un titulaire de carte de crédit achète des marchandises avec la carte de crédit, la société de carte de crédit ou l'institution financière impliquée dans le prêt présumé accepte-t-elle un nouvel élément d'actif qui finance le prêt au titulaire de la carte de crédit lors de la même transaction? Merci de répondre avec Oui ou Non par écrit.

8. La société de carte de crédit ou l'institution financière impliquée dans le prêt par carte de crédit enregistre-t-elle un actif montrant que le titulaire de la carte de crédit doit de l'argent à la société de carte de crédit ou à l'institution financière impliquée dans le prêt présumé? Merci de répondre avec Oui ou Non par écrit.

9. la société de cartes de crédit a-t-elle suivi les politiques et procédures de la banque de réserve dans ses transactions par carte de crédit? Merci de répondre avec Oui ou Non par écrit.

10. Est-il vrai que, selon les écritures comptables, le titulaire de la carte de crédit finance le prêt? Merci de répondre avec Oui ou Non par écrit.

11. Est-il vrai que, selon les écritures comptables de la société de carte de crédit ou de l'institution financière impliquée dans le prétendu prêt, un nouvel argent ou un nouveau crédit est créé lorsque le titulaire de la carte de crédit l'utilise pour effectuer un achat? Merci de répondre avec Oui ou Non par écrit.

12. Est-il vrai que la société émettrice de cartes de crédit a violé les PCGR (principes comptables généralement reconnus), rendant ainsi l'accord nul et non avenue? Merci de répondre avec Oui ou Non par écrit.

13. Est-il vrai que la société de cartes de crédit a enfreint le principe d'appariement des PCGR en ce que si la société de cartes de crédit acceptait un actif du titulaire de la carte de crédit, elle ne créait pas de crédit au compte passif indiquant que la société de cartes de crédit devait de l'argent au titulaire du crédit pour l'actif reçu du titulaire de la carte de crédit? Merci de répondre avec Oui ou Non par écrit.

L'absence de réponse sera considérée comme un déshonneur de cet avis.

Pour et au nom de Mr JOHN HENRY DOE TM
par
(Insérez votre signature ici)

John-Henry of the Doe family
Créditeur Principal

UN AVIS AU CRÉDITEUR EST UN AVIS A L'AGENT
ET UN AVIS A L'AGENT EST UN AVIS AU CRÉDITEUR

.....

AVIS SUR L'HYPOTHÈQUE

Les 4 points suivants devraient être inclus à la fin d'un avis d'assurance adéquate fondé sur l'hypothèque, et vous devriez aussi demander à la banque de voir l'instrument hypothécaire original non modifié (pas une copie ou un affidavit qui déclare qu'ils l'ont perdu) comme la sécurisation signifie souvent que la banque n'a plus votre note de prêt, signifiant qu'ils ne sont plus les détenteur finaux, et n'ont donc plus le droit de le réclamer.

1. Tout solde du prêt présumé doit être équilibré et ramené à zéro.
2. Une déclaration montrant la décharge de la dette présumée indiquant un solde nul.
3. La remise et le retour du titre de propriété et/ou de tout autre instrument pouvant être tenu à titre d'assurance, à l'emprunteur.
4. Une garantie qu'aucun rapport de délinquance ou de mauvais crédit ne sera donné à une agence d'évaluation du crédit.

Ne pas répondre à cet avis sera considéré comme un déshonneur.

Pour et au nom de Mr JOHN HENRY DOE TM
par
(Insérez votre signature ici)

John-Henry of the Doe family
Créditeur Principal

UN AVIS AU CRÉDITEUR EST UN AVIS A L'AGENT
ET UN AVIS A L'AGENT EST UN AVIS AU CRÉDITEUR

AVIS DE DÉFAUT

L'avis de défaut d'une carte de crédit est un avis plus complexe, car il demande des questions spécifiques sur la nature des transactions, et laisse savoir à la compagnie de carte de crédit que vous êtes sur eux (que vous vous attaquez à eux).

Pas grand monde auraient suspecté que le PEN ou PIN dont j'ai discuté précédemment signifie qu'à chaque fois que vous utilisez votre carte de crédit, et signez un endossement, ou un bordereau, ou entrez votre PIN, vous générez un crédit sur votre compte lequel est transféré via le fournisseur de crédit, au magasin ou au marchand auprès duquel vous achetez vos biens.

Vous créez le crédit à chaque fois, et ensuite ils espèrent que vous paierez encore, clamant qu'ils vous ont prêté l'argent pour l'objet.

Ils ne sont rien de plus que des changeurs de monnaie. Tout ce que nous devrions payer est une petite compensation pour le service.

AVIS DE DÉFAUT ET DEMANDE

Pour: ci-après «Prêteur»

De: dans sa capacité privé de faire des affaires comme.....,agent pour....., ci-après «Emprunteur»

Date:

Avis de défaut et demande de s'abstenir et cesser les activités de recouvrement avant la validation de la prétendue dette

Cher

Comme vous avez choisi de ne pas répondre à ma requête pour l'assurance adéquate, ou avoir retourné l'Affidavit joint avec, l'emprunteur est devenu suspicieux de vos activités et de la validité de l'accord. Cela constitue un avis écrit opportun indiquant que l'emprunteur conteste maintenant le montant total du prêt allégué et refuse de payer la dette visée qui, à moins que j'ai de vos nouvelles, Je vais décharger et annuler dans son intégralité, sans déshonneur, pour violation de contrat, fausse déclaration et fraude dans l'incitation.

Si vous ne répondez pas à ma correspondance précédente, vous reconnaissez que l'emprunteur a financé le prétendu prêt, mettant ainsi fin à toute réclamation que vous avez contre cette personne.

Si vous ne pouvez pas fournir de preuve pour valider que votre demande ne constitue pas une déclaration frauduleuse et que l'emprunteur doit cette dette présumée, c'est par cette demande légale et légitime que, dans un délai de sept (7) jours, je vous demande que vous fournissiez cette validation et les preuves à l'appui de votre demande de paiement.

Tant que votre revendication n'est pas validée, vous n'avez pas le pouvoir d'organiser d'activités de collecte.

En l'absence de validation de votre demande dans un délai de sept (7) jours, il vous est interdit de contacter l'emprunteur, à son domicile ou au travail. Il vous est en outre interdit de contacter son employeur, sa banque ou tout tiers.

Chaque tentative de contact constituera du harcèlement et de la diffamation, et exposera votre institution et tous les agents qui, à titre personnel, prennent part à un tel harcèlement et à une telle diffamation, à une responsabilité maximale de 1000.00 \$, ou prescrit par la loi et éventuellement une responsabilité supplémentaire pour les frais juridiques à payer à tout avocat.

En l'absence d'une telle validation de votre demande, il vous est interdit de déposer un avis de privilège et/ou de prélèvement et vous ne pouvez pas non plus communiquer des informations de crédit dérogatoires à une agence d'évaluation du crédit.

La vérification nécessite la confirmation de l'exactitude, de la vérité ou de l'authenticité par affidavit, serment ou déposition.

En comptabilité, il s'agit de justifier les écritures dans les livres de comptes (Blacks Law Dictionary, 6e édition). Cette vérification devrait inclure, sans toutefois s'y limiter, la signature de l'affidavit ci-joint vérifiant les termes et conditions du prêt présumé et les réponses à la liste de questions suivante:

1. Selon votre compréhension de l'accord présumé, l'accord écrit est-il basé sur les conditions d'un prêt ou d'un échange de valeur égale?
2. Si 400 dollars avaient été prêtés à la société émettrice de cartes de crédit, l'actif et le passif de cette société augmenteraient-ils de 400 dollars?
3. Selon votre compréhension de l'accord présumé, si l'emprunteur a facturé 400\$ sur sa carte de crédit, la société émettrice de cartes de crédit reçoit-elle un actif de 400\$ gratuitement et restitue à l'emprunteur la valeur de cet actif de 400\$ sous forme de prêt de la société émettrice de carte de crédit, et ce prêt permet de payer la marchandise qu'il a achetée avec sa carte de crédit?
4. Selon votre compréhension de l'accord présumé, la société de cartes de crédit perçoit-elle des intérêts pour l'utilisation d'un actif qu'elle a prêté à l'emprunteur et qui existait avant qu'il ne débite le montant de 400\$ sur la carte de crédit?

5. Selon votre compréhension de l'accord présumé, si l'emprunteur utilise sa carte de crédit pour facturer 400\$, selon les écritures comptables de la société de carte de crédit, l'emprunteur est également, en même temps, le prêteur ou le créancier de la société de carte de crédit d'un montant de 400\$?
6. La société de carte de crédit se conforme-t-elle aux politiques et procédures de réserve bancaire lors de l'émission de crédit et de la facturation d'intérêts aux clients de la société de carte de crédit lorsque le client utilise la carte de crédit pour acheter des marchandises?
7. Selon la politique de la société émettrice de cartes de crédit, l'emprunteur a-t-il fourni à la société de crédit un actif et la société de crédit a-t-il rendu cet actif au même emprunteur, l'appelant un prêt?
8. Selon votre compréhension de l'accord présumé, existait-il un échange de valeur égale pour une valeur égale entre la société de carte de crédit et l'emprunteur?
9. Si la société de carte de crédit se conforme aux politiques et procédures de réserve bancaire lors de l'émission de crédit et de la facturation d'intérêts, le compte de transaction de l'emprunteur est-il crédité pour le montant emprunté et s'agit-il du passif correspondant pour le montant débité du compte d'actif de la banque?
10. Si un dépôt créé par le biais d'un prêt est une dette qui doit être payée à la demande du déposant, de la même manière que la dette résultant du dépôt d'un chèque de monnaie par la clientèle à la banque, cela signifie-t-il que la société de carte de crédit doit à l'emprunteur pour les dépôts effectués dans le cadre d'une transaction de prêt sur carte de crédit?
11. Si la société émettrice de cartes de crédit ne rembourse pas "un dépôt créé au moyen de prêts", enfreindrait-elle les politiques et procédures de réserve bancaire?
12. Lorsque la société de carte de crédit ne révèle pas à l'emprunteur le contenu de la transaction dans le contrat de prêt, montre-t-elle que la politique et l'intention de la société de carte de crédit est de refuser la divulgation complète des conditions du prêt à l'emprunteur?
13. La divulgation complète des faits essentiels est-elle indispensable à la validité d'un contrat pour pouvoir se mettre d'accord?
14. Si la société de carte de crédit n'a jamais risqué aucun de ses actifs en ce qui concerne l'accord écrit, ce fait important a-t-il déjà été divulgué à l'emprunteur?

15. Selon votre compréhension de l'accord présumé, si l'emprunteur devait fournir les fonds nécessaires aux prêts pour le compte de carte de crédit, cet accord serait-il, à votre avis, inacceptable, tel que défini dans le dictionnaire Black law?

16. À votre avis, si une signature est "l'acte de mettre son nom à la fin d'un instrument pour attester de sa validité" (Dictionnaire juridique noir, 6 e édition), cette signature pourrait-elle être valable si l'acte lui-même est une transaction ou contrat inacceptable?

17. La société émettrice de cartes de crédit a-t-elle réellement acquis un titre de créance sur un instrument de dette (bordereau de carte de crédit) que l'emprunteur a signé et remis au commerçant pour la marchandise reçue?

18. Savez-vous personnellement si la société émettrice de cartes de crédit a fourni "la divulgation complète" de toutes les conditions du contrat?

19. Savez-vous personnellement si la société émettrice de cartes de crédit a fourni "la divulgation complète" sur la provenance de l'argent du prêt.

20. Savez-vous personnellement si la société émettrice de cartes de crédit a révélé que le contrat signé par l'emprunteur (le billet à ordre) allait être converti en un "instrument négociable" par les livres comptables de la société émettrice de cartes de crédit?

21. Savez-vous personnellement si la société émettrice de cartes de crédit a remis à l'emprunteur un bordereau de dépôt en guise de reçu pour l'argent que l'emprunteur leur a donné, tout comme une banque l'apporterait normalement lors d'un dépôt auprès d'une banque?

Vous devez savoir que l'envoi de demandes de paiement non fondées par le système postal australien peut constituer une fraude postale en vertu des lois fédérales et des États. Vous voudrez peut-être consulter un conseiller juridique compétent avant votre prochaine communication avec moi.

Si vous ne répondez pas dans les sept (7) jours pour satisfaire à cette demande, cela équivaudra à votre renonciation absolue à toute créance sur l'emprunteur et à votre accord tacite d'indemniser l'emprunteur pour les frais, conseil inclus.

Pour et au nom de Mr JOHN HENRY DOE TM
par
(Insérez votre signature ici)

John-Henry of the Doe family
Créditeur Principal

Malheureusement, il n'y a aucun moyen pour moi de savoir toutes les lettres possibles ou réponses que vous pourriez ou pas recevoir, donc je suis incapable de faire une lettre type pour vous, je vais inclure une quantité de lettre commune et réponses que j'envoie dont vous pourrez vous faire une idée.

AVIS FINAL

De:, Agent autorisé pour, Crédeur principal pour LA
PERSONNE EN TOUT CAPITAL/ HOMME DE PAILLE ci-après
«Emprunteur»

A: dans sa capacité faire des affaires comme....., agent pour
....., ci-après «préteur»

Date:

A l'attention de:

Votre silence et votre manque de volonté de répondre à l'une de mes correspondances précédentes ou de fournir une vérification de la dette présumée sont acceptés comme un accord tacite et un règlement pour non-présentation d'une réclamation sur laquelle une réparation peut être accordée.

Si vous avez des preuves pour confirmer que votre demande ne constitue pas une déclaration frauduleuse et que mon client doit cette dette présumée, il s'agit d'un AVIS FINAL et exige que, dans un délai de sept (7) jours, vous fournissiez cette validation et les pièces justificatives à l'appui de votre demande. sous la forme d'un Affidavit écrit, signé sous peine de Parjure. Tant que votre demande n'est pas validée, vous n'avez pas le pouvoir de poursuivre les activités de recouvrement ni de rendre une ordonnance du tribunal à ce sujet.

Il s'agit de la notification effective que, sans validation de votre demande dans les sept (7) jours, vous devez cesser toute activité de collecte et il vous est interdit de contacter mon client, à son domicile ou au travail. Il vous est en outre interdit de contacter mon client, chez lui ou au travail. Il vous est en outre interdit de contacter son employeur, sa banque ou tout tiers. Chaque contact tenté constitue un harcèlement et une diffamation de caractère et expose votre agence et / ou conseil ainsi que tous les agents qui, à titre privé, prennent part à un tel harcèlement et à une telle diffamation, seront passibles de dommages et intérêts 1000,00 \$, et éventuellement une responsabilité supplémentaire pour les frais juridiques à payer à tout avocat qu'il pourra retenir. En outre, en l'absence d'une

telle validation de votre demande, il vous est **interdit de déposer un avis de privilège et/ou de prélèvement et vous ne pouvez pas non plus communiquer d'informations de crédit dérogatoires à une agence d'évaluation du crédit.** L'absence de réponse entraînera un préclusion.

La vérification nécessite la confirmation de l'exactitude, de la vérité ou de l'authenticité par affidavit, serment ou déposition.

UN AVIS AU CRÉDITEUR EST UN AVIS A L'AGENT ET UN AVIS A
L'AGENT EST UN AVIS AU CRÉDITEUR

Pour et au nom de Mr JOHN HENRY DOE TM
par
(Insérez votre signature ici)

John-Henry of the Doe family
Créditeur Principal

NOTE DE FIN

Merci d'avoir supporté la création de cette série de livres. Je crois que dans le passé beaucoup à été fait pour pour essayer d'arrêter les gens qui parler pour eux même, les réduisant au silence par tous les moyens que le système choisissait, et il y eu certainement beaucoup de terrible cas d'utilisation de la force brutale par la police, l'Armée et les force de l'ordre en général contre de pacifiques, et parfois d'innocents hommes, femmes et enfants qui ce sont levés pour réclamer leurs droits.

C'est un jeu, Nous n'avons pas reçu les règles du jeu ou un guide, donc nous avons à les écrire au fur et à mesure que nous avançons, faisant des erreurs et les corrigeant.

Maintenant, avec la prise de conscience global à un niveau profond, et avec la mise à la lumière de nouvelles informations tous les jours, le système échoue sous le poids et la pression nécessaires pour dénoncer tout ce qui a été fait de manière frauduleuse et trompeuse et continue de l'être tous les jours.

Ce livre fut un bref aperçut dans un autre monde dont beaucoup ne réalisent pas l'existence. Vous savez maintenant plus que ce que le gouvernement, les banques et les corporations voudraient que vous sachiez, mais reste bien peu par rapport à ce que vous devriez savoir.

Il y a une scène dans le film «Cours après moi shérif» où Burt Reynolds est entrain d'être pourchassé par une centaine de voiture de police. Quand apparaît le bonhomme de neige dans son camion pour l'aider. C'est alors qu'apparaissent derrière lui deux autres camions, puis deux autres jusqu'à qu'il y est une queue d'un kilomètre de camions. C'est une scène qui m'a toujours donné de l'espoir, que le nombre grandissant d'âmes s'éveillant pourra éventuellement arrêter cet Empire tyrannique.



THOMAS ANDERSON™

SUGGESTION DE LECTURE

“How I clobbered every Bureaucratic Cash Confiscatory Agency known to Man “
by Mary Croft.

“Cracking the Code” by D. Anser and Better Books

“A practical course in Miracles”

“The Secret Bankers Handbook” by Tom Schauf

“Australia – Concealed Colony” by I.C.E & R

Judge’s Bench book

Notary Public Manual

Governors Reference Manual for Notaries

Australian Constitution, Citizenship Act, Police Powers Act, Motor Vehicle Act, Corporations Law, Federal Magistrates Court Rules 2001, Consumer Credit Code, Privacy Act, Instruments Act, Bills of Exchange Act, Governor General Act, and as many other relevant “acts” as you wish to explore that pertain to persons.

“Lost at Sea” – International Law and Maritime Process

“The Master Key System” by Charles F Haanel

“Think and grow Rich” by Napoleon Hill

“Secrets of Rapid Manifestation” by Dr. Robert Anthony

“Morals and Dogma” by Albert Pike

“The Secret Teachings of all Ages” by Manly P Hall

“Bursting Bubbles of Government Deception” by Rob Menard

“The Anti-Government Movement Handbook – (not what you think, this is propaganda by the system against common law use, and the admission that Waco was a terrible display of force by the Government, essentially destroying anyone who proclaims themselves to be free.